

**LA PAIX
C'EST
LA GUERRE**



Charles HERNU

Deux compagnons nous ont envoyé le texte qui suit comme contribution à un « débat qui les intéresse » et comme réponse au texte de J.C. Canone, qui leur a semblé « maladroit, malgré sa partie constructive ». Nous aurions bien aimé publier leur contribution au cœur du dossier « Anarchisme dans les années 80 », mais nous l'avons reçue trop tard pour que ce soit possible :

Militants à la FA, nous avons suivi avec attention le débat « Anarchisme dans les années 80 ». Or, les critiques qui ont pu apparaître à l'égard du mouvement anarchiste organisé nous semblent mal dirigées.

En effet, la mauvaise implantation des organisations anarchistes et le faible nombre de militants qui en découle ne sont pas dus à leur structure mais à la faiblesse de la lutte sociale en France (diluée dans les divisions corporatives et individuelles) et à la division des libertaires. Si certaines personnes pensent que s'investir dans le journalisme ou les luttes fragmentaires est suffisant, libre à elles (nous ne prétendons pas être les tenants de l'ortodoxie). Nous avons choisi un autre moyen, une organisation du type de la FA, non pas parce qu'elle est parfaite mais parce que les divisions du mouvement anarchiste nous ont toujours empêchés de nous faire entendre à juste valeur dans les mouvements spontanés (cf. Mai 68).

Il n'existe pas de solution miracle. Si nous voulons que l'anarchisme ait sa place dans les années 80, il nous faudra apprendre à collaborer toutes tendances confondues (en gardant nos spécificités). Des actions convergentes sont en effet possibles si nous nous sentons capables de dépasser les querelles d'individus et de chapelles.

Yves Blavier
Olivier le Trouher

« L'article paru dans le n.49 intitulé « Tiers monde et anarchisme » est vraiment trop incompréhensible, du moins pour moi qui suis pas spécialement un intellectuel. Je le regrette d'autant plus que le titre m'a fait plaisir (enfin !) et que l'introduction correspond tout à fait à ce que je pense... L'urgence du phénomène et son ampleur font qu'il faut commencer à s'en occuper dès maintenant. Les libertaires et les militants en général font preuve d'un égoïsme, d'un désir de tranquillité ou d'une inconscience frappante. 30 millions de morts par an ! Mais il faut prendre les armes ! il faut remuer terre et mer ! En ça je suis d'accord avec le groupe Benevento.

L'article « Exportation des armes vers le tiers monde » est très bien fait. C'est ce genre d'articles qu'il faut (...). IRL est un journal lisible, agréable et avec souvent de très bons articles. L'analyse du mouvement libertaire est à continuer, on en a bien besoin. Courage ! »

J. - N. E. (Pyrénées Atlantiques)

« Un moment déjà que je vous lis et maintenant je voudrais m'abonner s'il vous plaît. Dans votre dossier « L'Anarchisme dans les années 80 », j'ai beaucoup aimé le témoignage de ce jeune postier : « L'anarchie c'est naturel ».

Bonne continuation et au plaisir de se voir un de ces quatre ».

R. P. (Paris)

« Il faut que je vous félicite pour avoir sorti IRL depuis le n. 48 sur du papier recyclé. Voilà une bonne initiative, que bien peu ont prise. Je trouve la première page du n. 49 sinistre. Et puis, quelle idée de commencer la citation par : « Ce jour passé », sans préciser de quel jour il s'agit ! Ainsi ça n'est pas compréhensible qu'après réflexion.. Pas bon pour une couverture ».

V.Z. (Paris)

AVIS DE LECTURE

« PRINTEMPS » de PA KIN

Près de quatre ans après la sortie en français de « Famille » (février 1979 - octobre 1982). Voici « Printemps », deuxième volet de la trilogie « Torrent ».

Les cinq premiers livres avaient eu à chaque fois un éditeur différent : ici, il s'agit à nouveau de Flammarion comme pour « Printemps ». Eibel étant passé du poste de co-éditeur à celui de simple directeur de collections, entre-temps.

Il n'en continue pas moins à présenter les choses à sa façon : Il se contente de présenter PA KIN comme un romancier qui « mis au ban de la société pendant la révolution culturelle » « est toujours resté fidèle à ses convictions ». Lesquelles ? Le lecteur non averti pourra continuer longtemps à se poser la question... (Vous avez dit anarchiste ? Ah...).

Le mot est pourtant prononcé lors de la présentation, mais dans quel contexte ! « 1920 en Chine. L'anarchie règne ». Sans commentaires !

Mais venons-en au thème du livre proprement dit. L'action se passe effectivement en 1920 et est la suite logique de « Famille ». La Chine est prise dans le tourbillon révolutionnaire mais, derrière les hauts murs qui abritent les grandes familles, dont l'oisiveté est entretenue par les revenus de leurs rentes foncières, la vie continue à se dérouler avec des rites immuables d'une pesanteur telle que rien ne semble devoir jamais changer.

Et pourtant... Dans « Famille », c'est « Eveil de l'Intelligence » Gao Juehui, petit fils n. 3, qui a franchi le pas en s'enfuyant à Shangaï, ville phare des révolutionnaires chinois, pour mettre ses actes en accord avec ses idées.

« Printemps » va voir « Pure Floraison », Shuyng, petite fille n. 2 et cousine du précédent, suivre le même chemin. Mais avant d'arriver, elle aussi, à Shangaï, elle devra affronter mille tourments. D'ailleurs, si elle réussit finalement à échapper au mariage arrangé à l'avance par ses parents, ce n'est que grâce à la complicité du frère d'« Eveil de l'Intelligence », « Eveil du Peuple », Juemin, petit fils n. 2, et de la fiancée de ce dernier, Qin, et après avoir assisté à l'agonie puis la mort de son autre cousine, Hui, victime elle aussi de la coutume du « mariage arrangé ».

La leçon est claire : le seul salut pour les jeunes c'est la révolution et il faut pour cela au préalable se débarrasser du carcan mortel que constitue la famille en tant que gardien des « valeurs anciennes » et donc de l'ordre établi.

Pa Kin va crescendo : d'abord l'émancipation du jeune homme avec « Famille », puis celle de la jeune femme avec « Printemps ». Espérons que les lecteurs français n'auront pas encore à attendre quatre ans pour connaître la teneur du troisième volet de « Torrent » !

MISE AU POINT

Dans le numéro 48 d'IRL, vous avez publié un article sous le titre « Répression en Italie ». Je voudrais remarquer que jamais je n'ai appelé « criminels et assassins » les camarades qui ont choisi les actions armées même si les mots sont entre guillemets. J'ai dit que la presse du pouvoir appelle ces copains « criminels et assassins » et cela inséré dans le cours du blocage de l'information. Selon moi, l'emploi des guillemets dans le texte publié n'indique pas de façon suffisamment évidente que ces termes sont utilisés par la presse et non par moi.

De plus, je ne me retrouve pas réellement dans la retranscription qui a été faite : elle ne reflète pas ma pensée avec exactitude, sans doute parce que mon français n'était pas très clair.

SOMMAIRE

↑

Les mots et les choses . . . pages 3 et 4
 Elections : Programme commun contre les immigrés . . . page 5
 Antimilitarisme : HERNU ça va rire ! . . . pages 6 à 8
 TPGA : La répression en civil . . . page 9
 RFA : Le mouvement pacifiste et les alternatifs . . . pages 10 - 11
 pacifisme . . . pages 12 - 13
 INTERVIEW de Dimitri Roussopoulos : De la nouvelle gauche à l'anarchisme . . . pages 15 à 21
 EST-INFO : La Bulgarie et le Tiers-Monde « Gandhi », le prix de la gloire . . . pages 23 - 24
 Un chanteur libertaire : Serge Utge Royo . . . pages 25-26
 La CNT : La semaine Culturelle . . . pages 27 à 29
 Féminisme et libération . . . pages 29 - 30
 VIe Congrès de la CNT (suite) . . . pages 30 - 31
 Dossier mouvement libertaire dans les années 80 . . . pages 32 - 33
 Auto-interview du Groupe Bakounine Gdansk, Paris... . . . pages 34 - 35



I.R.L

journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:

Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

Imprimé par:

Les Ateliers d'Impression Presse

Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau
 69001 LYON

Rédaction et administration:

IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc
 69001 LYON

IRL - Rédaction parisienne:

c/o Max Nettlau

15 rue Gracieuse, 75005 PARIS

Conception graphique et réalisation:

Atelier de Création Libertaire

Abonnement:

5 numéros (1 an) : 50 F

10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien:

10 numéros (2 ans) : 130 F et plus

Diffusion militante:

5 exemplaires pendant 5 numéros:
 200 F

Pour vos versements:

IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTEZ: Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

MOTS ET LES CHOSSES

Chaque fois que la gauche «orthodoxe» se plante dans sa prétention à modifier les rapports économiques et sociaux et que cet échec se matérialise par une défaite électorale, une réaction non moins orthodoxe de certains anarchistes consiste à proclamer sur un ton d'amertume triomphale quelque chose comme «on vous l'avait bien dit». Comme si la constatation des échecs des autres suffisait à constituer une victoire pour soi-même.

Pourtant, il serait trop simple d'affirmer que la gauche parlementariste n'est composée que de guignols manipulateurs et assoifés de pouvoir. Il y a tout lieu de penser qu'au P.S. et au P.C., il y a aussi des gens honnêtes qui croient sincèrement proposer une voie vers le socialisme. A ce titre, il serait plus juste de les qualifier d'utopistes, puisque toute l'expérience historique prouve que cette voie n'est rien d'autre qu'une impasse. En deux ans de pouvoir, le gouvernement socialiste n'a pu que gérer le système capitaliste, s'adapter à ses exigences, en déplorant amèrement qu'elles s'opposent à une expérience socialiste. Gestion de plus en plus rigoureuse et orthodoxe, application de plus en plus scrupuleuse des règles du jeu capitaliste, comme le font pour les élèves pauvres des institutions scolaires huppées qui ont absolument besoin de se faire accepter. C'est d'ailleurs bien utile, car ça permet de faire passer des mesures, qui, imposées par un gouvernement de droite auraient soulevé des protestations unanimes.

L'ennui c'est qu'une fois qu'on a dit ça, on n'a guère fait autre chose qu'émettre des banalités qui relèvent du sens commun, partagées par la majorité des gens qui nous entourent, qu'elles conduisent généralement plus à une attitude de renoncement et de fatalisme qu'à une prise de conscience combative.

Les mots et la réalité

Il ne suffit donc pas de se lamenter en clamant le bien fondé de ses vues. Il ne suffit pas non plus, malheureusement, de proposer un schéma idéal d'une société libertaire, sachant que ce schéma, très satisfaisant pour l'esprit, n'offre pas d'in-

dications quant à ce qui pourrait offrir une prise concrète sur la réalité d'aujourd'hui. Nous ne pouvons pas non plus nous contenter de slogans aussi vagues que généreux, slogans qui s'ils sont, dans le fond, différents de ceux que martèle la CGT, risquent d'être reçus de la même manière. «Action directe», ou «seule l'action paie», ça ne veut sans doute pas dire la même chose, mais pour qui le reçoit passivement, ça revient au même, et ça n'est plus qu'une sorte d'incantation magique, un mot de passe entre utilisateurs d'un même code.

Si un gouvernement de gauche est amené à faire une politique de droite, ce n'est pas par machiavelisme, ni seulement par mauvaise foi; c'est d'abord beaucoup plus simplement qu'il n'a pas d'autre possibilité, sauf à entrer dans un processus révolutionnaire qu'il n'a ni le désir, ni le pouvoir d'impulser et qui n'est d'ailleurs pas souhaité par la majorité de ses électeurs.

Malheureusement, notre position de critique radicale ne nous donne pas beaucoup plus de possibilités, et nous nous heurtons, en définitive, à la même impuissance; le fait de ne pas briguer le pouvoir nous permet seulement de reconnaître cette apparente impuissance et de ne pas chercher une échappatoire dans les illusions.

On ne peut pas dire que le mouvement libertaire soit complètement marginal et ne dispose d'aucune influence sur la réalité. Cette influence ne se mesure pas au nombre de ceux qui se déclarent militants anarchistes, ni à l'ampleur des manifestations qu'ils provoquent directement ou dans lesquelles ils ont une participation autonome. Il s'agit de quelque chose de diffus et d'apparemment spontané dont le cheminement et le poids sont difficilement mesurables. Quelque chose qui ne peut s'évaluer seulement aux nombres de drappeaux noirs en vente dans les grandes surfaces, ni à l'activité des mouvements qui se réclament spécifiquement de l'anarchisme. Heureusement d'ailleurs, sinon il faudrait bien reconnaître que cette activité est soit nulle, soit fort dispersée et plus du domaine du spectaculaire que de la réalité.

Parfois, d'abord, nous pouvons avoir l'impression de retrouver dans les critiques portées contre l'Etat ou la hiérarchie, par des gens qui, par ailleurs refusent toute réflexion politique, quelque chose qui, spontanément, rejoint les critiques que nous pouvons porter en les

argumentant. A vrai dire, cela n'a rien d'étonnant, et c'est simplement la preuve que l'anarchisme n'est pas seulement une théorie abstraite issue du cerveau surchauffé de quelques idéologues à la recherche d'une cohérence théorique qui n'aurait que peu de choses à voir avec les préoccupations concrètes des gens, mais qu'il part d'aspirations vécues et d'un malaise que nous avons en commun avec ceux que nous cotoyons.

Cependant, il faut bien le constater, plus ça va, plus l'approfondissement de cet accord dans la critique se limite aux conversations de bistrot ou à des épanchements flous d'états d'âme. Le système a réussi à s'imposer non seulement comme un obstacle, difficile à renverser ou à contourner, vers une plus grande liberté, mais aussi comme un mal nécessaire, indispensable à la survie. A mesure, les aspirations vers une société libertaire prennent un aspect de plus en plus onirique et irréalisable.

Cheminement des idées

On peut cependant retrouver certaines idées anarchistes dans le langage communément utilisé. L'adjectif « libertaire » est utilisé à toutes les sauces et sans les connotations négatives qu'il y avait une vingtaine d'années. On peut même se dire anarchiste sans choquer son voisin. On retrouve ces termes jusque dans le vocabulaire utilisé par les partis politiques, au sein desquels on parle beaucoup, par exemple, d'autogestion. De même, on essaie de décrire, au moins verbalement, la liberté comme quelque chose de pas seulement formel. Les syndicats officiels laissent parfois passer quelques allusions à l'action directe.

Ces thèmes ont suivi un périple un peu compliqué ; ils ont souvent été transmis par d'anciens militants anarchistes passés, par exemple, au PSU. Mais ces mots ne sont plus guère autre chose que des alibis. Dans le meilleur des cas, ils provoquent une certaine émotion intellectuelle qui dispense de l'action qui pourrait leur donner un début de réalité.

Les concepts émis au siècle dernier par les penseurs anarchistes suivent parfois une autre voie. Ils sont redécouverts, et souvent approfondis par des penseurs contemporains (par exemple Ellul), de façon apparemment indépendante de la propagande des mouvements anarchistes spécifiques, cette redécouverte va d'ailleurs parfois de pair avec une méconnaissance complète de ce qu'à pu être la réalité de ces mouvements. L'utilisation qui est faite alors de ces concepts est généralement moins manipulatrice que dans le cas précédent, la critique qui en découle est moins superficielle et plus radicale. Mais ils risquent alors de subir le sort de tous les concepts élaborés ou utilisés par les intellectuels. Ils peuvent n'être considérés que pour leur valeur intrinsèque et une critique radicale peut alors se transformer en simple vue de l'esprit ou élaboration purement théorique.

Cheminement de la vie

Il n'y a pas que les concepts élaborés par les anarchistes au siècle dernier qui aient pris une place dans le monde environnant. Il en est de même pour certains comportements et initiatives. Les valeurs traditionnelles sont de moins en moins prises au sérieux et la place qui leur est impartie dans la structure sociale ne permet plus de les considérer comme les fondements de celle-ci. Le travail, la famille ont aussi pris, dans la réalité, un fameux coup de vieux. Mais il n'est pas sûr que ce qui se met à leur place ne vise pas d'abord à combler une béance et à permettre la modification d'un équilibre en mutation, mais non menacé. Chômeurs, loubards de banlieues, outre qu'ils n'ont pas généralement choisi leurs conditions, ont finalement une place toute prête, à des titres divers, il suffit de se pousser un peu : masse de manœuvre, menace potentielle, boucs émissaires, chacun à sa place.

D'un autre côté, les aspirations à une vie différente se manifestent aussi à travers des mouvements spécifiques qui ont pris pour axe un thème isolé de son aspect global : écologistes, féministes, homosexuels tentent de faire admettre un aspect fragmentaire d'une pensée globalement « libertaire » par des biais qui souvent ne font qu'affirmer la reconnaissance de l'Etat puisque, par exemple, ils réclament une modification de la législation, comme si cette modification pouvait être motrice d'un changement dans les comportements et les mentalités. Réclamant sa caution au pouvoir politique, ils ne font que le renforcer, puisqu'ils imaginent qu'il peut commander la manière de penser et d'agir des gens. L'Etat, qui n'est pas aussi débile qu'on a tendance à le considérer, s'impressionne d'intégrer toutes les notions qui ne le mettent pas en péril et peut ainsi évoluer tout en conservant sa toute puissance. S'il est vrai que l'Etat, jusqu'à ces dernières années, était dans sa nature, patriarcal, rien ne prouve qu'il ne puisse pas s'adapter et que les idées émises par les mouvements féministe ou écologiste (par exemple) peuvent lui être utiles dans cette conversion, puisqu'elles ne remettent pas en cause la nature et la fonction essentielles du pouvoir.

Quelques points d'ancrage dans la réalité

Cependant les idées et les aspirations libertaires trouvent, pour certaines d'entre elles un champ d'application difficilement récupérable. Il s'agit essentiellement de comportements individuels, ponctuels, qui peuvent paraître parfois sans développement possible ; ils sont cependant inintégrables dans la mesure où ils ne peuvent fournir de thèmes à une propagande politique. Même s'ils sont, dans un premier temps, isolés, ces comportements ne peuvent manquer d'avoir des répercussions plus globales ne serait-ce que par de simples raisons de survie, parce qu'ils nécessitent des

contacts mutuels et une organisation réellement autogestionnaire ; puisque, aussi, ils prouvent, dans les faits, la possibilité de celle-ci. Je pense en particulier, à toutes les initiatives qui visent à créer des espaces de liberté et de vie.

Ce qui est peut-être caractéristique, c'est que ces initiatives sont le fait d'individus, ou de regroupements d'individus ponctuels ou conjoncturels. Il ne s'agit plus de classes ou de regroupements sociaux qui prendraient subitement conscience de leur condition aliénée et de leurs potentialités de révolte, mais qui ont envie de vivre, tout de suite, un peu différemment.

Bien sûr, la plupart de ces initiatives sont éphémères ; il reste qu'elles sont le gage d'une autre vie possible.

Il est évident, par ailleurs, qu'un certain nombre de thèmes sont irrécupérables, quelque soit l'usage qui en est fait dans le discours officiel. L'aspiration à la liberté, par exemple ne peut être épuisée par l'usage insensé et caricatural qui en est fait dans le langage politique et publicitaire. L'indignation devant l'injustice, même si la débauche d'informations fournie par les mass-medias ne lui laisse souvent d'autres possibilités d'expression que le cynisme, subsiste comme une souffrance latente à l'intérieur de beaucoup. Peut-être pas tous, mais ceux qui, brièvement ou définitivement peuvent être un jour moteurs d'un changement.

Certes, on peut douter qu'aujourd'hui les grandes masses se soulèvent. A ce niveau-là, celui des masses, on ne peut guère percevoir que la résignation et le dos tendu à toutes les expériences totalitaires. Les aspirations que nous sentons justes n'ont guère de chance d'inspirer un grand mouvement populaire. Du reste, les thèmes anarchistes ne sont pas relayés aujourd'hui par un mouvement qui pourrait avoir un potentiel mobilisateur. Ils sont, en de multiples lieux, l'objet de discussions, d'hypothèses, de contradictions et ce cheminement a peut-être un caractère plus authentiquement libertaire que le contenu qu'il véhicule. Ces thèmes sont repris, partiellement ou ponctuellement dans des expériences parfois sans lendemain, dans d'autres qui parfois s'institutionnalisent, sans que ces expériences aient forcément conscience d'appartenir à un mouvement commun.

Peut-être notre premier travail serait-il de participer à l'élaboration d'une méthodologie qui nous permette de reconnaître à travers les expériences menées et le cheminement des idées, lesquelles parmi ces idées ont des chances de pouvoir se frayer un chemin, et selon quel trajet, lesquelles ont un caractère réellement subversif (et ce ne sont pas forcément celles qui apparemment sont les plus violentes). Lesquelles, en somme, sont susceptibles d'amener un jour à la constatation que l'Etat est non seulement nuisible (ce dont tout le monde, ou presque, est conscient) mais qu'il est peut-être inutile.

Alain

**LES ELECTIONS MUNICIPALES
OU
LE «PROGRAMME COMMUN»
CONTRE LES IMMIGRÉS**

La foire électorale qu'à vécue la France depuis quelques semaines a été un sujet de polémiques et de discussions diverses alimentées par des dizaines de sondages sur les chances de telle ou telle liste de remporter les municipales. Dans une telle ambiance, on serait tenté de penser qu'effectivement les programmes diffèrent d'un parti à l'autre et qu'il y aurait sûrement des gagnants parmi eux.

En effet, on ne se serait pas beaucoup trompé. Il se serait agi seulement d'une nuance au niveau des termes employés. Il y avait bien deux camps ; ceux qui cherchaient le pouvoir et ceux qui cherchaient et cherchent depuis toujours à vivre et vivre libres. Il y avait aussi un « programme commun » entre la gauche et la droite contre les boucs émissaires de la crise : les Immigrés.

Sans entrer dans une polémique stérile sur le vote en général, il serait intéressant de rappeler certains événements anti-immigrés qui ne s'expliquent que par un racisme honteux :

- toutes les lois décrétées lors du septennat de Giscard, et avant, qui limitent

la liberté et les droits des étrangers.

- la campagne du P.C.F. à Vitry lors des présidentielles en Mai 1981.

- la nouvelle version socialiste (quelle honte) de la loi « sécurité et liberté ».

- le fichier « anti-terroriste ».

- les bavures et les déclarations qui entrent dans le cadre de la dernière campagne électorale.

Depuis quelques années les mots immigration et insécurité ont été déclarés synonymes. Ceci n'est pas étonnant surtout quand on sait que tous les Dieux du mal sont unis pour faire des voleurs, des violeurs, des assassins et j'en passe...

A Marseille, par exemple, plus on s'approchait du 2ème tour, plus se dévoilait le contenu du « Programme commun » : on pouvait lire sur les murs de la ville :

« A Marseille, la sécurité c'est Defferre »

« Pour votre sécurité votez R.P.R. »

Un très beau jeu de mots : Defferre serait-il R.P.R. ? d'après les déclarations de son ami, AUTAIN, secrétaire d'état à l'immigration, il serait pire ; n'a-t-il pas déclaré avec satisfaction qu'en 1982 le ministre de l'Intérieur « a procédé à 45.000 refoulements » avant d'ajouter non sans fierté « chiffres sans précédents »

(1). Ceci veut dire aussi que d'ici aux prochaines municipales de 1988 il pourra procéder à 225.000 refoulements.

Pour mémoire, il faut enregistrer le geste méprisable du même Defferre et sa suite qui par peur d'être taxés « Pro-immigrés » ont empêché des Algériennes qui voulaient serrer la main du candidat socialiste de le faire (2).

Si le problème restait au niveau des bavures habituelles, on pourrait peut-

être ne pas faire attention, du moins faire semblant. Mais il s'agit là d'un programme apparemment bien étudié, et c'est d'autant plus grave et inquiétant qu'il devient le cheval de bataille de toutes les institutions politiques y compris celles du pouvoir central.

Les listes communes F.N. et RPR dans certaines municipalités de Province et les contacts entre les socialistes et la liste « Marseille sécurité » sont les preuves irréfutables de cette alliance contre les immigrés. Quant aux résultats ils risquent d'être lourds et graves ; les multiplications des refoulements, des ghettos, de xénophobie et de violence verbale et physique en seront les aspects les plus apparents.

Ceci me paraît d'autant plus évident que le programme a été parrainé et lancé par le premier ministre : n'a-t-il pas déclaré il y a quelques semaines que les ouvriers du secteur de l'automobile, qui étaient en grève, étaient manipulés par des forces religieuses et politiques étrangères ? à noter que malgré les protestations il n'est pas revenu sur sa déclaration, il a même concrétisé son idée par le coup des flics contre Ben Bella (pour qui je n'ai par ailleurs aucune sympathie)

Pendant ce temps-là, 100.000 familles immigrées sont toujours en quête d'un logement décent (3) pour ne citer que cet exemple parmi tant d'autres.

Attention, la « Délinquance bronzée » peut faire sauter un « Programme commun ».

HABIB

(1) et (2) Libération 11 Mars 1983.

(3) le Monde du 14 Mars 1983.



Manifestation anti-raciste le samedi 26 mars à Lyon (Photo IRL)

HERNU ÇAVA RIRE



S occuper du moral des troupes ne suffit pas à Mr Hernu. Voilà qu'il se met à sonder le cœur des profs et des instits. En effet, selon le « *Canard Enchaîné* » du 30 Mars 83, il a chargé un organisme de sondage, l'Institut Français de Démoscopie, d'aller enquêter les enseignants.

C'est un questionnaire de douze pages qui a déjà été soumis à plusieurs centaines d'entre eux. Outre les noms, adresses et professions, on leur demande d'abord de préciser leurs sympathies politiques et syndicales, ensuite on leur pose des questions beaucoup plus précises du style : « *Quelle est votre position sur les syndicats de soldats ? Sur le désarmement ? Sur le service militaire ? Sur le développement de l'esprit civique à l'école et à l'armée ? ... etc ...* »

Sous la couverture théorique d'« *une étude sur les opinions des cadres concernant des sujets d'intérêt général* », l'objectif de cette enquête est, pour Hernu, de savoir comment les profs et les instits ont réagi au protocole d'accord qu'il a signé avec son collègue de l'Éducation Nationale et, du même coup, essayer de repérer les mauvais français qui répandent des idées « subversives » dans la tête de ces chers petits enfants...

A peine installé rue St Dominique, dans les locaux du ministère de la Défense, Charles Hernu veut montrer aux militaires, qu'en la matière, les socialistes pourront faire mieux que la droite ... et il est en train d'y réussir ...

Pour que l'armée et la nation ne fassent qu'un, il s'attache à démontrer, dès ses premières déclarations, que tous les Ministres sont des Ministres de la Défense lui, étant chargé de la partie militaire de cette défense. Parallèlement, il déclare que l'« *on ne reformera pas le Service National si, en amont du Service National, il n'y a pas une préparation civique et physique des enfants et des jeunes* »... « *il faut arriver à l'armée préparé, et préparé par l'école, le lycée et l'université, il faut une symbiose avec l'Éducation Nationale* » (dans le *Monde* du 11/07/81).

Ça c'est le cadre. Après, le prétexte a été la réaction d'associations d'anciens combattants à la reproduction d'une bande dessinée dans un livre scolaire d'« *Initiation économique et sociale* » pour la classe de seconde éditée chez Nathan en 1981. Cette B.D. extraite de *Fluide Glacial*, présente des officiers

d'une escadre en manœuvre qui voient, comme par enchantement, leurs bâtiments ou avions se transformer en équivalents monétaires civils : hôpitaux, maisons de retraite, lycée, feuilles de paie d'instituteur, etc ...

Le ministre ou son secrétaire d'état en profitent pour s'insurger contre la présence de tels propos dans des bouquins scolaires et annonce « *la signature prochaine d'une convention avec le Ministre de l'Éducation Nationale afin que les manuels scolaires distribués dans les écoles soient revus par son ministère pour en faire disparaître les aspects notamment antimilitaristes* » (dans *Libération* du 16/06/82). Une commission mixte Défense-Éducation Nationale se met en place.

Le travail avance vite, car c'est le 23 Septembre 1982 que, Alain Savary monte à bord de la corvette « *Montcalm* », au large de Toulon, pour parapher le protocole d'accord Défense - Éducation Nationale.

Le lieu de la signature indique bien qui fait allégeance à qui, à tel point que dans le discours que le Ministre de l'Éducation Nationale fait ce jour là, il se sent obligé de prévenir les attaques en indiquant que « *l'objectif poursuivi n'est pas plus la milita-*

risation de l'enseignement que la scolarisation de l'armée... les militaires ont dû bien rigoler...

votre enfant m'intéresse !

Regardons d'un peu plus près ce protocole (publié dans le *Bulletin Officiel de l'Education Nationale* n.35 du 7/10/82).

Il se divise en trois parties :

- la première partie concerne les moyens mis en œuvre pour favoriser cette symbiose avec l'officialisation de la commission Défense-Education Nationale. Elle prévoit également les mesures d'échanges entre les personnels des deux administrations. Si le développement de ces rencontres doit se faire sur la base du volontariat, il est toutefois clairement précisé que les deux Ministres se « déclarent déterminés à tout mettre en œuvre en vue de favoriser le développement des relations qui doivent nécessairement s'établir »...

- la seconde partie insiste sur l'information à fournir aux élèves sur « les nécessités de la défense et la finalité du Service National » en prévoyant l'élaboration de « documents pédagogiques » et la visite par les élèves des casernes.

- la troisième partie, quant à elle, propose les actions qui sont possibles de mettre en place rapidement et prévoit quelques sucreries pour acheter la bonne grâce des enseignants (choix de leur date d'appel au Service, homologation des brevets militaires pour l'éducation physiques et sportives, possibilités de poursuites d'une activité de recherche dans leur spécialité, etc...).

Tout au long de ce protocole, ses auteurs ont essayé de maintenir une réciprocity des mesures prises, mais on voit bien que c'est un leurre, une mystification... Quel intérêt, par exemple, à l'Education Nationale à faire de la re-tape parmi le contingent ? pour trouver plus d'étudiants ? De même le protocole prévoit la mise en disponibilité réciproque des équipements sportifs notam-

ment, mais qui manque de stades, de piscines, de moyens de transport ?

Il faudrait être bien naïf pour croire à une réelle possibilité de « scolarisation » de l'armée... Si l'armée était demandeuse d'un tel accord, ce n'est pas pour se « civiliser », mais bien pour préparer les jeunes à l'étape suivante de leur embrigadement : « le Service National » avec l'avantage, en prime, de toucher aussi l'autre moitié de la population non encore astreinte à ce service, les femmes.

embrigadons, embrigadons... il en restera toujours quelque chose...

Jusqu'à présent, les militaires arrivaient à avoir leur entrée dans les bahuts pour venir faire leurs conférences, participer aux journées carrières. Mais maintenant, on passe à un cran au-dessus... Il ne s'agit plus d'une simple propagande l'armée devient un partenaire pédagogique de l'Education Nationale, et le seul, d'ailleurs...

Ce dangereux tête à tête n'est pas une réaction épidermique d'Hernu après je ne sais quelles manifestations antimilitaristes, mais s'inscrit bien dans une logique gouvernementale d'une gauche qui développe un nationalisme et un patriotisme d'une autre époque.

Il s'inscrit bien également, dans les projets de réforme de l'appareil militaire qui seront débattus ces jours par l'Assemblée Nationale, dans le cadre de la loi de programmation militaire pour les années 1984 - 1988. La gauche poursuit la modernisation de cet outil vital pour tout Etat. Derrière un retour à une stratégie du « tout nucléaire », se cache un renforcement de la place des militaires et de leur idéologie dans la société.

D'un besoin massif de chair à canon pour les champs de bataille, le Service Militaire, puis National joue actuellement le rôle de moule social, de rite initiatique pour former des citoyens passifs, obéissants...

Mais cela lui serait difficile de généraliser encore plus le Service National, de

le rendre obligatoire pour les femmes... Ce protocole est la situation idéale, car il permet à l'armée d'intervenir à un moment important de l'embrigadement : le « Service éducatif » et de manière beaucoup plus insidieuse, notamment par le contrôle du contenu des manuels scolaires (histoire et géographie principalement). Autre aspect important, en habituant les jeunes à leur présence, les militaires évitent que les appelés ne ressentent une trop grande coupure lors de leur passage sous les drapeaux, surtout qu'ils pourront y aller dès 18 ans...

une seule tête !

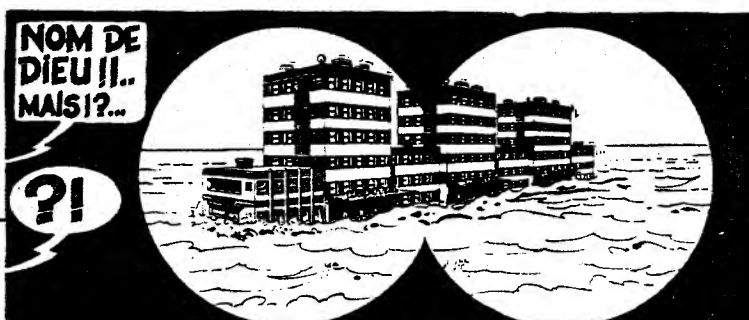
Bien sûr, il est encore difficile de se faire une idée exacte des changements que va entraîner ce protocole surtout qu'il en est encore à ses débuts d'application, même si l'armée n'a pas tardé à saisir tout « l'intérêt et les possibilités offertes par le protocole d'accord » dicit le général Lemoine, chef d'Etat-Major de la 5e région militaire, la nôtre, au cours d'une journée d'information, en présence d'Hernu et rapporté par « Le Progrès » du 18/01/83.

Néanmoins sur Lyon, on peut déjà signaler deux conséquences directes de ce protocole qui se sont déroulées durant le mois de mars...

Sans doute est-ce dans le cadre des prêts d'équipements sportifs, que pendant toute une semaine, les élèves du Lycée technique Colbert dans le 8e, ont assisté et participé aux championnats de France militaires d'Escrime... De même, un groupe d'une quarantaine d'élèves-instituteurs des Ecoles Normales de Lyon ont pris, le 23 Mars, un avion pour aller visiter l'école militaire de Coëtquidan, tous frais payés... « visite d'information sur l'organisation des études qui y sont conduites » nous rapporte « Le Progrès » du 24/03/83, qui indique également que « les futurs instituteurs ont pu apprécier l'importance de ces installations, notamment pédagogiques, qui sont servies par des matériels de



Extrait de la BD parue dans *Fluide Glacial* et reprise dans le bouquin d'initiation économique.



pointe. Ils se sont naturellement intéressés aux méthodes de la formation physique, intellectuelle et militaire menées à Coëtquidan » ... cela se passe de commentaires ...

A cela, il faut ajouter tout ce qui a pu se faire sans publicité ... Comme en Charente Maritime, par exemple, où c'est l'officier chargé de pénétrer le milieu scolaire qui a directement écrit à tous les profs pour faire le bilan des interventions qu'il a déjà faites auprès de « 1400 élèves en liaison avec 20 professeurs », pour leur présenter les différents sujets qu'il peut aborder avec leurs supports (films, montages audio-visuels) et inviter les profs intéressés à prendre contact avec lui ... Quand ce n'est pas carrément les Recteurs d'académies qui écrivent à leurs subordonnés pour leur demander de réserver le meilleur accueil aux militaires, comme cela a pu se faire dans d'autres régions ...

Le S.G.E.N. - C.F.D.T. a attendu d'être poussé par sa base ... Il vient seulement d'adopter une position pour demander à leur Ministre de dénoncer ce protocole (comme si Savary allait déchirer d'une main ce qu'il a signé de l'autre !...) et, fait plus positif, il demande à ses militants de tout faire pour le mettre en échec sur le terrain.

Par contre, localement, les gens, une fois informés de la réalité et des enjeux de ce protocole, réagissent de manière beaucoup plus forte et active. Mais cela reste au niveau des individus ou des structures de base.

Toutefois le C.O.T. (Collectif d'Objecteurs et d'Antimilitaristes Tarnais), qui depuis plus d'un an et demi assure une coordination de tout ce qui brasse autour de la militarisation de l'enseignement, a recensé des réactions et des contacts dans plus de 75 départements... Ça fait déjà pas mal ...

Le collectif de Lyon est également en contact avec d'autres groupes qui s'opposent à cette symbiose au niveau régional et au niveau national. Deux de ses membres ont participé à la première coordination nationale qui s'est tenue à Carmaux, dans le Tarn, lors du week-end des 19 et 20 mars 1983.

70 personnes y ont participé, représentant une vingtaine de groupes ou d'organisations pacifistes et anarchistes avec une forte présence des gens du sud-ouest. Une bonne partie de la réunion a consisté à échanger des informations, des expériences ... L'autre partie à essayer de mieux coordonner les différentes actions afin de percer à travers les médias qui ont jusqu'à présent opéré un blocage total sur ce protocole.

Pour cela, une semaine nationale d'action a été décidée du :

16 au 22 mai

avec un temps fort

le **MERCREDI 18 MAI**

Les procès d'objecteurs et d'insoumis,
Le vote prochain de la loi sur l'objection de conscience,
Tout ceci nous confirme la nécessité de concertation des objecteurs.

APPEL

A tous les objecteurs collectifs
A tous les objecteurs ayant eu leur demande refusée
A tous les futurs objecteurs

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE OBJECTION COLLECTIVE
les samedi et dimanche 14 et 15 Mai à Lyon
(Collectif Utilitaire Lyonnais - C.U.L. - 42, rue Burdeau Lyon 1er)

Ordre du jour :

- campagne de demandes collectives après le vote de la loi (quand on demandera d'effectuer une demande dans le nouveau cadre de loi)
- organisation et coordination nationale
- notre défense. Comment se situer devant les nouvelles juridictions civiles
- dossier de lutte : objection collective

Présence indispensable de tous ceux qui pensent que le mouvement objecteur doit mieux s'organiser devant le pouvoir militariste de gauche.

Notre seule riposte à la nouvelle répression,
Pour une lutte contre le militarisme et le service national,

UN MOUVEMENT COLLECTIF D'OBJECTEURS

Pour toute information et pour savoir le nombre réel de participants, écrire à :
OBJECTION COLLECTIVE
c/o CEP 44 rue St Georges BP 5006 St Jean 69245 LYON cédex 1
réunion le mardi à 19 h

Et ça marche ?

Si les antimilitaristes et les libertaires de tout poil ont sauté sur l'occasion pour se remobiliser, ce protocole n'a pas suscité dans l'ensemble, un grand sursaut populaire ... Pourtant si c'était la droite qui avait pondu un tel texte ...

Le corps enseignant dans une grande majorité est « ailleurs » ... tout content d'être consulté, il plane dans des projets de réformes pédagogiques ... Leurs appareils syndicaux ne font pas mieux ... Englués dans leurs rapports avec le Pouvoir ils freinent tant qu'ils peuvent les initiatives venant de leur base.

Je ne parle pas de la F.E.N., où seule la tendance « Ecole Emancipée » a pris violemment position contre, car autrement, ils soutiennent la symbiose. Ils ont même été les seuls à avoir été consultés avant la signature du protocole ...

Sur Lyon, un collectif s'est constitué en novembre dernier. Il s'agissait alors de profiter de la journée nationale de consultation dans les lycées du 13 décembre 1982. Un tract d'information a été diffusé à 10.000 exemplaires ...

Depuis, le comité s'est étoffé et continue d'intervenir: Son objectif est clair : l'abrogation du protocole.

Il regroupe actuellement plus d'une vingtaine de personnes, lycéens, profs, instits, parents d'élèves, militants antimilitaristes, etc ... Des contacts ont été pris avec diverses organisations mais avec peu de résultats.

Il profite de toutes les occasions pour faire de l'information par tables de presse, par l'organisation de débats à l'intérieur des lycées notamment, par la diffusion d'un dossier à plus de 1.000 exemplaires, par la signature d'une pétition, le collage d'une affiche ... j'en passe et des meilleures ...

que faire ?

Je cause, je cause ... mais maintenant passons donc aux exercices pratiques ...

***Tout d'abord s'informer, informer** sur les enjeux et les dangers de ce protocole. Pour cela, un outil bien pratique, est le dossier réalisé par le collectif lyonnais qui présente une analyse du protocole, le texte complet de ce protocole et le point sur les réactions avec des propositions d'actions. *Disponible contre 3 F l'exemplaire + 2 F de port.*

Un deuxième outil est le « *Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement* » publié par le C.O.T.

2 numéros ont déjà été publiés, un troisième est en préparation. Il rassemble tout un tas d'articles, de prises de positions, de compte-rendus d'actions autour du protocole. *Disponible contre 10 F, 5 F de port par exemplaire au collectif de Lyon ou directement auprès du C.O.T., B.P. 222, 81002 ALBI cédex.*

*Si vous êtes membres d'un groupe, d'une association, leur demander de **prendre position** sur cette symbiose.

***Faire signer la pétition** ci-jointe (des exemplaires sont disponibles au collectif

***Envoyer des lettres de protestations** aux Ministres concernés, aux députés, ...

***Organiser des débats** dans des MJC, lycées, foyers ... Le collectif dispose d'un montage audio-visuel.

*Une affiche nationale contre le protocole sera bientôt disponible ... Avis aux colleurs fous ...

Et bien sûr **participer aux activités du collectif lyonnais** ou sur une autre ville. Notamment pour préparer la semaine nationale d'action ... Je donne l'adresse :

**Collectif d'opposition au protocole
Hernu - Savary**
Co/C.E.P., B.P. 5006 St Jean, 44 rue St Georges, 69245 Lyon Cédex 01 -
Tél: 837.42.77 (mercredi de 18 à 20 h)

et placé à l'imagination ...

Patrice

La répression en civil

Il y a quelques mois, le gouvernement abolissait les Tribunaux Permanents des Forces Armées (T.P.F.A.), en les remplaçant par des tribunaux « civils » spécialement chargés de s'occuper des affaires militaires.

Les antimilitaristes furent, bien sûr, soulagés de voir disparaître les TPFA, n'empêche qu'il était évident que la répression frapperait à nouveau (mais de quelle façon ?) dès que les nouveaux tribunaux entreraient en activité.

Et c'est ce qui s'est passé ce mardi 22 mars à la 8e chambre correctionnelle du Palais de Justice de Lyon...

Une trentaine de copains se retrouvèrent donc dans une petite salle du Palais de Justice, quelques instants avant l'arrivée de la Cour, à savoir un président et deux assesseurs, plus le procureur. Puis les accusés entrèrent, menottés, escortés par une dizaine de flics.

A noter aussi la présence des militaires qui composaient la défunte Cour des TPFA, venus observer le déroulement du procès, maintenant que le litige sale ne se lave plus en famille...

Première série

Le premier accusé à comparaître, François Bunout, est poursuivi par insoumission et pour refus d'obéissance. La première gaffe du juge est d'oublier qu'un témoin est cité... Il ordonne alors que celui-ci soit immédiatement isolé (puisque d'après la loi il n'a pas à être dans la salle du tribunal). Plus il pose les questions habituelles relatives à la vie privée de François, avant de lire la déclaration que celui-ci a fait devant le juge d'instruction.

Précisons que François pose la question de l'insoumission d'un point de vue politique et moral. Ensuite le juge le questionne sur les raisons de l'insoumission, sur son refus du statut d'objecteur, lui demande s'il a été influencé, et enfin, s'il n'a pas l'impression de créer une injustice par rapport à la plupart des jeunes qui acceptent de faire leur service (sic).

Suit la déclaration du témoin de moralité qui conclut en demandant au juge s'il n'a pas à juger un délit d'opinion ? Le juge lui répond que « c'est une conception personnelle du délit d'insoumission ».

Le procureur, qui insiste sur le fait que François refuse aussi le service civil, demande 15 mois de prison ferme au minimum. C'est alors que le juge commet sa deuxième gaffe, il oublie de don-

ner la loi) aujourd'hui, époque charnière puisque la France soutien le projet proposé à l'Assemblée Européenne et qu'elle n'a pas encore statué sur la réforme du statut des objecteurs.

Puis c'est un témoin de Jéhova qui comparait pour refus d'obéissance. Le juge remarque au passage les excellents renseignements fournis par l'accusé (étudiant en droit, cherche à acquérir une bonne situation, etc...). Il lui repose à peu près les mêmes questions que précédemment. Puis le procureur demande de nouveau 15 mois de prison ferme. En fin de compte, l'avocat demande au nom de son client, 12 mois de prison ferme, afin qu'il puisse sortir des mains de l'armée au bout de sa peine.

Enfin c'est au tour d'un déserteur de comparaître. Le procureur demande 4 mois de prison ferme. L'avocat insiste sur « l'immaturation de son client » (sic) et sur le fait que celui-ci (contrairement aux deux précédents...) n'est soutenu par aucun motif politique ou religieux.

Après délibération, le verdict est rendu :

- François Bunout, vous considérant coupable des deux faits qui vous sont reprochés, mais tenant compte des circonstances atténuantes, des bons renseignements vous concernant et du fait que vous n'avez pas d'antécédent judiciaire, nous vous condamnons à ... 15 MOIS DE PRISON FERME.

- Le témoin de Jéhova prend également 15 MOIS DE PRISON FERME ;
- Le déserteur 4 mois de prison dont 3 avec sursis.

Une succession bien assurée...

Quelles remarques générales pouvons nous tirer de ce procès ? La mise en scène spécifique aux TPFA disparaît bien sûr (uniformes, mitraillettes...) et donne à l'institution juridique une apparence de « démocratisation », accentuée par la possibilité de faire appel. Par contre l'attitude de la machine répressive, elle, n'a pas changé d'un pouce. Celle-ci sanctionne le délit pénal et non pas les raisons qui ont poussé l'accusé à commettre ce délit. C'est pourquoi nous pouvons prévoir que la lourdeur des peines dépendra :

- d'une part de l'intensité avec laquelle le gouvernement et en particulier le ministre de la défense, voudra frapper la contestation antimilitariste ;

- d'autre part du rapport de force que nous saurons instaurer face à l'Etat.

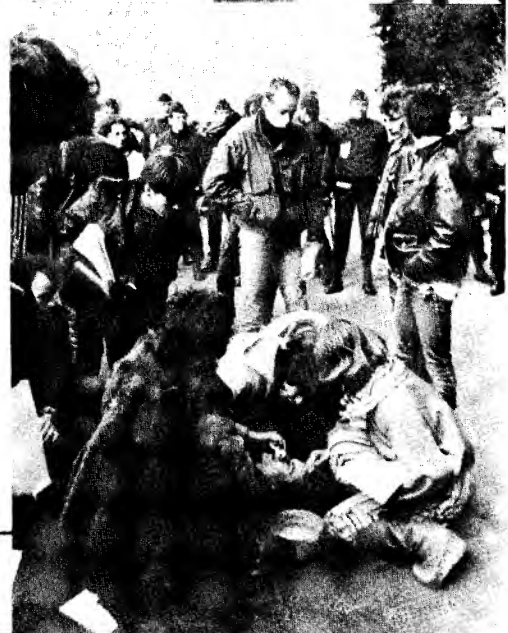
Aujourd'hui les consignes données par l'Etat sont claires. La répression doit frapper fort : 15 mois fermes pour un

insoumis, plusieurs mois de prison ferme pour les objecteurs insoumis qui ont été condamnés récemment... Et nous pouvons nous demander quelle sera son attitude quand la loi sur l'objection aura été votée...

Ainsi nous ne devons voir qu'une chose aujourd'hui : à l'aube d'une nouvelle ère répressive, l'Etat loin de porter le masque de la tolérance, choisit de ne faire apparaître que son caractère répressif.

C'est pourquoi, malgré et justement parce que le rapport de force nous est actuellement défavorable, la nécessité de changer ce rapport de force d'une part et la parole à la défense... Sans doute a-t-il déjà jugé « en son âme et conscience »... L'avocate proteste et demande la relaxe, en insistant sur deux points, d'une part la fermeté de François qui refuse les demi-mesures, d'autre part sur la difficulté qu'il y a à condamner un objecteur (au sens général du terme, qui ne peut être limité par celui imposé par et de nous mobiliser contre la répression d'autre part, est indispensable à la survie du mouvement de lutte antimilitariste.

Rémy



La vague de protestations qui déferle sur la République Fédérale d'Allemagne depuis 1979 porte plusieurs noms : tour à tour écologiste, tiers-mondiste ou pacifiste, elle est généralement caractérisée, chez nos voisins d'Outre-Rhin, par un terme collectif qui fait souvent pâlir de frayeur les linguistes, journalistes ou politiciens bien-pensants : *Alternativbewegung*. La traduction la plus simple de ce terme récemment créé est bien sûr « mouvement alternatif » ; on trouve parfois « mouvement parallèle ».

Toute querelle linguistique mise à part, il est un fait que le mot « *Alternativbewegung* » est au centre de la vie politique allemande. Il représente, pour les uns, un amalgame rouge-vert de gens peu sérieux à la recherche, au plus, d'un Mai perdu ; pour les autres - et c'est de ceux-là que nous parlerons - il est le mot-clé de toute une démarche politique qui repose sur deux idées essentielles : le refus de la sacro-sainte « force des choses » et la recherche d'une solutions de rechange. Cette recherche s'effectue à plusieurs niveaux : au niveau individuel (ex: vie communautaire), national (mise en place d'un contre-pouvoir) et international (mouvement pacifiste ou tiers-mondiste).

LES ORIGINES DU MOUVEMENT PACIFISTE

Le mouvement pour la paix s'inscrit dans cette vague de protestation générale qui touche tous les domaines de la vie politique et sociale de la RFA. Dans la lignée des grandes campagnes pacifistes qu'a connues la démocratie de Bonn depuis sa naissance, il présente des causes immédiates dont la première est la politique de la détente qui a déçu beaucoup d'espoirs. De la politique d'ouverture à l'est menée par W. Brandt et E. Bahr au début des années soixante-dix, on avait notamment espéré une amélioration progressive de la « question allemande » (1). Or s'il est vrai que certains points concrets tels que le rapprochement des familles séparées, sont à l'actif de la « *Ostpolitik* », il n'en reste pas moins que les résultats escomptés n'ont pas été atteints. Un échec d'autant plus resenti qu'on enregistrait dans le même temps un enlisement total des conférences sur le désarmement. Les accords SALT I et SALT II furent qualifiés de « mensonges grossiers » (Der Spiegel) (2) au regard de l'armement massif et toujours accru des deux superpuissances.

Simultanément se développait dans la population ouest-allemande une con-

science aigüe du rôle funeste que jouerait la RFA dans le cas d'un conflit entre les deux blocs militaires. La clé de voûte de la stratégie de l'OTAN - le principe de la riposte graduée (3) - perdit aux yeux d'un nombre croissant de la population allemande de sa crédibilité : pour beaucoup elle revenait à détruire ce qui devait initialement être défendu. Cette hantise de devenir le théâtre d'un holocauste nucléaire fut renforcée par les récentes déclarations de la Maison Blanche qui n'exclut plus la possibilité d'une guerre nucléaire limitée en Europe. De plus en plus on reprocha à la puissance américaine de faire du territoire fédéral une poudrière atomique dont elle gardait de surcroît l'exclusif contrôle. Ces considérations que la presse établie qualifia de « neutralistes » trouvèrent un large écho dans une population qui entretenait depuis le traumatisme hitlérien un rapport ambigü avec son armée : l'augmentation continue des objecteurs de conscience et la sympathie que ceux-ci trouvent dans l'Eglise protestante ainsi que l'aile gauche de la sociale-démocratie, en témoignent.

« UNDERGROUND » BERLINOIS

Cependant le mouvement pour la paix n'aurait jamais pris une telle ampleur (cf. les manifestations de Bonn qui réunirent plus de 30 000 personnes), si des circonstances à priori extérieures n'avaient pas été réunies pour en favoriser l'extension. La naissance à Berlin d'une « *Szene* », d'un milieu alternatif, constitua l'élément moteur de ce développement. Né dans la foulée des événements de mai 68 cet « *underground* » berlinois (« *Subkultur* ») se distingue cependant du mouvement étudiant (4) à différents égards : au lieu de réflexions théoriques qu'il juge stériles, il prône l'expérimentation immédiate de formes de vie en marge des institutions en place ; alors que les théoriciens de mai 68 pensaient que la société ne peut être transmise que de l'intérieur, (« la marche à travers les institutions »), les alternatifs, eux, placent le salut de leurs idéaux hors des circuits institutionnels. En créant son propre réseau de médias la « scène » berlinoise sensibilisa une grande partie de la jeunesse allemande qui déjà, d'une manière souvent inorganisée, rejetait la « société de coca-cola » qu'elle reprochait à la génération d'après-guerre d'avoir importée. De plus en plus on dénonça l'américanisation de la République Fédérale qui avait été créée de toute pièce en 1949 par les « Alliés » avec le concours massif et intéressé des Etats Unis (Plan Marshall) (5). De plus la radicalisation des aspirations alternatives fut favorisée par deux autres facteurs liés à des événements beaucoup plus immédiats : c'est, dans un premier temps, la déception qui sui-

vit l'éuphorie de 1969, date à laquelle la SPD prit le pouvoir / et, dans un deuxième temps, le durcissement de la démocratie de Bonn, suite aux actes terroristes de la bande à Baader, qui disposait d'ailleurs d'un cercle de sympathisants beaucoup plus grand qu'on a bien voulu le dire.

NAISSANCE D'UN COURANT ANTIPARLEMENTAIRE

Ainsi naquit lentement en RFA un courant qui grandit d'autant plus vite qu'il n'y avait pas, sur la scène politique allemande très étroite, de partis - communiste ou d'extrême gauche - susceptibles de rallier les mécontents de la « Realpolitik » sociale-démocrate. Ce courant antiparlementaire se nourrit, dans un premier temps, des comités d'action de citoyens (Bürgerinitiativen) dont la première préoccupation fut d'ordre écologiste. La manifestation antinucléaire de Brokdorf (28.2.81) et celle de Frankfurt contre l'élargissement de l'aéroport (10.10.81) soulevèrent en particulier au sein de la coalition sociale-libérale, des discussions qui n'étaient que les pré-

misses d'un conflit encore plus tumultueux. D'un coup l'on comprit que c'était la démocratie représentative qui était remise en question et qu'il fallait parer à une éventuelle crise des institutions. Le débat s'anima d'autant plus qu'une partie de l'aile gauche de la SPD défendit les positions des Alternatifs, et en particulier dans les revendications pacifistes qui déclencha la double résolution de l'OTAN du 12 décembre 1979.

La RFA connut en 1981 ses plus grandes manifestations sociales : 300 000 personnes répondirent notamment, à Bonn, au mot d'ordre qui demandait l'annulation de la nouvelle résolution du pacte de l'Atlantique. Chrétiens - surtout des Protestants -, hommes de gauche, organisations de femmes et de jeunes, Anarchistes (Graswurzelrevolution) et écologistes soutenus par les « Verts », organisèrent une vaste campagne pacifiste dont l'action se cristallisa autour de l'initiative de Krefeld. Celle-ci rédigée sous la forme d'une pétition adressée au chancelier demande le non-déploiement des missiles nucléaires prévus par l'OTAN pour 1983. (septembre 82 : 3 millions de signatures).

Dès lors l'on comprend ce qui fait, à la fois, la force et la faiblesse du mouvement pour la paix : la diversité de ses membres.

DES REVENDICATIONS « POSTMATERIALISTES »

Il est un fait que les problèmes soulevés par les mouvements alternatifs, qui sont essentiellement portés par la nouvelle génération, sont des questions auxquelles se trouve confrontée la société dans son ensemble. En dénonçant les conséquences néfastes d'une industrialisation poussée à l'extrême telle que celle de la RFA, les inconvénients d'un système parlementaire qui a perdu tout contact avec la base électorale, et les répercussions mondiales du principe économique de la croissance, les Alternatifs posent des revendications que le sociologue allemand Manfred Küchler, qualifia de « postmatérialistes ». Elles sont postmatérialistes pour deux raisons : tout d'abord parce qu'elles visent une meilleure qualité de la vie avec, à la base, une plus grande participation des citoyens à la vie socio-politique de leur pays ; d'autre part parce qu'elles ne peuvent être exprimées que dans un pays où les besoins matériels fondamentaux de l'homme ont été satisfaits. De plus elles effectuent un renversement du système de valeurs tel qu'il est à l'honneur depuis des décennies dans les syndicats et partis occidentaux : au lieu d'une simple augmentation de salaire, ou d'une croissance de leur pouvoir d'achat, les Alternatifs réclament en priorité une décentralisation des centres et instances de décision. De ce fait l'Alternatif type répond à un portrait bien défini qu'un sondage présenté par Der Spiegel l'an passé, brossa de la manière suivante : il a entre 18 et 35 ans et possède une formation scolaire au moins égale à celle du baccalauréat.

Quoiqu'il en soit les événements récents de la République Fédérale ont montré que les mouvements alternatifs constituaient une force politique avec laquelle il fallait désormais compter. L'impact ultérieur des « Alternatifs » sur la scène politique allemande semble être entre les mains d'un parti qui continue de chercher son identité réelle : les Verts.

Marianne



NOTES

(1) On entend par « question allemande » la situation qui résulte de la division du pays en deux états. La réunification des deux en une grande Allemagne serait la résolution de cette « question ».

(2) Hebdomadaire allemand libéral de gauche.

(3) Doctrine officielle de l'OTAN qui affirme qu'en cas d'agression la riposte sera proportionnelle aux moyens employés pour l'attaque ; D'ou trois sortes d'armes : les armes conventionnelles, nucléaires tactiques et nucléaires stratégiques.

(4) Il s'agit là du mai 68 de Berlin.

(5) Plan d'aide économique accordé par les Etats Unis à certains pays pour assurer leur reconstruction et relancer l'économie mondiale.

LE NOUVEAU PACIFISME

Encore une fois comme pendant les années 1960 un puissant mouvement social est en train de surgir, dans lequel les anarchistes doivent être actifs parce que leur contribution était essentielle pour empêcher la venue de la troisième guerre mondiale. C'est un mouvement social qui depuis le début des années soixante dans les pays à industrie avancée aida à donner naissance à un éventail de mouvements radicaux qui ébranlèrent la classe dominante pour la première fois depuis les années trente.

La phase d'ouverture de ce cycle a recommencé au début des années 80. Bien qu'il y

eut un désir profondément répandu de paix après la seconde guerre mondiale, ce désir ne s'était jamais développé en une force politique réelle et indépendante. En effet pendant que la guerre froide entre l'Est et l'Ouest se développait, ce sentiment et sa principale expression organisationnelle, le Conseil National pour la Paix, devint un écho de la politique étrangère soviétique. Dans un article récent écrit par deux Hongrois vivants à Budapest, Ferenc Koszegi et Istvan Szent-Ivanyi (Nex Society, 21/28 octobre 1982) décrivent comment les activités du Conseil Mondial de la Paix étaient perçues négativement de l'intérieur des pays de l'Est.

« Dans les démocraties populaires des pays de l'Est le mouvement de la paix s'était fonda-

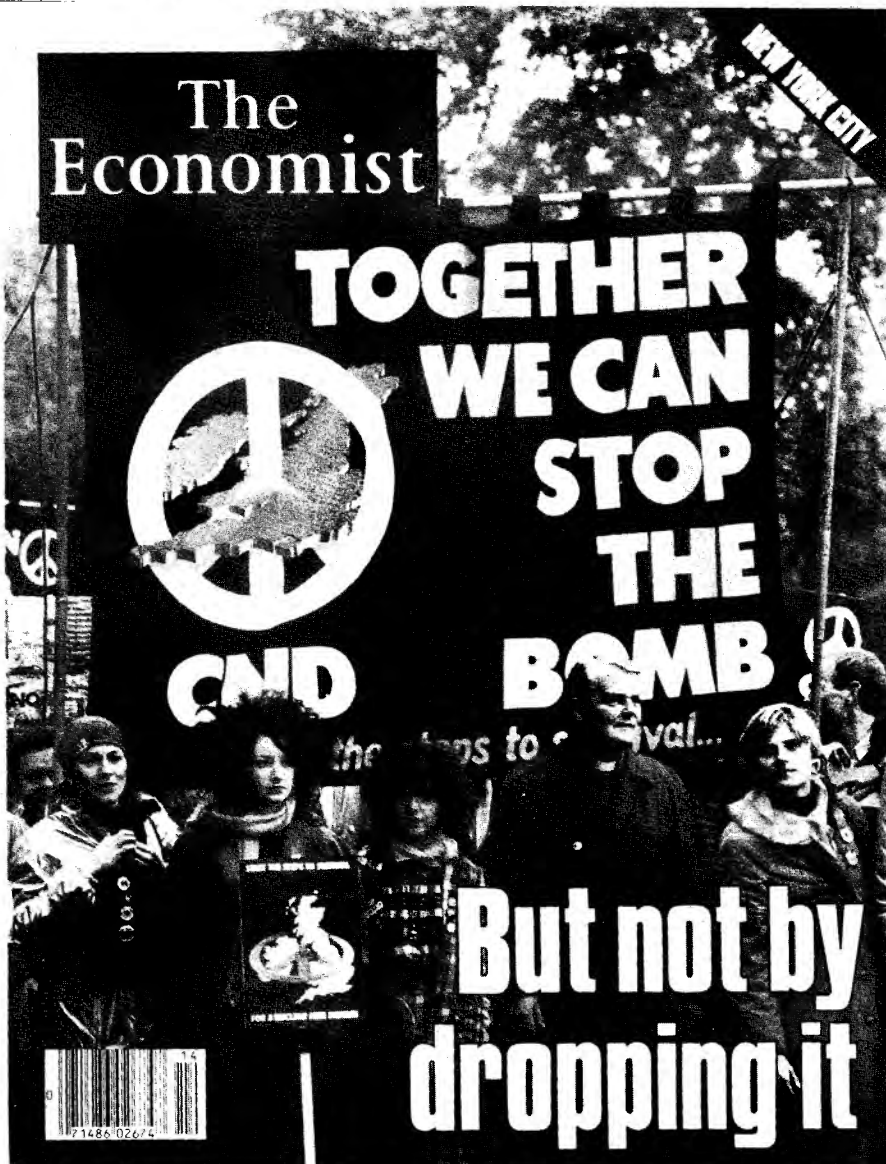
mentalement discrédité lui-même à la fin des années 40 et au début des années 50. A cette époque, à la place du terme neutre de « mouvement pour la paix » l'expression utilisée était celle de : « lutte pour la paix », qui était comprise comme un camouflage à une préparation de montée de la peur dans l'attente de la troisième guerre mondiale. Peu à peu la « lutte pour la paix » perdit son sens initial et devint un euphémisme pour signifier la prolifération des armements et la politique d'intimidation. Ultérieurement, le terme perdit son sens et sa crédibilité parce que, à mesure que le temps passait, il fut utilisé pour n'importe quoi. Partout il était utilisé dans un sens qui déformait radicalement sa signification initiale. Les vers suivants en sont un exemple courant :

Collectez vos déchets métalliques, envoyés votre fer : avec ça aussi vous défendez la paix ! »

Dans le même article les auteurs décrivent la récente apparition du premier mouvement pacifiste en Hongrie en opposition au mouvement officiel, affilié au mouvement de la paix.

Durant les années 50, beaucoup de pays du Tiers-Monde qui s'étaient récemment libérés de la domination coloniale, commencèrent à entrevoir une voix dans les relations internationales qui est indépendante à la fois de l'Union Soviétique et des Etats Unis. Une série de conférences internationales s'organisèrent pour définir cette nouvelle approche avec Bandung et Belgrade en avril 55, Tunis en janvier 60, Le Caire en mars 61, Addis Abeba en 1962. Des chefs politiques tels que Nehru, Sukarno, U Nu, Nkrumah, Mboya, Lumumba, Kaunda, Holden Roberto, Nkomo, des gens qui conduisirent dans leur pays la lutte anti-colonialiste, proposèrent la formation d'un troisième bloc construit autour d'une politique appelée de non-alignement.

En 1956, il se produisit une série d'événements qui donnèrent à cette « troisième voie » un écho dans les pays industriellement développés. L'action militaire franco-britannique en vue de prendre le contrôle du Canal de Suez, le discours secret du secrétaire du parti communiste de l'URSS Khrushchev, avant le 20e congrès du Parti, dénonçant les crimes de Joseph Staline, l'opposition croissante qui s'exprime face aux expérimentations militaires atomiques faites dans l'atmosphère de la terre par les USA, l'URSS, la Grande Bretagne, la France, tous ces événements contribuèrent à l'avènement d'une nouvelle gauche qui s'oriente vers le mouvement pour le désarmement. Depuis la Grande Bretagne, la campagne pour le désarmement nucléaire s'étendit rapidement aux autres pays industriellement développés. Chaque mouvement national cherche à obtenir d'une manière ou d'une autre la dénonciation unilatérale des armes nucléaires de la part de son gouvernement respectif et l'adoption d'une politique de non-alignement vis-à-vis des USA et de l'URSS tandis qu'il recherchait les moyens d'une collaboration entre les hémisphères Nord



et Sud avec les nations non-alignées du Tiers-Monde. On croyait que des perspectives similaires, dans les deux hémisphères pourraient amener à une situation dans laquelle des initiatives communes pourraient rompre la guerre froide entre l'Est et l'Ouest et forcer au désarmement, pour le profit de tous. Ces mouvements non-alignés pour le désarmement se fédérèrent dans une internationale dont le siège était à Londres, la Confédération Internationale pour le Désarmement et la Paix, qui se proposait de coordonner leurs travaux, d'être une alternative au Mouvement Mondial pour la Paix, et établirent des liens avec le bloc non-aligné.

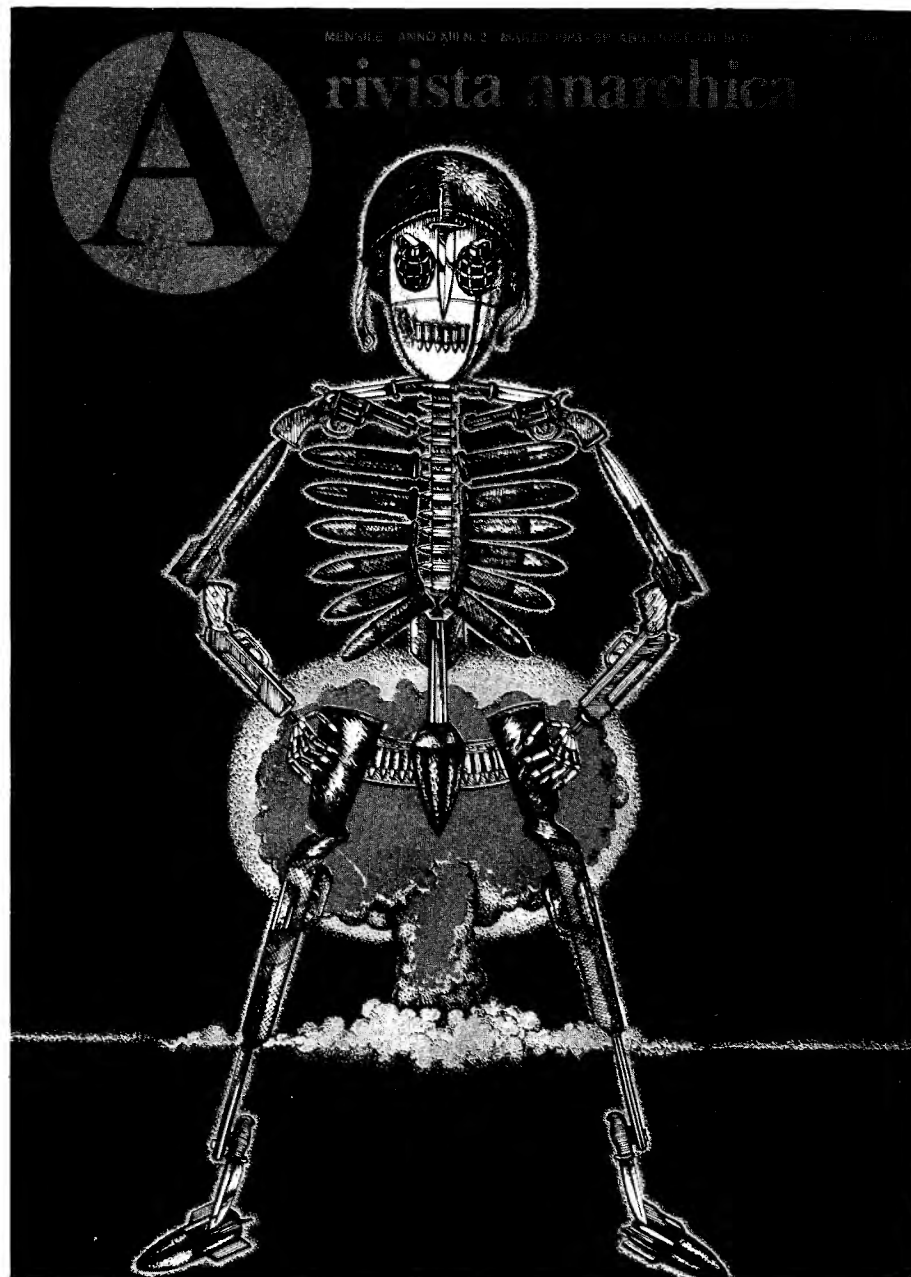
Plusieurs facteurs déçurent cet espoir. Les nouvelles nations du Tiers-Monde étalèrent toutes les contradictions du pouvoir national étatique dans une économie mondiale dominée par les USA. Ils glissèrent vers un comportement d'achat d'armes qui met en évidence le plus important trafic d'armes de l'histoire. Sans tenir compte des achats antérieurs à 1974, de cette date jusqu'en 1981, les pays du Tiers-Monde ont acheté : 18 211 tanks, des fusils automatiques ; 22 686 pièces d'artillerie, 813 vaisseaux de guerre de surface ; 6 041 avions de combat et 29 795 missiles terre-air. La fourniture de réacteurs nucléaires suppose évidemment la fourniture de bombes nucléaires. Un autre facteur fut que la coordination internationale pour la lutte pour la paix était très faible.

A la fin, les mouvements pour le désarmement des années 1960 limitèrent leurs aspirations, à ce que quelques contrées isolées, par exemple la Grande Bretagne, le Canada, la France, renoncent à l'armement nucléaire et à ce que cette action puisse briser l'impasse de la guerre froide. Pour accomplir cet objectif le mouvement pour le désarmement nucléaire chercha à changer la politique du gouvernement ou à modifier le gouvernement.

Dans l'ensemble, la voie que cet objectif cherchait, était à l'intérieur du système politique établi. Ce fut seulement un peu plus tard dans les années 60 que le mouvement des jeunes en particulier adopta la position que la paix, au même titre que tout autre but révolutionnaire, ne pouvait être atteinte qu'en dehors du système politique, grâce à une opposition extra-parlementaire.

Dans l'ensemble, le mouvement pour le désarmement nucléaire n'était pas assez révolutionnaire, et, en négligeant une perspective qui aurait rendu évident que la politique étrangère et de défense ne pouvait être modifiée sans que la société réalise une transformation fondamentale, le mouvement stagnait. Quand les superpuissances signèrent le traité qui stoppa les essais de bombe atomique dans l'atmosphère (simplement en les transformant en des essais souterrains), et la menace immédiate d'une guerre mondiale étant ainsi réduite, le mouvement déclina.

Cependant la guerre du Vietnam apporta un autre mouvement de masse. Pendant ce temps le mouvement de la jeunesse a aussi pris une orientation radicale à cause des changements sociaux fondamentaux : le mouvement écologique, la contre-culture, le mouvement de libération de la femme, les mouvements de libérations homosexuel et urbain, furent quelques unes de ses manifestations. Ce mouvement contre la guerre a démontré que sous l'influence de certaines circonstances il pouvait faire échouer une aventure impérialiste. Ce que les nouveaux mouvements pour le changement social ont montré c'est que : une critique, faite au travers d'une multitude de questions, de la société néo-capitaliste et autoritaire pouvait toucher et éveiller beaucoup de gens qui se sentaient à la fois exploités et dominés par une société opulente. Ces deux mouvements ont vu, souvent, leurs chemins se croiser à mesure qu'ils devenaient plus



radicaux. Quand la guerre du Vietnam fut terminée, la question qui devait être posée était : cette attitude critique qui s'exprimait moins dans les rues vers la fin des années 70, pouvait elle devenir un nouveau mouvement militant de masse pour s'opposer à l'éventualité pressante d'une troisième guerre mondiale ?

LES CONDITIONS NOUVELLES INHERENTES AUX ANNEES 80

« Ayant participé directement à la planification du nucléaire aux USA, je peux vous dire que mon pays a des projets et des troupes prêts à combattre aujourd'hui dans une guerre nucléaire. La guerre nucléaire fait partie intégrale des projets de la défense américaine et les USA sont prêts à utiliser des armes nucléaires n'importe où dans le monde. Je crois que l'URSS a autant orienté vers le nucléaire son organisation militaire que les Etats Unis. La défense dans les deux pays voie l'arme nucléaire comme l'instrument central du pouvoir militaire. Ils sont prêts à les utiliser dès maintenant dans de nombreuses circonstances... ».

Rear Admiral Gene R. La Rocque

Director of the Center for Defence Information, July, 1978, *The Defence Monitor*

Depuis le président Truman jusqu'à Nixon il y a une histoire complète des menaces d'utilisation des armes nucléaires faites par les USA. (Dans la mesure où on peut le savoir à partir d'annonces publiques, de mémoires de prési-

dents et de leurs associés et d'études fondés sur des documents officiels) nous présumons qu'il a existé des cas que nous ne connaissons pas.

En 1946 Truman menace secrètement d'utiliser l'arme nucléaire en Iran ; en 1950 il menace publiquement de faire la même chose en Corée ; en 1953 le président Eisenhower fait la même menace secrète d'utiliser la bombe nucléaire en Corée ; en 1954 il offre des bombes atomiques aux français à Dien Bien Phu, de nouveau en 1958 il donne les mêmes ordres présidentiels secrets contre Quemoy, Taiwan ; en 1961 Kennedy reçoit la recommandation d'utiliser des armes nucléaires au Laos ; en 1961/62 Kennedy menace publiquement d'utiliser la bombe atomique dans les cas de Berlin et Cuba ; en 1968 le général Westmoreland prévient d'une possible obligation d'utiliser les armes nucléaires à Khe Sanh, Vietnam ; et pendant la période 69/72 Nixon réitère secrètement ces menaces contre le Vietnam.

En plus du choix conscient d'utiliser des armes nucléaires, faits par les cercles militaires ou politiques aux USA et en URSS, la situation est rendue dangereuse par les conséquences des accidents. Les USA par exemple ont 30 000 armes nucléaires installées dans différentes parties du monde, sous les océans dans de nombreux pays européens, l'Asie aussi en a sur son propre sol. Le Département de la Défense Américain a finalement reconnu

11 accidents nucléaires importants. Les rapports de la commission à l'énergie atomique, américaine, reconnaissent quatre autres accidents. Il est évident que de nombreux autres accidents nucléaires n'ayant pas fait l'objet de rapports ou n'ayant pas été reconnus ont eu lieu depuis la deuxième guerre mondiale. De nombreuses personnes étudiant sérieusement le problème estiment qu'il est survenu en moyenne un accident nucléaire par an aux USA depuis 1946 et 250 incidents pendant le même laps de temps. (c.f. une liste complète des 31 accidents dus à des armements nucléaires dans *World Armements and Disarmement SIPRI Yearbook 1977*, MIT Press, Cambridge, Mass.).

Cette situation n'étant jusque-là pas suffisamment grave, une nouvelle série de facteurs fut récemment introduite pour rendre la situation plus dangereuse, allant jusqu'à nous amener, dans une danse macabre, au seuil d'une troisième guerre mondiale. Pendant les années 70 les USA et l'URSS semblèrent se satisfaire d'une politique d'Assurance de Destruction Mutuelle (MAD) ; ce qui voulait dire que : si une des parties attaquait la première, l'autre était garantie d'avoir la même puissance et les conséquences seraient de même ampleur pour les deux camps.

Qu'est-il arrivé qui a changé cela ? Pourquoi tout à coup le Mouvement Européen pour le Désarmement Nucléaire est-il né ? (END). Pourquoi s'est-il si rapidement répandu ? Spécialement en des pays jusque là non engagés ?

Nous pouvons esquisser la réponse ici. Ce qui est clair c'est que bien qu'il semble être le début d'un nouveau mouvement il est en fait la suite et le fruit du mouvement commencé dans les années 60.

En décembre 1979, l'OTAN décide de rééquiper les forces nucléaires européennes avec des missiles Cruise et Pershing. Ces armes ne sont pas seulement plus précises mais donnent un avantage à celui qui frappe le **premier coup**. Par conséquent l'équilibre a été rompu, et la course à l'armement nucléaire a été intensifiée. Les USA prirent évidemment cela comme une menace et agirent en fonction.

A cause de ces actions combinées la peur se fraya un large chemin en Europe face à l'accroissement de la tension dans l'affrontement des deux parties, qui cherchaient à savoir qui devait frapper le premier pour avoir l'avantage. Mais la question la plus importante était, pourquoi l'OTAN prit cette décision ? Et en conséquence pourquoi les USA imposèrent cette nouvelle technologie militaire à ses alliés européens alors que rien ne s'était passé en Europe qui puisse justifier un tel changement ?

Une des théories que nous partageons, est que la dynamique interne à la course aux armes et le système de pouvoir des Etats Nation est générateur d'un tel développement. Cette théorie est soutenue avec beaucoup de force par l'influent historien social anglais de la nouvelle gauche : E.P.Thompson, (il a tirée de l'œuvre du sociologue américain appartenant lui aussi à la nouvelle gauche, C. Wright Mills, qui eut une grande influence dans les années 60 avant et après sa mort). Selon Thompson les militaires sont toujours en train de perfectionner les nouveaux systèmes d'armements ; la période de mise au point et celle de mise à l'épreuve durent habituellement quelques années ou presque. Ces nouveaux missiles en étaient au stade de projet dans les années 60 et sont devenus opérationnels vers le début des années 80. Pourquoi ne pas miser sur une grande avance technologique ?

Selon E.P.Thompson le système de la guerre international est essentiellement un système clos et il suit sa propre logique. Il déclare :

« La guerre froide... s'est détachée de ses amarrages historiques et a acquit une indépendance inertielle autonome. Qu'est-ce qui est à la base de la guerre froide ? La guerre froide. Nous nous trouvons ici, face au sens le plus maquillé du terme, à la conséquence des conséquences. La guerre froide peut-être comparée à un spectacle mis en route par deux entrepreneurs rivaux en 1946 ou 1947. Le spectacle a grossi de plus en plus ; les entrepreneurs en ont perdu le contrôle, comme s'il avait de lui-même rejeté ses propres dirigeants, administrateurs, producteurs, et une grande partie de ses supporteurs, en fait tous ceux qui avaient un intérêt direct en sa continuité en son expansion. Quoiqu'il arrive maintenant le spectacle doit continuer ». (The Nation, July, 17, 1982).

La gauche traditionnelle formule des réponses différentes à ces mêmes questions. Elle suppose que les Etats Unis ont perdu le monopole de leur pouvoir militaire en 1970, la menace des armes nucléaires a perdu de sa crédibilité, tout cela rend difficile aux américains l'exécution de leurs engagements militaires internationaux. Pendant les années 70 les USA ont commencé à décliner en tant que puissance militaire : Perdues les colonies africaines et portugaises, battus au Vietnam, contrecoup US du rejet du régime de Somoza au Nicaragua, ont vu l'extension des soulèvements en Amérique Centrale, ont assisté au triomphe des mouvements de libération nationale au Zimbabwe, en 1979 ont assisté à la chute du Shah d'Iran.

Il est difficile d'évaluer le choc reçu à Washington après la perte de l'Iran, la plus importante défaite de son empire depuis le Vietnam. Ce fut, conformément aux théories de la gauche traditionnelle, à partir de ces circonstances que la décision fut prise de déployer la nouvelle technologie d'armement nucléaire. Cette nouvelle phase a été engagée par Carter, poursuivie par Reagan qui l'a étendue grâce à des augmentations du budget militaire. L'analyse du pouvoir fait apparaître des prises de position face aux sociétés européennes de l'Est ou de l'Ouest dont nous ne pouvons accepter les conséquences. Elle est peut-être simple est directe comme analyse mais elle est vraiment incomplète.

Tout le pouvoir au peuple.

Le nouveau mouvement pour le désarmement s'est éveillé comme un géant endormi. Pendant l'année 1981 des manifestations massives, sans précédent depuis les années 60 ont eu lieu en Europe, et ont balayé le Canada et les USA au début de 1982. Au moment de la deuxième session spéciale pour le désarmement aux Etats Unis, qui a échoué, près d'un million de personnes a défilé dans les rues de New York le 12 juin, et le 14 juin quelques dix milles personnes accusées de désobéissance civile furent arrêtés en masse ; Ceci aussi fut un fait sans précédent. Au même moment, durant la semaine précédente 250 000 personnes ont manifesté à Londres, 400 000 à Bonn, 400 000 à Tokio, quelques semaines plus tôt, 100 000 à Stockholm et 70 000 à Vienne.

En juillet 1982, le Mouvement Européen pour le Désarmement Nucléaire, a tenu une convention à Bruxelles qui a réuni 1 000 militants venant de 25 pays, pour sa première conférence continentale. Pendant le meeting, on a entendu les débats familiers ; devons nous travailler à l'intérieur des institutions parlementaires ou autres, établies ou devons nous construire un nouveau mouvement fondé sur l'action directe et une opposition extra-parlementaire ? Ce qui est important pour les anarchistes est qu'un tel débat existe et sur une grande échelle au fur et à mesure que le temps passe.

Mais pourquoi le nouveau mouvement est-il si large ? Il n'a sûrement pas jailli de nulle part après la décision de l'OTAN en 1979. Contrairement à ce que la presse bourgeoise a voulu nous faire croire toutes ces années, la génération des années 60 n'avait pas abandonné tous ses rêves et n'était pas plongée dans l'apathie. Ce nouveau radicalisme prit des formes nouvelles et variées dans les années 70, beaucoup de jeunes radicaux ont pris des directions différentes enfonçant des racines profondes dans le mécontentement social. En Europe le nouveau mouvement pour la paix a reçu un élan des Squatters d'Amsterdam, des combattants pour la liberté urbaine de Copenhague, de la contre culture radicale à Zürich du mouvement écologique et d'opposition au pouvoir nucléaire en Allemagne. La génération des années 60, aujourd'hui s'est unie aux nouveaux jeunes radicaux des années 70 et de ce début des années 80, pour montrer le but et l'ampleur du mouvement.

Une fois de plus résonne le slogan : « Aucun pouvoir à personne, tout le pouvoir au peuple ».

Il y a enfin deux grandes différences entre le mouvement pour le désarmement des années 60 et celui d'aujourd'hui. La première différence est l'attitude adoptée face aux pays de l'Est. E.N.D. par exemple (Mouvement Européen pour le Désarmement Nucléaire) cherche à être un large mouvement européen. L'autre grande différence est la tendance à utiliser des actions directes et la désobéissance civile. Dans les années 60 cette question divisa le mouvement pour le désarmement. Ainsi un des plus importants mouvements anglais (Campaign for Nuclear Disarmement) était sévèrement secoué quand Bertrand Russel (un des philosophes marquants de ce siècle) fondateur du groupe, le laissa pour former le comité des 100. Ce dernier mouvement a organisé des actions directes massives (dans lesquelles le mouvement anarchiste anglais a été très influent) et en conséquence il passa son temps en prison. Aujourd'hui l'action directe dans la plupart de ces mouvements ne suscite pas de controverses, on y utilise en même temps d'autres méthodes de protestations et de résistances.

Les idéologies politiques, et l'agenda politique de ce nouveau mouvement pour le désarmement ne sont pas satisfaisants pour les anarchistes. Mais même si l'on pense qu'il y a des socialistes qui ont perdu leurs ailes, des socio-démocrates aussi bien que des euro-communistes avides pour influencer l'avenir de ce mouvement social, il est suffisamment vaste et a une force dynamique indépendante propre. Cette dynamique est profondément libertaire à un niveau inconscient. Pendant que les réformistes veulent l'utiliser pour influencer tel ou tel parti, tel gouvernement socialiste ou tel autre, la perception de ce qu'il faut faire, bien qu'imprécise, est beaucoup plus radicale à la base. Les anarchistes dorenavant, ont la responsabilité, de rendre réel le sentiment confus, inconscient, le garder conscient et articulé. Pour éguiser une critique anti-autoritaire cohérente, et suggérer des formes libertaires et alternatives et une contribution essentielle si nous voulons empêcher la venue d'une autre guerre mondiale, la dernière.

END est maintenant en train de préparer sa deuxième convention pour mai 1983 à Berlin (du 9 au 14). Quelques trois à quatre milles militants seront présents, des délégués de groupes anarchistes devraient aussi être présents en grand nombre. La convention sera organisée par la Fondation pour la Paix Bertrand Russel, Russel House, Gamble Street, Nottingham, NG7 4ET.

Dimitri Roussopoulos

DE LA NOUVELLE GAUCHE

A L'ANARCHISME

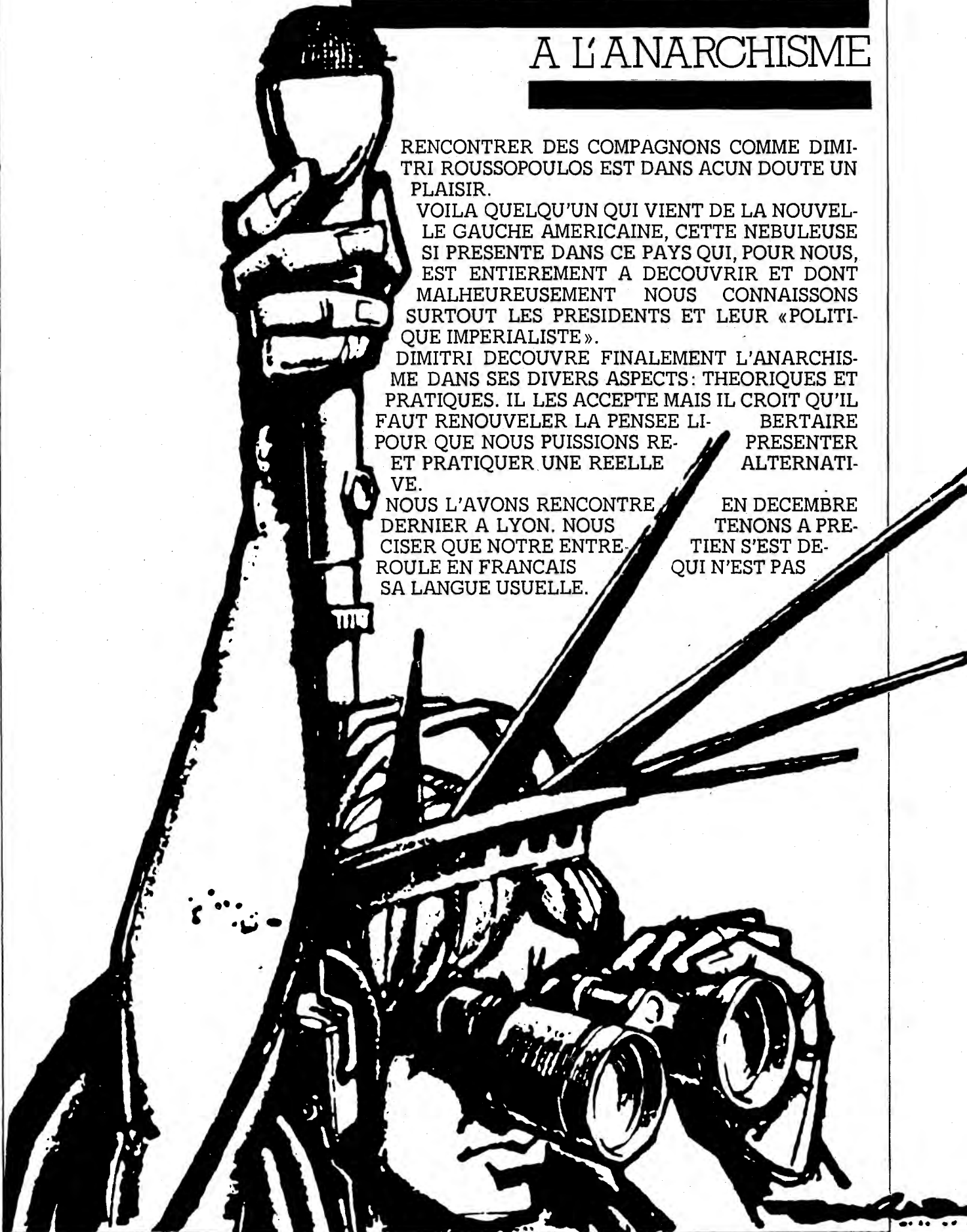
RENCONTRER DES COMPAGNONS COMME DIMITRI ROUSSOPOULOS EST DANS ACUN DOUTE UN PLAISIR.

VOILA QUELQU'UN QUI VIENT DE LA NOUVELLE GAUCHE AMERICAINE, CETTE NEBULEUSE SI PRESENTE DANS CE PAYS QUI, POUR NOUS, EST ENTIEREMENT A DECOUVRIR ET DONT MALHEUREUSEMENT NOUS CONNAISSONS SURTOUT LES PRESIDENTS ET LEUR «POLITIQUE IMPERIALISTE».

DIMITRI DECOUVRE FINALEMENT L'ANARCHISME DANS SES DIVERS ASPECTS: THEORIQUES ET PRATIQUES. IL LES ACCEPTE MAIS IL CROIT QU'IL FAUT RENOUVELER LA PENSEE LIBERTAIRAIRE POUR QUE NOUS PUISSIONS REPRESENTER ALTERNATIVEMENT UNE REELLE ALTERNATIVE.

NOUS L'AVONS RENCONTRE DERNIER A LYON. NOUS CISOUS QUE NOTRE ENTRETIEN EN FRANCAIS SA LANGUE USUELLE.

EN DECEMBRE TENONS A PRESENTIEN S'EST DECEMBRE QUI N'EST PAS



Lors de son passage à Lyon, j'ai demandé à Dimitri Roussopoulos (rédacteur de la revue trimestrielle « Our Generation », participant à la maison d'édition « Black Rose Books », secrétaire du tout nouveau « Anarchos Institute » (1) qui s'est créé à Montréal, il y a environ un an), en voyage d'études sur le mouvement pacifiste en Europe, de nous indiquer un peu la trajectoire de sa vie.

C'est une trajectoire qui est plus ou moins le reflet de celle d'une génération qui a débuté dans les années 60, et qui a été politisée avec la question de la possibilité d'une 3e guerre mondiale. C'est dans les années 58-59-60 que, dans certains pays comme l'Angleterre, le Canada, Les Etats-Unis, le Japon, une quantité de jeunes a commencé à s'engager pour la première fois, car les années 50 ont été, si l'on peut dire, une période dépolitisée. Vers la fin des années 50, et au début des années 60, cette génération a commencé à s'engager contre les essais nucléaires réalisés par les Etats-Unis d'une part, et l'URSS d'autre part. En critiquant ces essais nucléaires, on a soulevé la question du désarmement général.

Au Canada nous avons fondé un mouvement universitaire pour le désarmement nucléaire, qui insistait sur le fait que le Canada devait se dénucléariser, et, plus loin dans le temps, se démilitariser complètement, ainsi que rompre avec les alliances militaires américaines, comme le NORAD qui est une alliance spécifiquement nord-américaine, et l'alliance de l'OTAN, dans laquelle sont engagés certains pays d'Europe également, et devait aussi se déclarer comme pays indépendant non-aligné, face à la course aux armements et face aux grandes puissances, à savoir l'URSS d'un côté et les USA de l'autre.

Mais, vers la fin des années 60, nous avons réalisé qu'une telle politique était impossible pour le Canada, sans la démilitarisation de notre société, et non seulement cela, mais aussi la réorganisation du pouvoir économique, politique et social. Alors, nous avons entamé une réflexion et une étude sur la nature de notre société, en étudiant la possibilité de créer une nouvelle société, une société décentralisée, avec différentes formes de gestion, une nouvelle culture, de nouvelles formes d'institutions économiques et sociales. C'est à ce moment-là, qu'au Canada et aux Etats-Unis, est née la « nouvelle gauche », créée en contraste avec la « vieille gauche », par laquelle on entendait la gauche socialiste ou sociale-démocrate d'une part, et la gauche marxiste-léniniste stalinienne ou trotskyste d'autre part. C'est à partir de la création de la « nouvelle gauche » au Canada, aux USA, en Angleterre, que l'on a commencé à découvrir pour la première fois les principes libertaires dans la pensée philosophique, politique et sociale, et aussi dans l'histoire de la classe ou-

rière ou des couches populaires.

Et cela nous amène aux années 60, où s'est amorcée une certaine démobilisation de la nouvelle gauche, et où se sont créés certains mouvements spécifiques qui ont eu de très profondes racines dans notre société, c'est-à-dire le mouvement des femmes, le mouvement écologiste, le mouvement de libération des homosexuels, le mouvement pour la libération de la vie quotidienne dans les milieux très urbanisés, etc... Le mouvement étudiant qui n'était pas à ce moment-là (fin 60 et début 70) un mouvement simplement étudiantin, mais, un mouvement plus général d'une jeunesse, qui, de plus commençait à mûrir, car composé d'individus qui atteignaient la trentaine, est devenu particulier, et non général. Pendant les années 70, ces mouvements particuliers ont joué un rôle très important, mais moins visible, moins démonstratif, car nous n'étions pas toujours dans les rues (comme par exemple dans les années 60), nous avons trouvé d'autres moyens de contester et développer une conscience sociale. Durant toutes ces années, et vers la fin de 70, nous avons repris le point de convergence qui est actuellement en grande partie le mouvement contre le militarisme face à la possibilité d'une 3e guerre mondiale.

Depuis 79-80, on a vu en Europe, la naissance de nouveaux mouvements pour le désarmement, ainsi qu'en Amérique du Nord.

J'ai été moi-même très impliqué cette année dans l'organisation de la grande manifestation de New-York, le 12 juin, manifestation la plus importante dans l'histoire du mouvement pour la paix : un million de personnes ! C'était une manifestation très intéressante car on y a vu la présence des représentants de tous les mouvements des années 70. On a vu par exemple des milliers d'écologistes qui marchaient sous la bannière « Ecologie libre et sociale », on a vu des milliers de féministes manifestant en tant que féministes, etc..., c'est-à-dire que tous ces gens-là n'ont pas perdu, n'ont pas voulu mettre de côté leur identité politique, mais on mis en évidence en même temps leurs points d'unité et de convergence vers un mouvement social global pour empêcher une 3e guerre mondiale. Ceci était le point de convergence extrêmement intéressant, c'est-à-dire que c'était la vérification de quelque chose que l'on croyait possible depuis 15 ans.

Pour cette manifestation, nous avons organisé à Montréal un Comité de préparation, de mobilisation qui regroupait plusieurs organisations, puis nous avons acheminé plus de 2 000 personnes dans 40 autocars sur une distance de 5 000 kilomètres, ce qui veut dire qu'il y a un aspect internationaliste de ce mouvement qui est extrêmement important.

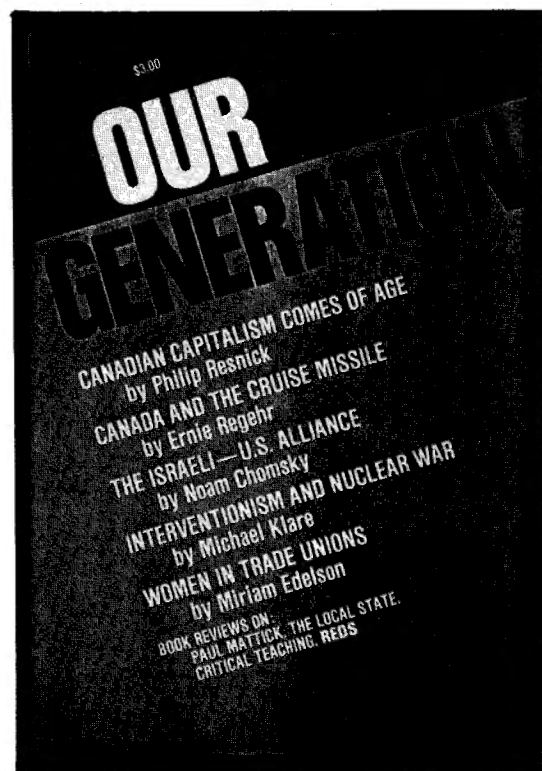
De même, depuis le début de mon séjour en Europe, je vois qu'en Angleterre, en France, en Belgique, il y a ce même aspect internationaliste. Alors je suis convaincu, comme d'autres, que les

libertaires, les anarchistes doivent intervenir dans ce mouvement, d'une façon claire et ponctuelle, car ils ont beaucoup de choses à lui apporter, pour qu'il devienne plus efficace et historiquement plus important qu'il ne l'est actuellement.

« OUR GENERATION »

Voilà une idée générale de l'évolution que moi-même j'ai vécu avec beaucoup de personnes de ma génération, et c'est pour cette raison d'ailleurs que notre revue « Our Generation », fondée en 1961, s'appelle « notre génération ».

C'est une revue qui existe depuis 21-22 ans, et qui est une réflexion fidèle j'espère, sur l'évolution de toute une génération dans une société capitaliste technologiquement très avancée, à savoir la société d'Amérique du Nord, qui prévoit tous les problèmes, toutes les contradictions que les autres sociétés moins développées vont subir. Ainsi, peut-être que notre mouvement radical ou révolutionnaire va présenter des réflexions, des analyses qui pourront inspirer ou aider les autres mouvements,



organisations et individus, dans d'autres pays, à raffiner plus efficacement et plus vite la compréhension de leur société qui est en marche vers la notre.

Cette revue tire à 4 000 exemplaires, et toutes les grandes librairies d'Amérique du Nord, ainsi que certaines librairies d'Australie et d'Angleterre la reçoivent.

« BLAK ROSE »

Un autre aspect de ton activité est donc la coordination de la maison d'édition « Blak Rose Books » ; quand est-elle née ?

Nous l'avons fondée en 69, car une

revue a certaines limites : on ne peut pas approfondir les sujets comme un auteur ou une collection d'articles peut le faire dans un bouquin. Depuis 69, nous avons publié environ 100 volumes sur des sujets touchant surtout aux sciences sociales : histoire, sociologie, sciences politiques, économiques, etc... Le but de cette maison est :

1) de produire des livres faisant une critique profonde de la société capitaliste technologiquement avancée, et surtout du Canada qui a une situation très particulière par rapport aux Etats-Unis et à l'empire américain, c'est-à-dire que c'est une société avancée, mais c'est une société comme la France, comme la Grande-Bretagne, comme l'Italie et d'autres pays européens qui sont toujours sous la domination culturelle et économique des USA, car il y a un marché mondial qui est le marché mondial capitaliste et qui est clairement dirigé par les intérêts américains. Quand je viens ici en France et que je vois la domination culturelle presque complète des valeurs américaines, par exemple au niveau du cinéma, il est incroyable de constater que 90 % des films sont des films américains. Dans un pays comme la France où la cuisine est très développée et raffinée, on voit sur les Champs Elysées, par exemple, une profusion de « Fast Food », tout cela est déprimant, et cela veut dire que même une culture bien enracinée dans une tradition et dans une histoire peut être déracinée par la force de la publicité américaine. Et, dans le cas du Canada, dont la culture historique est beaucoup plus faible, c'est quelque chose d'encore plus tragique.

Donc, le Canada, et l'étude de la situation sociale au Canada, pourra apporter des choses intéressantes pour les gens appartenant à d'autres cultures, autour de l'empire américain.

2) de publier des textes perdus au cours de l'histoire libertaire. Par exemple, nous avons publié en anglais, l'histoire de la commune de Kronstadt, de Ida Mett, le bouquin de Voline « La révolution inconnue », tout un ensemble de choses que la domination de la gauche par les socialistes et les socialo-démocrates d'une part, et les marxistes léninistes communistes trotskystes d'autre part a complètement laissé de côté. Nous, nous éditons tout ça et nous le livrons au grand public et à la gauche nord-américaine.

3) de publier la recherche contemporaine, originale des libertaires et des anars qui commencent à développer une recherche importante, non seulement sur les aspects historiques, mais surtout sur l'analyse des problèmes quotidiens et contemporains, auxquels fait face notre société. Ce sont les trois objectifs de « Blak Rose Books ».

Que vous réussissez bien à développer car vous êtes bien diffusés ?

Heureusement, nous avons un très grand succès dans notre pays, et, dans ce sens, nous sommes les seuls, peut-être, parmi les maisons d'éditions libertaires, compte-tenu de la situation par-

ticulière du Canada, surtout au niveau de la diffusion et de la publication des livres ; la maison a été fondée dans une conjoncture historique qui nous a permis de faire partie de certains projets coopératifs, avec d'autres maisons d'éditions canadiennes qui faisaient face à la crise de l'industrie du livre au Canada, face aux américains. A ce moment-là, toutes les maisons d'éditions, grandes et moyennes, se sont unies et ont établi une certaine collaboration, au sein de laquelle nous étions inclus, malgré notre position idéologique ou philosophique. Nous avons donc un grand succès au Canada, et cela nous permet de pénétrer le marché américain, ainsi que le marché australien et anglais.

A combien d'exemplaires sont tirés vos titres ?

Tous les livres que nous publions tiennent à 3 000 ou 4 000 exemplaires minimum.

temps en temps, mais cette personne là n'était pas au courant qu'à côté d'elle, à 300 kms, existait une autre personne qui faisait un très bon travail dans le même domaine, disons la criminologie ou l'anthropologie. Moi, je les connaissais, mais eux ne se connaissaient pas, c'était complètement irrationnel et stupide. Alors, inspirés en partie par le travail qui se faisait à Milan avec le Centre d'Etudes Libertaires Pinelli, (certains d'entre nous avaient participé à la conférence tenue à Venise sur le sujet « Autogestion », il y a un an », nous avons décidé de fonder à Montréal un Institut de membres, formé de toutes les personnes intéressées par une collaboration mutuelle et de réfléchir collectivement et individuellement, sur, d'une part, les questions auxquelles doit faire face le mouvement anarchiste, et aussi sur les grands problèmes quotidiens.

Par le mot intellectuel, (nous devons être très clairs par rapport à cela), nous



« ANARCHOS »

Et en plus de « Our Generation », revue trimestrielle, de la publication de livres, il fallait encore quelque chose, à savoir un Institut de Recherches sur l'Anarchisme, l'« Anarchos Institute ». Pourquoi ?

Eh bien, justement parce que nous avons découvert, et j'ai découvert moi-même comme éditeur et comme participant à un collectif de rédaction de journaux, qu'il y avait en Amérique du Nord une grande quantité d'enseignants, de chercheurs, d'écrivains, toutes sortes de gens qui faisaient un travail intellectuel (et je n'hésite pas à utiliser ce terme, ça ne me gêne pas), c'est-à-dire un travail de production culturelle et qui ne se connaissaient pas : une personne appartenant par exemple à l'Université de Washington, à Seattle ou en Californie, connaissait peut-être Murray Bookchin, et Noam Chomsky, et entretenait une certaine correspondance avec eux de

n'entendons pas universitaires. Moi, par exemple, je ne suis pas un universitaire, mais j'écris, j'édite et je publie des textes. Nous incluons tous les gens qui sont intéressés ou capable de préparer une connaissance pour la distribuer et la partager avec d'autres gens intéressés. c'est une forme de communication individuelle et collective, et cela fait partie d'un mouvement, mais seulement en petite partie. Moi-même, comme d'autres personnes, j'ai beaucoup à apprendre en discutant avec des gens comme toi par exemple. Quand je suis arrivé à Lyon, j'ai pris des notes, me suis renseigné sur ce qui s'y passait, la librairie « La Gryffe », le restaurant l'« Opéra Bouffe », tous les projets, etc., et je prépare un article qui va informer d'autres gens sur ce qui se passe ici, et qui est assez rare, malheureusement dans notre mouvement. Cela est une activité légitime pour devenir membre de l'Institut, et, quand j'utilise le terme intellectuel, je ne veux pas dire par là qu'il faut être

professeur dans une grande université... pas du tout. Au sein de l'Institut, il y a des professeurs, des universitaires, bien sûr, mais il y a aussi des gens qui sont des simples chercheurs, écrivains. Nous avons donc fait circuler une invitation auprès de toutes sortes de personnes et il y a eu un très bon écho, car l'Amérique du Nord ne se limite pas aux trois pays (Canada, USA, Mexique) ou quatre si l'on inclut le Québec qui la forme, mais c'est un immense sub-continent dans lequel on peut placer toute l'Europe. Tu imagines l'énorme espace que cela représente, et le problème de la communication y est indispensable, extraordinaire. Donc pour établir un lien entre les personnes qui travaillent sur le même sujet, nous avons créé cette institution, dont l'écho a été très favorable, et nous avons décidé d'organiser une conférence de fondation en juin 82 à Montréal, qui a eu beaucoup de succès.

Lors de nos congrès, il y a toujours deux aspects. Tout d'abord, il y a l'aspect public où tout le monde peut participer, qui cette fois-ci a eu comme thème : « Les intellectuels et l'Etat », ce qui, même pour les libertaires, est un sujet très délicat. Six cent personnes ont assisté à cette conférence dont les principaux intervenants étaient : N.L.Frenette, Frank Harrison, A. Legnaiader, Jacques Moscotto, et Noam Chomsky, etc. Mise à part cette conférence publique, il y a eu une réunion des membres, effectuée autour des recherches de chacun. On y a vu des communications autour du sujet : « Autogestion dans le quartier et dans les lieux de travail », des ateliers intitulés « Féminisme et anarchisme », au cours desquels les membres ont présenté les derniers développements de leur réflexion et invité au débat et aux commentaires leurs collègues. C'était une réunion entre des gens situés au même niveau de recherche, il n'y a donc personne qui, du fond de la salle dit : « Moi, je ne sais pas ce qu'est l'anarchisme ». Cela permet donc une collaboration beaucoup plus efficace entre des gens qui commencent à se connaître, et cet aspect a été très intéressant.

Enfin, cette réunion de membres se réserve un temps (souvent de deux jours), pour l'administration de l'Institut, car ce sont les membres de l'Institut qui décident de ses priorités : de ce que l'on doit faire pour l'année prochaine, des cotisations (pour être membre), du contenu du bulletin qui sort trois ou quatre fois par an et qui rapporte les recherches et le travail des membres, expose les nouvelles publications, les activités des autres centres de documentation (dont je fais actuellement le tour en Europe), etc...

Et finalement, à Montréal, nous sommes en train de créer un centre de documentation qui sera une ressource importante en Amérique du Nord, car il y existe plusieurs centres : le plus important est celui de l'Université du Michigan, qui est le « Library Collection », il y a aussi des centres à l'Université de

L'ENGAGEMENT PERSONNEL ET QUOTIDIEN

Nous avons mené pendant une dizaine d'années une lutte « urbaine » qui visait à réaliser dans le centre ville de Montréal un projet coopératif d'habitation qui touche à la vie quotidienne de 1 800 personnes dans 650 logements occupant 6 rues. Nous, c'est-à-dire un groupe de gens politisés, libertaires et anti-autoritaires, avons mené cette lutte dans le but que les personnes occupant ces habitations renouvées aient un loyer modeste et contrôlent démocratiquement leur coopérative au moyen d'Assemblées Générales décidant de toutes les questions importantes concernant leurs habitations.

Voilà concrètement une expérience autogestionnaire. Le problème est maintenant de savoir comment élargir la conscience de ces gens, au-delà de leur problème d'habitation, pour les intéresser aux problèmes de leur quotidien, de leur ville, de leur classe, de leur région... du monde entier : Comment sortir de cet aspect très « quotidien » ?

C'est une question d'information « graduelle » : nous soulevons ces questions pendant les assemblées générales, nous essayons de les engager dans tel ou tel projet.

Comment est-ce que moi, je peux expliquer à mes voisins le danger nucléaire ? Là encore, il faut que je trouve toute une autre série d'outils : l'audio-visuel, les brochures, les « petites conférences » chez moi. Je suis alors perçu comme un militant du quartier et il se crée des liens plutôt subjectifs et individuels.

Quand je parle du désarmement, de l'antimilitarisme ou de l'écologie, à mon voisin, ce n'est pas abstrait comme lorsqu'on invite un professeur d'Université à venir parler sur ces sujets. Celui qu'on invite, c'est son voisin, celui avec qui on a travaillé sur des problèmes de crèche, d'habitation.... Ce n'est pas une façon de créer une théorie, mais c'est une façon de définir la militance : il faut trouver un équilibre entre les problèmes du quotidien et les problèmes-clés.

Et le militant d'aujourd'hui doit trouver cet équilibre et par sa personnalité, par sa présence sur son territoire géographique, il doit « personnifier » ces éléments et, de cette façon, empêcher son voisin de séparer le « militant des barricades » de l'homme qui vit à côté de lui et qu'il doit consulter au sujet des problèmes quotidiens. On ne doit plus permettre cette division.

Et c'est comme cela certainement qu'a débuté le mouvement anarchiste : les anarcho-syndicalistes, par exemple, œuvraient non seulement par rapport aux problèmes du salariat, des conditions de travail, des grèves, mais aussi parlaient de la nouvelle société, d'idées de liberté, d'une société sans Etat, etc...

Il ne faut pas se marginaliser, il faut toujours se trouver dans les milieux les plus populaires et travailler dans un contexte anarchiste.

D.R.

Standford mais ils sont un peu dispersés dans cet immense sub-continent, et nous voulons au moins un centre de documentation en Amérique du Nord-Est, surtout axé sur les publications, livres, revues, manuscrits et thèses des militants.

NOAM CHOMSKY

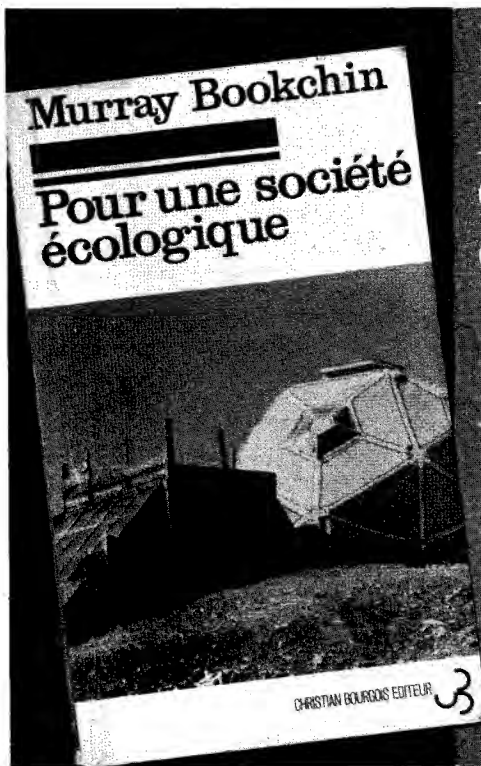
Parmi les individus, et en l'occurrence les intellectuels qui participent à l'« Anarchos Institute », il y a Murray Bookchin et Noam Chomsky, qui, eux sont parmi les plus connus des membres de l'Institut. Pourrais-tu, en bref, nous parler d'eux, dont les recherches et les livres ont un écho international, et en particulier de Chomsky, car en France, depuis l'affaire Faurisson (2), il se dit un tas de choses sur lui, et on ne sait jamais bien qui il est, ce qu'il fait, et pourquoi il est là.

Noam Chomsky est avant toute autre chose un linguiste. Dans ce domaine il a fait des présentations à implication révolutionnaire, en ce qui concerne la naissance de la connaissance. Et justement chez Black Rose Books, nous avons publié récemment un livre qui s'appelle « Radical priorities » édité et introduit par Carlos Otero, lui-même linguiste. Dans cette introduction, lue et approuvée par Chomsky lui-même, il est fait pour la première fois un lien entre les théories révolutionnaires dans le domaine de Chomsky et sa pensée socio-politique, car jusqu'à maintenant, il était présumé qu'il n'existait aucune relation entre les deux. Voilà, en deux mots, la théorie grammaticale de Chomsky :

- 1) Le mécanisme de connaissance d'une langue est le même chez tous les humains, cela démontre biologiquement l'égalité entre tous les individus de la terre, ce qui est très important car cela va contre toute forme de racisme.
- 2) La capacité de faire connaître une grammaire est une capacité créative.
- 3) La capacité créative est toujours une orientation vers la liberté, être créatif, c'est aspirer à une dimension plus large.

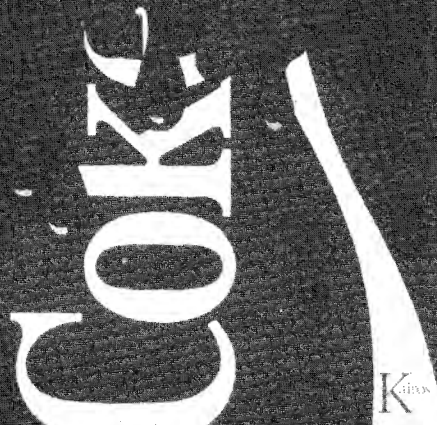
Si tout cela est vrai, cela veut dire pour Chomsky, que la pensée ou la pratique libertaire ou anarchiste est le système le plus naturel à l'humain. Donc, pour la première fois, il y a la possibilité d'une base scientifique à notre philosophie. Si cela peut être vérifié (car ça ne l'est pas à l'heure actuelle, mais en train de l'être par des expériences en laboratoire, etc., au Massachusetts Institut of Technology entre autres), cela aura des implications révolutionnaires, non seulement pour le monde de la connaissance, mais aussi pour nous. Bien sûr, ça ne veut pas dire que notre pensée et notre pratique vont paraître beaucoup plus raffinées qu'elles ne le sont, mais on peut en voir les possibilités.

Le travail de Chomsky dans ce sens est important, mais il fait aussi un autre travail tout aussi important : il consacre une bonne partie de sa vie à faire la critique de la politique étrangère des Etats-



Murray Bookchin
Prólogo de Salvador Pàniker

El anarquismo en la sociedad de consumo



Unis (3). Pourquoi cette priorité ? Il fait une critique libertaire de l'Etat américain, et par implication, de tous les Etats ; de plus, il fait une critique du rôle collaborateur des intellectuels par rapport à l'Etat, car un Etat ne peut fonctionner que s'il bénéficie d'une certaine légitimisation, laquelle est assurée par les intellectuels. Dans toute situation pré-révolutionnaire, il y a au départ une certaine partie des intellectuels qui remettent en question l'Etat, et, quand l'Etat est questionné dans sa légitimité, les structures sur lesquelles il est fondé commencent à craquer. Chomsky considère que la collaboration des intellectuels surtout en politique étrangère d'un empire est une chose à démontrer par le biais d'une critique ponctuelle, œuvre après œuvre, essai après essai, article par article. Il se concentre presque exclusivement sur cette forme de critique qui comporte toujours une implication anti-étatique.

Pendant sa conférence à notre congrès de juin de cette année, il a fait un exposé sur ce sujet-là, et certaines personnes, surtout des francophones, se posaient la question de savoir pourquoi Chomsky ne présentait pas sa philosophie de base. Parce que Chomsky ne fonctionne pas de cette façon : Il présente d'abord toute une analyse extrêmement bien documentée en citant les sources les plus importantes dont on ne peut pas douter, et il invite par la suite à en tirer les conclusions ; et tu peux seulement en tirer des conclusions libertaires si tu en es capable. Cette forme d'analyse est assez différente de la façon d'analyser les questions importantes dans une culture française ou francophone, car dans la tradition que je qualifierai de cartésienne, tu présentes ta thèse, et à partir de cette thèse, tu construis l'édifice analytique que tu veux exposer, si ta thèse n'est pas claire, le rationnel de cette structure intellectuelle sera mal reçu. Ceci dit, il faut compren-

dre en toute modestie qu'il existe d'autres traditions intellectuelles que la tradition française. A cause de cela, ou en partie à cause de cela, Chomsky et ses écrits ont toujours été mal reçus en France. Une autre chose est que ces dix dernières années en France, on a assisté à une nouvelle vogue, la vogue de l'anti-communisme, de l'anti-stalinisme chez une certaine couche intellectuelle pour qui c'était quelque chose de nouveau : les nouveaux philosophes... Mais, les libertaires, faisaient déjà cette critique dans les années vingt, tandis qu'ils viennent de le découvrir seulement maintenant (70/80) via Soljenytsine, etc...

En faisant cette critique anti-communiste ou anti-marxiste-léniniste d'une manière sauvage car c'est quelque chose de nouveau pour eux, ils sont devenus par implication et subtilement, pro-américains et on a vu dans certains milieux de l'intelligentsia française un certain pro-américanisme très subtil. Quand Henry-Lévy cite Montesquieu et les principes des droits de l'homme sur lesquels la déclaration américaine est fondée comme s'il venait de découvrir tout ça, c'est un peu lamentable pour nous, car les intellectuels libertaires ont toujours défendu les droits humains et les libertés civiles, ce n'est pas quelque chose de nouveau.

Alors quand on lit ces gens-là et en suite Chomsky, on pense que Chomsky est un anti-américain car il fait la critique de la politique étrangère des Etats-Unis d'une façon très sévère, ce qui fait que l'on devient anti-Chomsky dans un certain sens car on ne comprend pas le fil libertaire qu'il introduit dans cette critique, vu que l'on est anti-communiste, subtilement pro-américain, mais pas libertaire. On n'est pas capable de bien situer Chomsky dans une tradition qui est à la fois non-américaine et non-communiste, car on ne connaît pas vraiment la tradition libertaire ou anarchiste. C'est en partie pour cela qu'il y a

en France cette attitude vis-à-vis de Chomsky.

Ceci dit, Chomsky a quand même eu des amis en France, notamment la maison d'édition « La vieille Taupe ». Pour ce qui concerne l'affaire Faurisson, je pense que cela s'est passé comme suit. Les gens de « La Vieille Taupe » ont décidé, pour une raison ou pour une autre de publier le livre de Faurisson au nom de la liberté de penser, alors que je publierais les deux volumes de Chomsky au sujet de la politique globale des Etats-Unis vis-à-vis du Tiers-Monde : « The political economy of human rights », pour le volume 1, le volume 2 étant surtout consacré au Vietnam et au Cambodge. Autour de ces projets, « La Vieille Taupe » a demandé à Chomsky de préparer un article sur la liberté de pensée, le droit de libre expression..., ce qu'il a fait, mais c'est ensuite eux seuls qui ont pris la responsabilité de présenter cet article comme préface au livre de Faurisson. Quand le livre est sorti, il était trop tard pour Chomsky de réagir ; de plus, les gens de « La Vieille Taupe » étaient pour lui des amis..., et il a décidé que même Faurisson avait le droit de s'exprimer.

Je sais que cela a été une affaire-choix en France, mais avant cette affaire, il y a tout un climat chez les intellectuels, et l'intelligentsia française même en ayant une attitude plus sympathique envers la pensée et les activités libertaires ou anarchistes, la presse de gauche ne leur accorde aucune importance. J'ai constaté cela à Paris, on ne voit jamais dans Libération ou Le Monde, d'articles au sujet de la fédération anarchiste, des radios libres, etc...

Donc, cela ne me surprend pas que cette même presse et ces mêmes intellectuels aient sauté sur l'occasion de l'affaire Faurisson pour discréditer une fois de plus Chomsky.

MURRAY BOOKCHIN

Dans le cas de Bookchin, la situation est différente : à part une œuvre publiée dans la collection de Christian Bourgois « Vers une société écologique » (4), il n'existe rien de, ou sur, lui, en français, sauf dans certaines brochures comme : « Interrogations sur l'autogestion », « L'imaginaire subversif » (5)... Ceci est très malheureux, car je pense que Bookchin est un des penseurs les plus importants actuellement, si on peut dire ainsi une chose qui est peut-être anti-libertaire.

Quand il parle de l'écologie, il en parle dans le sens le plus large du terme et utilise donc le concept d'écologie sociale

Il vient de publier deux livres extrêmement importants qui se font suite : « Post Scarcity anarchism », et « Towards an ecological society ». Je dois dire un mot sur « Post Scarcity anarchism », qui n'est pas bien connu en Europe : il y a eu sept impressions de ce livre rien qu'en anglais, et un tirage de presque 100 000 exemplaires, c'est donc un best-seller anarchiste, et même un best-seller tout court. Le volume que

Black Rose Books vient de publier : « Towards an ecological society », qui est donc la continuation de l'autre, fait une critique du marxisme, qui est je dois dire extraordinaire. Dans un chapitre intitulé « Marxism as bourgeois sociology » : « Le marxisme comme sociologie bourgeoise », il démontre les racines bourgeoises de la pensée classique de Marx, et, dans un autre intitulé « Beyond your marxism » (Au-delà de votre marxisme), il fait une critique de l'école de Francfort. Il faut souligner que malgré cet article, Bookchin est le seul anarchiste à avoir été invité à faire des conférences à l'Institut de Francfort. Il est beaucoup plus connu en Allemagne à cause de la rigueur de sa pensée anarchiste qu'en France, ce qui est dommage. Il vient de publier son « magnum opus » au mois de juin-juillet, qui s'appelle : « The ecology of freedom » et qui est le plus philosophique de ses livres, car là, il essaie de présenter sa philosophie de la nature, il cherche comme Kropotkine a essayé de la faire sans terminer cette recherche, une éthique anarchiste. Pour lui, cette éthique se trouve parmi les relations humains-nature, dans l'équilibre de ces deux éléments.

Mais, Bookchin n'est pas seulement à l'avant-garde d'une philosophie sociale, mais il est aussi très capable de faire des études historiques d'une importance capitale, par exemple sur la révolution d'Espagne, de Russie, la Commune de Paris, la révolution française, etc... Il est capable de faire tout cela, car il est un des rares « savants » anarchistes qui ait une compréhension extraordinaire de la technologie (et surtout de la technologie nouvelle NDLR). Il a d'ailleurs été directeur de l'Institut d'écologie sociale dans un Collège de l'Etat du Vermont (où il y a un mouvement libertaire très important), qui pratique la technologie douce, souple, alternative, appelons la comme on veut.

Pour ce qui me concerne, avant de devenir ce que je suis aujourd'hui, il y a

deux penseurs qui m'ont influencé, non pas Bakounine, ni Kropotkine, mais Paul Goodman et Murray Bookchin, car c'étaient des anarchistes contemporains qui pouvaient me faire comprendre comment les bases matérielles, technologiques et économiques de la nouvelle société allaient être organisées, et l'aspect technologique de cette nouvelle économie est capital. Si on ne veut pas revenir au Moyen-Age, mais regarder vers l'avenir, il faut comprendre les bases technologiques et matérielles de cette nouvelle société. C'étaient donc les deux penseurs, surtout Bookchin, qui ont expliqué en détail les possibilités actuelles. Néanmoins, il est sûr qu'ils se sont inspirés de certaines œuvres de Kropotkine, mais je parlais de la technologie contemporaine qui est très importante. Et, malheureusement, je constate qu'en Europe occidentale, ce n'est pas un problème vraiment bien étudié ou discuté.

Dans ce sens Bookchin apporte une contribution très importante, mais il y a encore un autre aspect de sa pensée qui est très important : c'est son analyse du phénomène européen dans les villes la contestation et la décentralisation populaire du pouvoir dans les quartiers, dans les grandes villes et dans les « mégapoles » d'une société capitaliste avancée, et comment une décentralisation du pouvoir peut être exercée dans la vie quotidienne. Ceci est très important. A ce sujet, voir son livre : « The limits of the city », ainsi que : « Towards an ecological society » dont vous avez publié, dans votre brochure (5) l'extrait « Futurs and utopia », et dans lequel on peut aussi trouver toute une critique de la planification urbaine comme elle est pratiquée par les planificateurs de gauche, comme à Grenoble, à Bologne... puis l'alternative à cette forme de planification.

Ainsi il y a dans sa pensée : écologie, urbanisme, technologie, aspect historique, et la question de l'éthique qui est

une contribution magistrale, très importante pour le mouvement.

Surtout lorsque les intellectuels, pas seulement en Amérique, mais dans le monde entier essaient de retrouver une nouvelle éthique, après l'échec des pensées marxistes, du rêve démocratique-libéral... recherche qui peut amener peut-être des positions libertaires, si on est capable de la développer ...

Justement, et je dois dire qu'en Amérique du Nord, après les années 60-70, une très forte proportion de notre génération est entrée dans un marxisme académique et souple, et que c'est la pensée de gens comme Bookchin qui a remis en cause la leur. Par exemple, il y a une revue très prestigieuse en Amérique du Nord, qui s'appelle TELOS, et, dans des articles présentés dans cette même revue Bookchin a fait douter de leur pensée de base, tout un groupe de marxistes de l'école de Francfort.

Il faut aussi dire que, par exemple à l'Institut Anarchos, il y avait un certain nombre de personnes qui faisaient une certaine critique de sa pensée ; il est loin d'être complet, parfait, etc..., mais je pense qu'à partir de sa contribution, il y a beaucoup de choses à faire ensemble.

PAS DE MOUVEMENT TRADITIONNEL

En t'écoutant, et avec les chiffres surprenants que tu viens de nous citer comme pour le livre « Post scarcity Anarchism » mais surtout pour la quantité de livres vendus par lui et l'écho qu'il a dans la presse, pouvons-nous dire qu'en Amérique, et là on en vient à des choses peut-être un peu plus terre-à-terre il est en train de se développer un mouvement anarchiste, d'un côté intellectuel, mais cela on l'a vu, mais aussi spécifique dans les luttes sociales, dans les quartiers... Est-ce qu'il existe un mouvement anarchiste ?

Je dois dire qu'en Amérique du Nord, et j'y inclus le Canada, le Québec, les Etats-Unis et le Mexique, il n'y a pas de mouvement anarchiste en tant que tel, dans le sens traditionnel du mot, il n'y a pas de fédération, il y a peu de fédérations locales, mais il y a en revanche un courant ou une tendance anarchiste. Ceci est très clair. Dans tous les mouvements sociaux : mouvements de femmes, mouvements écologiques, anti-nucléaires, mouvements pour le désarmement, etc... dans tous les mouvements urbains, la tendance libertaire est toujours présente ainsi qu'une critique anti-autoritaire, et si cette critique, cette tendance ne se développent pas plus, c'est en partie à cause des anarchistes ou de la pensée anarchiste actuelle. C'est parce que l'anarchisme est pris entre la tradition du passé qui est très importante, il ne faut pas l'ignorer, et son nouvel aspect. On se trouve dans une situation où on n'a pas tous les outils, tous les moyens, toutes les réflexions nécessaires pour répondre à la question de comment intervenir dans telle situation.

Je donne un exemple concret, dans une ville, une région, une nation. Il y

NOAM CHOMSKY

L'AMÉRIQUE ET SES NOUVEAUX MANDARINS

combats
SEUIL

Essai

Noam Chomsky
Edward S. Herman
*Economie politique
des droits de l'homme*

*
*La « Washington Connection »
et le Fascisme
dans le Tiers Monde*

J.-E. HOLLIER

Albin Michel

LA DIFFÉRENCE ENTRE ANARCHISTE ET ANTI-AUTORITAIRE

Un anti-autoritaire c'est quelqu'un qui est capable de très bien cerner les choses avec lesquelles il n'est pas d'accord, mais pour qui l'alternative, ou les stratégies à adopter ne sont pas claires.

Je connais beaucoup de jeunes militants qui sont contre ci, ou contre ça, mais pour qui les questions d'organisation, de préparation, de formation, d'auto-éducation, d'auto-discipline..., tous ces aspects constructifs de l'anarchisme, manquent.

A ce moment-là, leur manque de maturité affaiblit la possibilité de mettre sur pied un mouvement anarchiste et c'est ce en quoi les anarchistes « cohérents » doivent contribuer.

D.R.

a la lutte politique traditionnelle entre le centre droit et le centre gauche, comme par exemple ici en France où le centre gauche a pris le pouvoir d'Etat. En arrière du centre gauche, il y avait des gens qui pensaient que sa victoire pouvait représenter certaines possibilités de changement, toute une quantité de gens qui se disent socialistes-autogestionnaires, qui croyaient sincèrement qu'avec le parti socialiste au pouvoir, certaines choses seraient possibles, et à côté de ces gens se trouvaient les anarchistes qui pensaient que ce n'était pas la bonne route pour le changement. Donc, le P.S.-P.C. prend le pouvoir il y a un an et demi, et, parmi tous les gens que j'ai interviewés à Paris, il y a un désespoir complet vis-à-vis de ce gouvernement et du projet socialiste autogestionnaire.

L'ALTERNATIVE N'EST PAS CLAIRE !

Mais l'alternative n'est pas claire. C'est-à-dire que la voie non politique ou la voie qui ignore le parlementarisme et l'électoratisme ne sont pas claires et ce n'est pas avec l'ancienne rhétorique révolutionnaire du 19^{ème} siècle que les anarchistes vont convaincre ces gens-là, que la voie parlementaire ou politique n'est pas valable. Il faut le présenter, l'argumenter, le vérifier à nouveau, ce qui n'est pas fait actuellement, ou seulement à un niveau moindre avec une pratique nouvelle, en mettant sur pied de petits projets autogestionnaires ; mais cela ne suffit pas à une véritable alternative. Il faut englober cela, le présenter d'une façon plus large, plus cohérente.

En Amérique du Nord, la tradition parlementaire de la gauche est beaucoup plus faible, car il n'y a pas de parti socialiste qui ait un écho public. Par contre, au Canada, il y a un parti socialiste ainsi qu'un parti communiste très réduits. Le parti socialiste y a le pouvoir dans certaines régions. La gauche d'une part est plus sceptique vis-à-vis de ses troupes politiques, mais elle a aussi l'espoir d'entreprendre le même chemin qu'ici en France, qu'en Espagne ou en Grèce. Si

les anarchistes réussissent à présenter une contribution théorique valable pouvant convaincre une certaine partie de cette couche de la société que la voie traditionnelle n'est pas valable mais qu'il y en a une autre plus radicale avec des choses concrètes à faire et non avec une rhétorique vague, ce mouvement anarchiste ne restera pas marginal.

D'autre part, il faudra aussi trouver des moyens efficaces d'intervention dans les mouvements sociaux existants.

Par exemple dans l'article de N.L. Frenette (7) sur le féminisme, l'analyse anarchiste parvient jusqu'à un certain point mais, là encore, l'alternative n'est pas claire, pas posée. De la même façon les féministes militantes et libertaires ont fait une critique très ponctuelle et très efficace de l'Etat et de sa capacité de récupération du mouvement, mais l'alternative est encore floue. Même chose pour le mouvement pour le désarmement, le mouvement contre le militarisme, le mouvement écologiste, etc ...

La prochaine conférence de l'Institut Anarchos qui se déroulera probablement en Septembre de l'année prochaine à Boston, aura pour thème l'anarchisme et le mouvement pour le désarmement, car comme je l'ai dit plus haut, le mouvement pour le désarmement est actuellement le mouvement d'Amérique du Nord où il y a convergence de tous les autres. Donc cela va être un mouvement clé dans les années 80.

POUR UN COURANT PUISSANT

Si la tendance anarchiste devient plus qu'une tendance, mais vraiment un courant puissant et impressionnant, nous allons être obligés de présenter une analyse anti-étatique et anti-militariste beaucoup plus profonde que celle des marxistes ou des sociaux-démocrates, ainsi qu'un plan de contestation de la société et de ses institutions autoritaires qui ont une certaine validité en étant plus que négatives tout en ayant des dimensions positives. J'espère que cette conférence va apporter une certaine contribution à cela et le travail que je fais actuellement en Europe fait partie de ce projet.

J'espère aussi que les anarchistes européens vont se mettre à étudier ce même problème, ce même défi car le mouvement en Europe est extrêmement important et il ne faut pas s'en marginaliser : il y a une tendance des anarchistes à penser qu'eux seuls connaissent la vérité, font la meilleure, la plus profonde critique, la critique la plus valable historiquement... mais le fait est que l'histoire se déroule et que nous en faisons le commentaire sans intervenir. Donc il faut renverser ce rapport-là et intervenir pour appliquer nos idées et voir si elles sont valables ou non.

Propos recueillis par Mimmo

(1) **ANARCHOS INSTITUTE**: Pour plus d'informations, écrire à l'adresse indiquée dans le cadre ci-dessous.

(2) Voir à ce sujet IRL n. 39 (Avril/Mai 1981) « Chomsky et Faurisson ».

(3) On peut trouver certaines de ses réflexions dans IRL, en particulier pendant l'invasion du Liban par Israël: « Réflexions d'un Américain » (IRL n. 46, été 82), « Les Etats fous » (IRL n. 47, octobre/novembre 82).

(4) épuisé.

(5) « Interrogations sur l'autogestion » publié par l'Atelier de Création Libertaire de Lyon, 1979 (18 francs).

« L'Imaginaire subversif », une co-production Noir (Genève) et Atelier de Création Libertaire (Lyon), 1982 (60 francs).

Disponibles à IRL, 13 rue Pierre Blanc, 69001 LYON (IRL, CCP 4 150 95 N LYON). Rajouter 9 francs de port.

(6) Publié en français et en italien.

(7) « Féminisme et anarchisme » est publié dans « Femmes et Politique », Le Jour Editeur, 1981, Québec. Il sera publié prochainement dans une brochure éditée par l'Atelier de Création Libertaire de Lyon.

INSTITUT

ANARCHOS

INSTITUTE

SUITE 444,
3981 BOULEVARD ST-LAURENT,
MONTRÉAL, QUÉBEC H2W 1Y5 CANADA
TÉL.: (514) 844-4076

La Bulgarie et le Tiers Monde

L'ambassade de Bulgarie à Paris met à la disposition du public un tiré à part d'Afrique-Asie « Bulgarie, le pays de la main ouverte » : un entretien du président Todor Jivkov avec Simon Malley » n. 272 19 juillet 1er août 1982.

On peut lire dans les 14 pages un panégyrique du président bulgare et une approbation sans réserve à ses déclarations sur l'impérialisme israélien au Liban appuyé par des « milieux réactionnaires déterminés aux Etats Unis », la justesse de l'intervention soviétique en Afghanistan et cubaine en Angola, le fait que la haine raciale « a été déclarée chez nous par la Constitution comme étant un crime avant même que l'ONU adopte la convention internationale sur cette question », l'autre fait que nous n'avons pas même de dissidents. (...). Venez me voir, je vous indiquerai moi-même dix ou quinze dissidents potentiels, je les connais bien. Allez leur faire de la propagande. Mais je doute fort qu'ils acceptent de vous suivre. Non par peur d'être arrêtés, nous n'allons pas les arrêter. Ils n'accepteront pas, car ensuite, que pourraient-ils faire? Tout d'abord ils seraient la honte de leur mère et de leur père, de leurs enfants de leurs proches, de leurs amis, ils ne pourraient pas vivre dans notre société ». Malley cite sans sourciller que des milliers de spécialistes bulgares travaillent dans des pays d'Afrique et d'Asie « offrant leur expérience et leur savoir ». Il rapporte toujours sans commentaires que la Bulgarie a fait d'immenses progrès industriels, que la délinquance est « une des plus faibles du monde ». Enfin, Malley cite des hommes d'Etat africain et arabe ayant cité la Bulgarie comme exemple économique à suivre.

Il est symptomatique que Simon Malley qui fut expulsé de France sous la présidence de Giscard et qui est connu pour ses analyses de l'impérialisme occidentale puisse tomber dans de tels miasmes (les raisons personnelles : l'argent ? - gageons qu'il ne s'est pas fait payer en levas mais en devise impérialiste -, la gloriole d'interviewer un laquais de Moscou, sont de peu d'intérêt).

Qui peut bien croire dans un pays du Tiers-Monde d'Amérique Latine, d'Afrique ou d'Asie que les bombes au napalm sont justes en Afghanistan et méchantes au Liban ? Seuls les valets réels et potentiels de l'URSS.

Qui appuie les pays du Tiers Monde pourrait répondre Simon Malley, bonne question. Qui a appuyé les Chiliens en

1973 ? Qui appuie les « disparus » en Argentine ? Personne. Et qui investit en Argentine et oppose son veto quand arrive une résolution sur les « disparus » ? C'est l'URSS.

Simon Malley et compagnie auront beau se prostituer, ils ne changeront rien au fait que les pays du Tiers Monde ne sont que des pions entre les mains des impérialismes USA et URSS. Et l'exemple de la Somalie passant en quelques mois de l'orbite soviétique à celles des USA, sans oublier l'Egypte, a ouvert les yeux de tous ceux qui ne font pas profession d'aveugles.

Le salut du Tiers Monde est dans ses propres mains : « changer de maître n'est pas se rendre libre » dit José Martí, cité par Sam Dolgoff dans *Third world, nationalism and the state* (USA, 1982, 20 pages). Que gagne le Tiers Monde avec les pitreries de Mkrumah, prix Léonine de la paix, déclarant : « Je représente non seulement le Ghana, mais l'Afrique. Donc aucun Africain ne peut avoir une opinion différente de la mienne ». Cela rappelle Bokassa intronisé empereur par la France et le fou sadique Macias qui était protégé par ses gardes soviétiques et cubains. Au lieu de profiter de traditions ancestrales proches du socialisme et de liens ethniques supra-nationaux, le Tiers Monde embrasse les mirages occidentaux de la centralisation industrielle, automatiquement accompagnée de l'émigration urbaine misérable et de la corruption administrative.

Toute chose dont la Bulgarie est un vivant exemple et que la presse et la radio et TV bulgares signalent tous les jours. Et demandez aux tziganes et aux musulmans (les pomatsis) ce qu'ils en pensent, ou lisez les rapports d'Amnesty International de 1982 et d'avant ! On y trouvera aussi le sort fait aux dissidents !

Pourquoi ne pas demander aux étudiants noirs en Bulgarie ce qu'ils pensent du racisme des Bulgares (même chose pour l'URSS) ? Non seulement le régime ne fait rien pour l'endiguer, mais il l'attise en sous main en disant que si le pays est pauvre, c'est la faute aux étudiants étrangers. Et quand on doit payer un kilo de laine cent levas, une paire de chaussures durant 6 mois 50 levas tout en engageant 100 ou péniblement 150 (sans oublier que le chauffage à Sofia pour six mois d'hiver revient à environ 30/35 levas suivant les systèmes) en prenant comme niveau les prix de décembre 1982 ; et quand on

confronte ce niveau de vie à celui des étudiants étrangers en Bulgarie, il est difficile pour un Bulgare désinformé

par le régime de ne pas devenir raciste !

Quant aux spécialistes bulgares travaillant dans le Tiers Monde, ils sont certes avides au gain - et c'est la seule raison qui les attire -, mais malheureusement souvent encore moins compétents que leurs collègues restés en Bulgarie. Que gagne le Maroc avec des enseignants bulgares de mathématiques qui ne savent pas le français, et dont la justification est quand on parle avec eux (en bulgare) : « quelle importance puisque les élèves ne comprennent que l'arabe ». Les Algériens n'ont-ils pas inventé le verbe « se faire bulgariser » à propos de la médecine bulgare ? Bien sûr, il y a des exceptions mais que peut offrir un pays dont la seule vocation est d'imiter la technologie soviétique !

Et quant aux progrès apparemment fantastiques de la Bulgarie (la production industrielle de 1981 était 75 fois supérieure à celle de 1939), il suffit d'une calculatrice pour constater qu'entre 1935 et 1975, en Espagne, c'est-à-dire sous la république et en plein franquisme : la production d'acier est 18 fois plus grande, celle de l'électricité 28 fois, du blé 21,3 % de plus (ce qui n'est pas le cas en URSS), le riz plus 40,5 %, etc... Et cette évolution dans tous les pays du monde due au progrès général est tellement banale que les Franquistes n'ont jamais utilisé ces chiffres pour montrer la supériorité de leur régime. Il n'y a que les marxistes-léninistes pour tomber dans des enfantillages pareils.

Par contre, dans tous les pays marxistes le système carcéral est beaucoup plus dur et emprisonne en général un pourcentage plus élevé de la population. Comme c'est le cas en URSS, car pour les autres pays comme en 1944 45 ils étaient en guerre la comparaison est difficile. Cuba a cependant réussi à dépasser les emprisonnés qui existaient sous Batista.

Et pour finir sur un hommage à Simon Malley et Todor Jivkov : pourquoi à l'instar de Fidel Castro en 1981 ne pas laisser se réfugier à l'ambassade, par exemple de France à Sofia, tous les Bulgares mécontents du régime entre 15 heures et 16 heures le 1er mars (jour où l'on commence à porter des martenitsi, le symbole du printemps) ou un autre jour ?

Meraklia

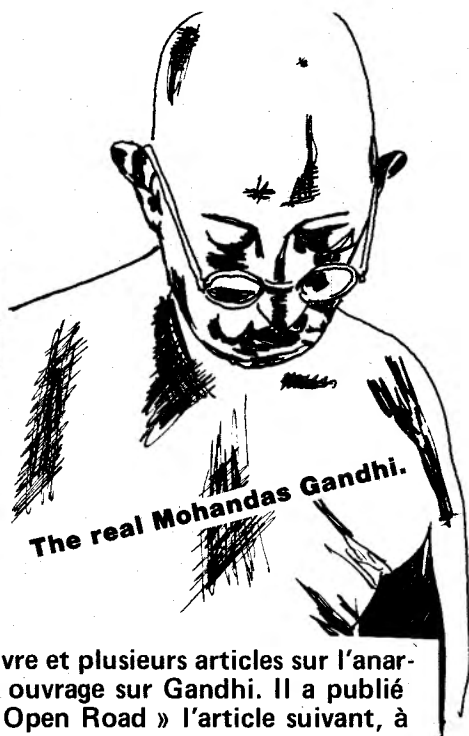
P.S.

Todor Jivkov parle dans son interview de « point de vue marxiste-léniniste ». Son interviewer ou lui-même peuvent-ils commenter ce qui suit ?

— Le « Canard Enchaîné » a révélé avec force détails, en octobre et en novembre 1975, que des blindés soviétiques T 54 ont été livrés au Chili par l'intermédiaire d'une société bulgare. Cité dans « Les trafics d'armes de la France » Maspéro, ed. 1977, p.116.

— La Bulgarie a vendu des missiles Sam 7 à l'Argentine, selon « Le Monde » 17/12/82, page 6.

« Gandhi: le prix de la gloire »



George Woodcock a écrit un livre et plusieurs articles sur l'anarchisme ; il a également publié un ouvrage sur Gandhi. Il a publié dans le numéro de cet hiver d' « Open Road » l'article suivant, à propos du film, qu'il nous a semblé intéressant de reproduire.

Comme tous ceux qui ont été profondément affectés par l'exemple de Mohandas Gandhi, j'ai regardé le film qui porte son nom avec des impressions assez partagées, d'abord en ce qui concerne la forme, et aussi dans la manière dont le film a déformé, dans les intérêts de l'Establishment politique indien, la dernière et aussi la plus cruciale période de la vie de Gandhi.

Mais commençons par le film lui-même. En tant que drame cinématographique, le film est profondément marqué par le conflit intérieur entre l'intimité et le grandiose. Indépendamment du rôle prééminent que l'histoire lui a conféré, indépendamment de sa clairvoyance politique, Gandhi est resté tout au long de sa vie une personne étonnamment secrète et indépendante, obéissant à ses propres impératifs, plus qu'à ceux de partis ou de mouvements, et vivant avec un sarcasme et une excentricité qu'aucun leader dépendant d'un parti politique n'aurait osé adopter. Gandhi n'a pas dû attendre la libération de l'Inde pour devenir un homme libre et gouverné par sa morale personnelle. C'est la force de cette morale, ajoutée à un sens extraordinaire du temps et de la stratégie politique, qui explique son ascendance sur le mouvement pour l'indépendance de l'Inde.

Le Gandhi intime, l'homme de principes et de nature généreuse est admirablement interprété par Ben Kingsley dont la façon de s'imprégner de son personnage est un triomphe exceptionnel d'interprétation. Le cheminement par lequel Gandhi, de jeune avocat timide et plutôt naïf devient par la lutte et la souffrance un homme d'action entêté, est doublé du cheminement parallèle que suit Kingsley dans le film pour s'imprégner du personnage qu'il représente.

Ce n'est pas une question de ressemblance physique, car, en fait, la ressemblance entre le visage de Kingsley et celui de Gandhi n'est pas très grande; dans les premiers passages du film, son long visage et ses yeux pleins de bonté rappellent autant cet autre homme juste qu'était Orwell, que Gandhi, et, à aucun moment, même le maquillage le plus habile n'a su exprimer cette laideur séduisante, ce visage abattu qu'avait Gandhi à la fin de ses jours.

Mais tout ceci est vite oublié dans le film, puisque que Kingsley vit tellement bien son personnage qu'à la fin le spectateur sait que c'est ainsi que Gandhi marchait, qu'il s'asseyait, qu'il parlait, et même qu'il pensait; l'humour sec de Gandhi, son rire calme, ses vanités naïves, sa sexualité déviée, tout est là, ainsi que l'honnêteté envers soi-même et la droiture envers les autres qui ont fait dire à Orwell, juste après son assassinat en 1948: « Comparé aux autres personnages politiques de notre époque quelle odeur de propre il a su laisser derrière lui ».

LES CONVENTIONS DU GRAND ECRAN

C'est une interprétation superbe et mémorable mais l'intimité même avec laquelle Kingsley a exploré et a assumé la nature de Gandhi, contraste avec le manque d'intimité par lequel le film présente en tant qu'un tout l'Inde que Gandhi a voulu libérer. Les conventions de l'épopée du grand écran auxquelles le metteur en scène Richard Attenborough est resté fidèle l'en ont empêché.

A l'exception des scènes entre les personnages on a l'impression de regarder toujours la vie avec trop de distance, voyant l'Inde comme par les vitres d'un train à grande vitesse, ou regardant d'un point éloigné et élevé des événements de masse où se battent et se bousculent des centaines de figurants.

Le sentiment de se trouver au cœur même de la vie indienne tel que nous le font sentir les grands metteurs en scène du Bengale comme Satyagit Ray ou Mrinal Sen est absent.

Dans ce procédé d'aggrandissement épique, tout est simplifié à l'extrême, qu'il s'agisse des relations douloureuses entre sa femme et sa famille, ou de l'interaction humaine complexe entre les Britanniques et les Indiens qu'Attenborough montre en termes grotesques blanc et noir, si bien que les Anglais sont toujours méchants, indépendamment de leurs qualités personnelles et que les Indiens sont toujours les héros, où sont complètement absents les vices de corruption et d'avidité de pouvoir qui se sont manifestés dès qu'ils ont pris le pouvoir avec le départ des Anglais en 1947.

Attenborough n'a pas saisi cette vérité élémentaire de la psychologie politique: le pouvoir entraîne le mal chez tout être humain, aussi bon qu'il soit. La grande sagesse de Gandhi a fait qu'il a échappé à la tentation de prendre le pouvoir, même au moment de la libération de l'Inde.

Ces défauts du film, ainsi que les déformations les plus choquantes sur lesquelles je vais bientôt revenir, sont surtout le résultat des auspices politiques sous lesquelles il a été fait. Le film n'aurait pas pu être réalisé sans le consentement total et la coopération du gouvernement d'Indira Gandhi qui a en outre contribué pour une grande part à son financement de 20 000 000 dollars.

Pour ce type de coopération et d'aide financière, le gouvernement indien a demandé son prix, c'est-à-dire de faire un film qui non seulement glorifierait l'Inde en tant que nation, mais qui laisserait entendre que l'état militariste centralisé que le pays est devenu depuis 1947 est vraiment l'Inde pour laquelle Gandhi a combattu par des moyens entièrement non-militaires.

Les masses de l'Inde sont encore parmi les plus pauvres du monde, pas beaucoup moins pauvres qu'elles ne l'étaient lorsque Gandhi a cherché à identifier sa famille avec le sort de ces masses, et celui qui connaît l'Inde depuis longtemps et qui comprend ses problèmes est triste de voir qu'en 1980 cette grande mer de pauvreté s'est faite plus grande et plus profonde alors que le radeau des nouveaux exploités qui flotte à sa surface s'élargit de plus en plus et devient de plus en plus prospère.

C'est cette situation qui rend d'autant plus blâmable l'irresponsabilité par laquelle le gouvernement indien vient de payer d'énormes sommes d'argent pour des événements symboliques ne profitant au peuple que de peu ou de prou.

Pas moins de 500 crores des roupis (un crore en valant 10 000 000), l'équivalent de 500 000 000 dollars canadiens a été gaspillé pour les Jeux asiatiques en novembre dernier, à l'heure où des centaines de millions de personnes n'ont même pas d'eau potable, sans parler d'une nourriture appropriée.

A côté de cette extravagance, les quelques 10 000 000 de dollars qu'Attenbo-

rough a reçu de Mme Gandhi (et qui ont été utilisés pour recycler des acteurs anglais surannés comme John Gielgud, Trevor Howard et John Mills dans des rôles guindés et mineurs), pourraient paraître une petite somme, mais c'est cependant de l'argent qui a été pris à des gens qui en ont besoin, pour glorifier des gens qui n'en ont pas besoin.

L'ÉTAT N'EST PAS CRITIQUE

Même si ce n'est pas spécifié, le film montre de façon clairement implicite que Gandhi ne doit d'aucune façon critiquer l'état que gouverne actuellement Mme Indira Gandhi. C'est ainsi qu'à la fin du film, alors qu'on nous montre Gandhi qui intervient courageusement pour arrêter les Hindous et les Musulmans qui s'entretuent à Calcutta, aucune référence n'est faite quant aux doutes qui l'ont assaillis et qu'il a clairement exprimés après l'Indépendance de l'Inde en 1947.

Rien n'est dit au sujet de ses mises en garde contre le Parti du Congrès, corrompu déjà par le pouvoir qu'il venait d'acquérir avec l'auto-gouvernement de l'Inde. Rien n'est dit des recommandations de Gandhi qui voulait que le Parti du Congrès soit dissout, après que son objectif de libérer l'Inde ait été atteint et qu'il soit remplacé par un Lok Sawak Sangh (Organisation pour le Service du Peuple), qui devait renoncer au pouvoir politique et se consacrer à la réforme morale et sociale et créer le type de communauté agraire que Gandhi préconisait depuis longtemps — une société décentralisée basée sur la revivification des villages. Rien n'est dit de l'avertissement que « la militarisation de l'Inde signifierait sa destruction ». Rien n'est dit à propos de son argument lorsqu'il dit que « le gouvernement de l'Inde par l'Inde veut dire un effort continue pour se libérer d'un contrôle gouvernemental, qu'il soit étranger ou national », ni lorsqu'il affirme que « l'idéal d'un état non-violent devrait être une anarchie ordonnée ».

Gandhi, en effet, voulait créer un ordre libertaire et agraire, sans armée et sans le sens de l'arrogance nationale. Il s'est souvent appelé anarchiste et, dans sa vision d'un ordre basé sur le village, avec une administration décentralisée plutôt qu'un gouvernement, il se rapprochait de très près de l'idéal de Tolstoï et de Kropotkine qu'il admirait.

Mais tout cela était loin des intentions d'hommes comme Nehru et Patel, auxquels avait succombé la tâche de donner forme au nouveau gouvernement indien après le départ des Anglais. Leur intention fut de créer un état-nation comme ceux qui ont été créés dans l'Europe du 19^{ème} siècle et, pour en arriver là, non seulement ils ont gardé l'armée que les Anglais avaient établie (en conservant les mêmes formations de régiment) mais aussi le modèle d'administration anglaise si bien que, dans les années soixante-dix, lorsque Mme Gandhi déclara l'état d'ur-

gence, elle fit emprisonner les opposants en se servant de lois qui avaient été faites par les vice-rois anglais pour tenter de contrôler Gandhi et ses campagnes de non-coopération des masses avec le Raj.

L'ironie la plus cruelle dans la carrière de Gandhi fut sans doute lorsque, après son assassinat, son meurtrier fut pendu selon les lois anglaises qu'il détestait et qu'il fut lui-même enseveli avec les honneurs militaires accordés par une armée contre laquelle il avait combattu avec toutes les armes de la révolution non-violente. Le fait que cette armée était maintenant indienne et non anglaise ne créait pas de différence substantielle; elle représentait toujours le militarisme si longtemps condamné.

GLORIFICATION NATIONALE

Le fait que ces mêmes funérailles soient une des premières grandes scènes de foule dans le film, une scène présentée par ailleurs sans la moindre implication critique, donne le ton du thème de glorification nationale qui est parallèle, tout au long du film, au développement de la vie de Gandhi vers l'agitateur non-violent et le stratège. Aucune des déclarations de Gandhi où il manifestait sa frayeur en voyant la direction où Nehru menait l'Inde après 1947 n'a été faite, et cela montre jusqu'à quel point Attenborough a voulu dire la vérité pour faire un film acceptable pour Mme Indira Gandhi.

Le fait est, bien sûr, que ce n'est pas Mme Gandhi et son Parti du Congrès qui, au cours de ces dernières décennies, ont représenté la tradition de son grand homonyme. Cette tradition a été perpétrée en dehors des cercles du pouvoir, par des professeurs et des activistes isolés comme Vinobe Bahve et Jayaprakash Narayan, et par des mouvements comme Sava Seva, dont les volontaires travaillent en dehors du cadre de l'organisation du gouvernement à la régénération de la vie des villages.

Cependant, malgré les déformations que j'ai indiquées, le message crucial de la vie de Gandhi était trop fort et trop clair pour ne pas enfin dominer le film tout entier. Tout pouvoir est vulnérable et peut, à la longue, être anéanti par une résistance déterminée. Lorsque des gouvernements et des lois sont manifestement injustes, l'action directe contre eux est nécessaire. Mais puisque la violence est auto-destructive et qu'elle engendre des structures autoritaires, le meilleur type d'action directe est la résistance non-violente par la désobéissance civile et la non-coopération. Cette résistance, contrairement à la violence, offre aussi le fondement philosophique d'une société où les excès de pouvoirs peuvent être éliminés.

Il y a enfin une leçon dans ce film, et ceci est montré de façon triomphale, comme dans la vie de Gandhi, une leçon très anarchiste, à savoir que personne ne doit reculer devant le pouvoir de l'état, car les individus en s'unissant à d'autres, ou même seuls, peuvent déployer un

pouvoir qui peut changer le climat mental général et, en dernier lieu, la forme politique et sociale du monde.

Ainsi le film véhicule deux messages mutuellement contradictoires. Le premier est que la nation est glorieuse. Le second est que la volonté individuelle peut, à la fin, anéantir la tyrannie collective sous toute ses formes. Dans la conjoncture actuelle de la politique indienne, alors que le pouvoir de Mme Gandhi semble se désintégrer, le second message est, sans doute, celui que les spectateurs indiens prendront à cœur.

Il n'y a pas de doute que Gandhi, en étudiant attentivement la psychologie de ses opposants fit plus que tout autre personne pour mettre un terme au pouvoir des Anglais en Inde, soit en rendant le système du Raj inopérant en organisant le refus des masses à coopérer, soit en faisant sentir aux opposants que leur position était moralement intenable. Il a ainsi démontré l'efficacité, dans des circonstances spécifiques, de l'action directe menée sans violence.

NAZIS ET BOLCHEVIQUES

On a souvent dit, pour détruire les arguments des admirateurs de Gandhi, que la stratégie qu'il utilisait a peut-être marché contre les Anglais, mais n'aurait pas pu marcher contre des oppresseurs plus impitoyables comme les Nazis ou les Bolchéviques. Mais je ne pense pas que l'on puisse faire des rapprochements entre des circonstances tout à fait différentes. Chaque situation politique doit pouvoir engendrer son propre modèle de résistance: le mouvement américain des Droits Civiques différerait complètement du mouvement de libération indien.

On conçoit aisément que si en Allemagne les sociaux-démocrates, les communistes et les syndicalistes avaient abandonné leurs querelles et pris l'initiative avec une campagne de non-coopération bien organisée dès l'apparition du nazisme ils auraient pu déployer une résistance efficace. Le fait est que, contrairement à Gandhi, ils étaient obsédés par le pouvoir et plaçaient les intérêts du parti au-dessus de l'intérêt général et qu'il n'eurent le courage d'agir que lorsqu'il fut trop tard et que leur maison s'écroulait au-dessus de leur tête.

Gandhi reconnaissait que dans certaines sociétés — y compris celle des Nazis — la non-coopération entraînerait beaucoup plus de souffrance que sous le Raj britannique, mais il n'avait jamais considéré cette difficulté comme étant une raison pour ne pas tenter la non-coopération. C'était cette foi indiscutable qu'il mettait dans ses objectifs et la méthode de Satyagraha ou la résistance non-violente, ainsi que l'absence de crainte ou de désir de pouvoir personnel qui ont laissé cet impact extraordinaire dans l'imagination du peuple indien. Et cela, malgré les défauts et les déformations, le film « Gandhi » a su le montrer.

*George Woodcock
traduit de l'Anglais par Maria P.
Open Road, été 1983*

Chanteur libertaire

Serge UTGE-ROYO est un chanteur libertaire qui participe, depuis de nombreuses années, à de multiples concerts organisés par les anarchistes, de quelque courant ou tendance qu'ils soient, en France et hors de France.

Tu habites maintenant la Belgique, est-ce par hasard ou un ras-le-bol de la France ?

C'est un hasard. Le hasard a joué un grand rôle dans ma vie. Ainsi, un jour quelconque de l'an mil neuf cent septante-neuf, un Belge passe trois jours de vacances en Suisse, à Genève ; comme lit la presse indigène, il est attiré par l'annonce d'un spectacle de chansons anarchistes qui doit se dérouler le soir-même à Annecy, de l'autre côté de la frontière. Je chantais, en effet, pour le groupe 1er Mai - mais surtout pour mon vieux copain Jean-Pierre Ducret -, je venais de Bordeaux où j'habitais alors, Carlos Andreu venait de Paris, et enfin Paola Nicolazzi venait de Carrarre - l'anarchiste... Ce Belge est, depuis, devenu mon ami, m'a fait faire une petite tournée dans la région liégeoise, enregistrer deux chansons sur un 33 T collectif, et présenté des hommes et des femmes : bref, j'habite à Liège... L'anecdote ne serait pas complète si je ne parlais pas de ce disque, « Vent du Nord, Vent du Sud », car cette entreprise était

totalelement bénévole : le produit de la vente devait servir - et a servi - à aider des familles de chômeurs du Chili (la filière d'acheminement du fric passait par des personnes connues et n'appartenant pas à un parti ou un groupe politique ou syndical), ainsi qu'à aider la campagne d'alphabétisation au Nicaragua. De tous les chanteurs ou musiciens qui participaient au 33 T, j'étais le seul à poser des problèmes (et des questions), et je suis un peu à l'origine du petit bouquin accompagnant le disque, dans lequel, outre les textes des chansons en 5 langues, chaque artiste expose ses raisons de chanter dans « Vent du Nord... ». Pour ceux et celles qui auront pu voir l'objet, il ne fait pas de doute que j'étais inquiet quant à la beauté sans fard de la révolution...

Depuis que je suis en Belgique, je suis beaucoup plus sensibilisé par l'Amérique latine ; il y a une forte concentration de Chiliens, Argentins, Uruguayens à Liège et j'ai de nombreux contacts avec eux. Durant une grève de la faim de Chiliens, qui devait durer une douzaine de jours, je venais quotidiennement leur rendre visite et chanter quelques chansons (ils me réclamaient toujours « Juillet 1936 » ...), et, humainement, il s'est passé quelque chose entre nous. Certains me tapent parfois sur l'épaule en disant : « Serge, un jour, on t'invitera au Chili... ».

J'ai donc eu un tas de bonnes raisons d'habiter en Belgique, ou d'y venir souvent.

Est-ce que cela aurait pu être l'Espagne?

Non. J'ai même l'impression que ce ne sera jamais l'Espagne. D'abord parce que je suis culturellement français ; ça, j'ai beau le tourner comme je veux dans ma tête : je suis devenu français (pas patriotard), à force de lire, de parler, d'écouter la langue et l'histoire des cultures françaises (ou francophones), de vivre... Et j'ai découvert ça en Belgique! Avant, je me sentais mal partout ; rien du tout du côté des racines ; maintenant, je me sens comme « venant de France » (à condition d'être en Belgique). En dernier lieu, il est possible que je soies plutôt catalan, mais sûrement terrien. Sur mon problème d'identité, j'ai bâti une chanson - on doit tirer bénéfice de ses angoisses, ça les folklorise et les rend moins aiguës - qui s'intitule « Comme une carte de visite » : j'étais traité de « fanfaron » quand j'allais en vacances familiales espagnoles, et de « sale espagnol » quand j'allais à l'école Eugène-Varlin du 10e arrondissement de Paris. Alors, je souffrais. Et c'est plus agréable de n'avoir rien à souffrir de ce côté. Quant à l'Espagne, ça n'existe pas : il y a la Catalogne, le Pays Basque, l'Aragon, la Galice, la Castille, l'Andalousie, etc., bien que tout cela ressemble souvent à l'Amérique du Nord ; et je n'aimerais pas vivre à New York.

D'être fils d'exilés espagnols de la guerre civile, est-ce que cela a influencé ton approche de l'anarchisme ?

J'étais déjà un anar du folklore lorsque j'ai découvert que mon père était à la CNT, et j'ai connu le mouvement libertaire espagnol presque malgré lui ; il ne m'imposait rien, ne m'imposait rien, ne me signalait aucune direction particulière, mais je ne lui demandais rien non plus ; ça fait partie de la philosophie et de l'idéologie non autoritaires et, donc, non dirigistes... Mon père lisait - lit toujours beaucoup, mais il ne m'a jamais placé un bouquin plutôt qu'un autre devant les yeux ; je lisais - et je lis - beaucoup aussi, et sa bibliothèque était là... à qui voulait s'en servir. Donc, quand j'ai compris que mon père faisait partie de ce « truc-là », et depuis le début de la Révolution espagnole, cela m'a fait plaisir ; c'était comme un heureux hasard... Je me souviens quand même d'engueulades mémorables entre mon grand-père maternel et lui - un socialiste, militant de la première heure, et un anarchosyndiqué ; de plus, circonstances aggravantes, un Castillan de Léon (où naquit Durruti) ayant pour gendre un Catalan (ce genre d'anecdote compte encore, là-bas dans les inimitiés).

A part ces engueulades, je ne me souviens pas avoir entendu parler d'anarchisme, quand j'étais môme ; par contre, j'accompagnais mon père lorsqu'il allait rendre visite aux compagnons espagnols, dans leur local parisien, et je me souviens bien des quantités impressionnantes de bouquins qui s'y entassaient et de la petite salle de spectacle. C'est marrant, cela à toujours été très important pour eux qu'il y ait de la

chanson, de la musique, de la poésie ; il y a toujours beaucoup de poésie chez les anars espagnols. C'était très anarchiste de déclamer des vers. Ces visites se faisaient le dimanche matin, dans mon enfance, et je n'ai fait le rapprochement que bien plus tard. Donc, c'est un hasard (père/anarchisme), mais ça n'en est peut-être pas un ; va savoir...

Comme la cassette de l'entretien à fait des siennes, Serge nous a envoyé quelques « idées et mots sans questions préalables ».

Je me souviens que nous avions - lors de « l'interview » à Paris - parlé de mes rapports avec les divers groupes anars de France, de Navarre et d'ailleurs... Je ne me rappelle pas mes propos exacts d'alors, mais je peux dire que ma situation de chanteur ambulant m'a permis (?) de me trouver au milieu de querelles et de dissensions importantes entre des individus et des groupes appartenant tous au mouvement libertaire (aussi bien chez les Espagnols que chez les Français ; par contre, j'ai pu assister à des réunions d'Italiens de tendances diverses, mais faisant front commun sans problèmes). Je peux parler des bons moments de la propagande libertaire que j'ai vécus, et aussi des mauvais que j'ai dû, bon gré mal gré, assumer (agressions, déceptions, découragement, sordides histoires de fric...) ; j'ai assumé et senti les coups durs au même titre que les militants (organisés ou d'un jour) organisateurs, gars et filles des « Journées anarchistes », galas de soutien, meetings, soirées, etc. C'était - et c'est encore - ma façon de faire « utile » dans le mouvement qui me porte, sans être un militant organisé - j'en suis incapable, je n'ai pas l'esprit d'équipe - mais espérant d'apporter un réel « soutien » dans les heures d'information ou de propagande libertaire (ne serait-ce que pour « casser » les moments « sérieux » et faire respirer un autre air de la même opérette). L'idée sous toutes ses formes, quoi... Mais peut-être que c'était surtout pour moi. Je n'en sais rien encore. A part cela, j'ai eu des problèmes ré-

guliers en ce qui concerne l'argent circulant entre moi et les organisateurs-trices. Fatal. J'ai aussi eu - surtout - des émotions immenses : en 78, je tombe malade - gravement - au moment d'une importante série de concerts (certains « professionnels », d'autres « militants »...), que je dois donc annuler au fur et à mesure que la maladie grignote le calendrier. Un groupe anar de Lyon (ville où je devais chanter) fait sa soirée sans moi et m'envoie un chèque !... Un autre groupe (pour lequel je devais aussi passer), d'Albens, en Savoie, fait sa soirée - toujours sans moi - et m'envoie un autre chèque !... Je leur dois le caban vert que j'ai porté cet hiver-là à ma sortie d'hosto... Je ne saurai jamais dire, avec des mots, ce que m'ont fait ces modestes envois ; de plus, dans le même temps, des amis inconnus ont organisé un gala de soutien (!) et recolté le produit de la vente de disques pour me l'envoyer... (Un gala sans moi... pour moi !...). Je pouvais tranquillement payer l'antibiotique ravageur de la période de convalescence ; pour l'hosto, l'Aide médicale gratuite n'est pas faite pour les chiens... C'est ça mon univers, ma vitrine de demain. Il y a le reste, aussi, bien sûr ; les césars en noir et rouge, qui lisent les théoriciens en braille ; pendant un temps, ils se trompent de groupe, mais finissent ailleurs ou nulle part, dans un parti, une M.J.C. ou le Club Méditerranée (sans rire).

Bref, je termine ce fourre-tout. Les saltimbanques ne devraient peut-être pas donner leur avis sur leurs employeurs idéologiques d'un soir, mais j'ai décidé depuis longtemps de ne pas être l'amuseur-qui-fait-passer-la-théorie-indigeste : je fais partie de la théorie, comme vous qui m'interrogez pour le canard, et comme celui qui mettra en pages. Donc, pour finir, le mouvement est à moi, puisque j'y a pris ma place, encore et malgré tout. On continue, jusqu'à l'extinction de voix-voie.

Recueilli par Christine et Luc

Liège, 7 mars 1983

ABONNEMENT

NOM PRENOM

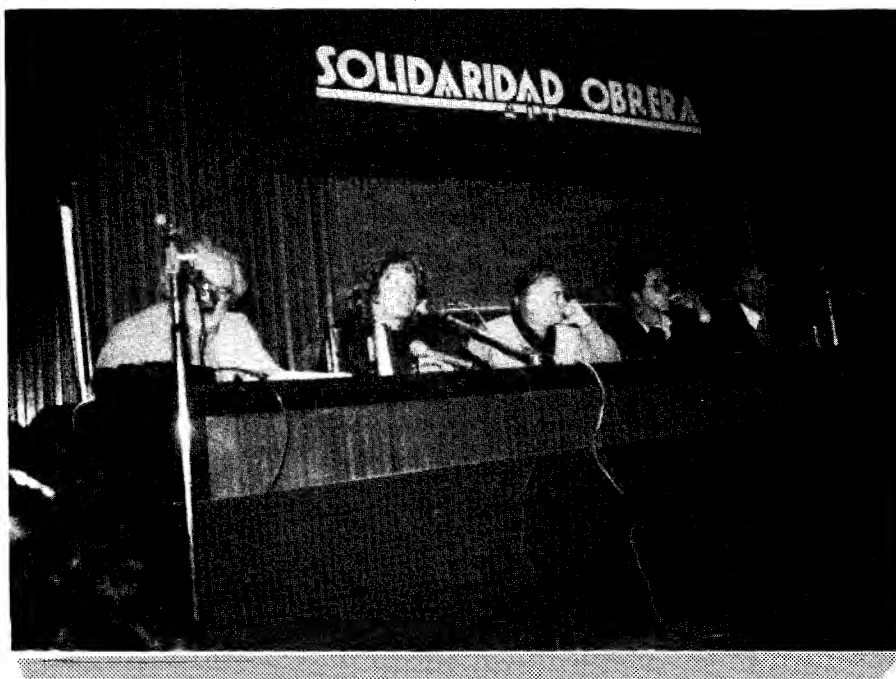
ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Abonnement pour 5 numéros (1 an) : 50 F
Abonnement pour 10 numéros (2 ans) : 90 F
Abonnement de soutien pour 10 numéros : 130 F et plus
Diffusion militante : abonnement pour 5 exemplaires pendant 5 numéros : 200 F

Chèques à libeller à l'ordre de : IRL CCP 4 150 95 N LYON
et à adresser à : IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON

Semaine Culturelle Internationale



Parallèlement au VI^e Congrès de la CNT d'Espagne eût lieu à Barcelone une Semaine Culturelle Internationale qui répondait au même thème que le Congrès : au delà de l'échange.

L'intention, largement comblée, était de construire un espace ouvert à Barcelone, la vieille Barcelone révolutionnaire, où l'anarchisme, le nerf et la force de l'organisation ouvrière, mais aussi projet de vie et transformation totale de la société, se proposerait au public et aux militants comme un centre de réflexion et de débats.

Trois points d'attraction délimitaient la Semaine Libertaire. Un des points fut l'exposition sur les archives historiques de la CNT. Cette exposition fut inaugurée le lundi 10 janvier à la Maison de l'Ardiaca, à l'Institut Municipal d'Histoire de Barcelone, avec la collaboration du Service Culturel de la Mairie. Celle-ci comprenait essentiellement des documents photographiques inédits de l'époque et qui appartiennent aux « Archives d'Amsterdam ». L'histoire de

ces archives commence avec l'entrée des fascistes à Barcelone qui oblige le Comité National de la CNT de passer en France toute la documentation accumulée. Cette documentation fut par la suite déposée à l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam, mais fut transférée, avant le danger de l'occupation allemande, de la Hollande en Angleterre en 1941. Depuis janvier 82, elle se trouve entre les mains de la CNT espagnole.

L'exposition nous montre toutes les phases historiques de la Confédération.

- 1) L'origine et le développement de la CNT - 1910/36 -
- 2) Guerre et Révolution - 1936/39 -
- 3) Clandestinité et exil - 1939/76 -
- 4) Processus de transition - 1976/82 -

L'exposition, en février et mars a été accueillie en diverses villes catalanes.

Le deuxième point intéressant de la Semaine portait sur les débats publics. Ceux-ci débutèrent le samedi 8 dans l'immense local de l'A.I.S.S. qui se trouve rue Layetana. Ces débats amenèrent énormément de monde. Il est impossible de rendre compte de tout ce qui s'est dit, les échanges d'opinions furent vivants et passionnés à certains moments. Toutes les hérésies eurent

lieu, mais les othodoxies purent aussi s'exprimer. Enfin, pendant un instant, était parmi nous, cette chose rare et difficile qui s'appelle liberté

Les limites de cette chronique me font laisser de côté la critique dont je pense qu'elle est criticable dans ce genre de débats et je me contenterai d'énumérer les grands thèmes.

La première conférence/débat fut organisée le samedi 8 et avait pour thème : **Les mouvements marginaux**. Les animateurs de ce débat furent Santi Vilanova, écologiste et directeur de publication, Lopez Campillo, physicien et chercheur au CNRS à Paris et Paolo Finzi, membre de la rédaction de « A » Revue Anarchiste de Milan.

Le thème du dimanche midi fut : **Les auteurs et la scène** avec la présence du critique catalan Joan Segarra et Fernando Arrabal premier prix Nobel. Segarra eut beaucoup de mal à faire entrer Arrabal dans le sujet. La discussion avançait de façon plus ou moins violente ou plaisante pour en arriver à la religion puisqu'Arrabal à travers son « anarchisme individualiste », muni de son sens très connu de la provocation, revendiqua le droit de « voir la vierge ». Chez les anarchistes en Espagne, vous imaginez la terrible hérésie ! Pourtant, ceux qui se scandalisèrent avant tout, furent les représentants de la presse « sérieuse » du pays. Le même Arrabal dit : « Je suis enchanté d'être parmi vous, car si je disais ces choses là dans un local de la FN ou du PC, ils auraient fait appel à la garde civile ».

Le même dimanche soir et après l'effet de la séance du matin, Carlos Peregrin Otero, J. Martinez Alier et Ramon Calopa, discutèrent sur un problème d'importance vitale pour les libertaires : **L'enseignement**.

Les deux débats du lundi furent dédiés à l'Amérique du Nord. Le lundi matin à 12 heures eut lieu un débat sur **L'anarchisme aux USA**, pendant lequel furent projetés divers films sur le mouvement anarchiste juif et les origines de la IWW. Le soir fut consacré à l'**Institut Anarchos de Montréal** (voire l'interview de Dimitri Roussopoulos dans ce même numéro d'IRL. Participèrent à cette journée : C.P. Otero, D. Roussopoulos, Marty Blat et Yolande Cohen, tous membres de l'Anarchos Institute.

Deux thèmes importants furent l'objet des discussions de mardi : **Les femmes dans les luttes sociales et les prisons**. Je dis importants, et je pense aux anarchistes pour deux raisons distinctes, la première est que l'oppression de la femme dans la société hiérarchisée est encore, dans notre mouvement, traitée de façon idéaliste, c'est-à-dire que les anarchistes revendiquent la liberté absolue de l'individu et par conséquent celle de la femme, mais sans pour autant voir le comportement « machiste » des camarades. La deuxième raison, c'est parce que les prisons sont la conséquence de la lutte révolutionnaire et que les anarchistes ont toujours été traités comme « chair à prisons ». Participèrent au

premier thème : Federica Montseny avec une expérience extrêmement riche, plus « anarchiste » que « féministe » et Yolande Cohen, liée aux mouvements contestataires des années 70, plus « féministe » qu'« anarchiste » voire son intervention dans ce même numéro d'IRL.

Le sujet ayant trait aux prisons, fut présenté par Joaquím Rodriguez Suarez, de la Direction Générale des Institutions Pénitentiaires, Gonzalo Martinez Fresneda, avocat qui a dénoncé les tortures à Herrera de la Mancha et l'assassinat du camarade Agustin Rueda, Mateo Segui, avocat des nombreux camarades qui se trouvent en prison. Luis Andres Edo, militant confédéral, a également participé au débat pour faire part de son expérience personnelle sur la prison.

Le mercredi 12 eut lieu l'inauguration du VIe Congrès de la CNT qui perturba d'une certaine manière la Semaine Culturelle ; délégués, observateurs nationaux et étrangers, invités, se trouvaient dans la salle du Palais des Sports, près de Montjuich, il y eut une mauvaise information à propos de l'heure du débat sur le **Mouvement ouvrier et le procès historique de la CNT-UGT** qui avait lieu à l'autre extrémité de Barcelone.

Pablo Castellanos du PSOE qui devait présenter les positions de l'UGT n'était pas présent, ce qui obligea Gomez Casas à ne pas tenir compte de l'autre version contradictoire avec les points de conflits élaborés dans son intervention. Intervention basée sur l'histoire parallèle des deux organisations ouvrières.

Face à une salle bondée, C. P. Otero, linguiste, enseignant à l'Université de Los Angeles, étroitement lié aux activités de Noam Chomsky, ouvrit le débat sur **Nationalisme-anarchisme-universalisme**. Ce débat eut lieu le jeudi après-midi, Otero lut pour commencer un travail élaboré par Chomsky sur « Nationalisme d'Etat et nationalisme révolutionnaire » à partir de considérations sur le nationalisme juif, le sionisme et l'évolution de plus en plus autoritaire de l'Etat d'Israël. C'est Fernando Sabater, essayiste libertaire qui insista ensuite sur la reconnaissance à la différence des autres cultures, mais affirma en même temps le droit à la critique que nous avons tous, au nom des valeurs universelles.

Josep Termes, catalaniste et historien défendit les cultures nationales et le fédéralisme. Par la suite, l'auteur de cette rubrique combattit le point de vue national en tant que créateur de valeurs ethnocentriques et négatives qui assimilent l'étranger au mal. L'intervention de Daniel Cohn Bendit considéra le nationalisme tel qu'il se présente aujourd'hui et qui acquiert à certains moments des caractéristiques de lutte anti-impérialiste. Comme l'anarchisme et l'universalisme étaient la base idéologique de la majorité des participants, la discussion porta sur le contenu et sur les différentes nuances de termes qui varient en fonction du lieu qu'on leur donne dans l'appréciation de la réalité politique des états et des possibilités de lutte révolutionnaire.



- D. Cohn-Bendit (Photo IRL)

A la fin de la soirée du même jeudi, on passa une vidéo réalisée en Allemagne sur le « Bref été de l'anarchie ».

L'**individu, l'organisation et l'Etat** fut le thème du vendredi 14 et il réunit autour de la table Agustin Garcia Calvo, écrivain et linguiste contestataire, Cornelius Castoriadis, essayiste connu depuis l'époque de « Socialisme et barbarie » pour ses critiques sur la bureaucratie soviétique. Etaient présents aussi Otero qui présenta un nouveau texte de Noam Chomski et René Loureau sociologue de l'institution que connaissent aussi ceux qui lisent notre revue. Comme vous pourrez vous l'imaginer, les échanges verbaux furent vifs et contradictoires, vu que le problème du pouvoir dans l'institution de la société était à la base de toutes les interventions.

Et nous arrivons au samedi qui mit fin à cette Semaine Culturelle bien remplie, avec la présentation des problèmes que les dictatures militaires ont créé en Amérique Latine.

- C. Castoriadis (Photo IRL)





Nous eûmes l'opportunité de voir le matin, un film, sur un scénario de Oswaldo Bayer, *La Patagonie rebelle*, et aujourd'hui, lorsqu'on l'a vu, il est impossible de vouer les mérites de la dictature argentine. Ce terrible massacre des ouvriers grévistes de l'extrême Sud, perpétré par l'armée argentine dans les années 20, permit facilement de poursuivre le débat suivant, le soir, sur la *Répression dans le cône Sud*. Participèrent à ce débat Alberto Belloni, militant ouvrier auteur de plusieurs ouvrages sur le syndicalisme argentin, Oswaldo Bayer, journaliste et chercheur sur la répression dans la Patagonie, Colombo, les uruguayens ex-membres de la Communauté du Sud, Annibal et Raquel, un membre du comité de solidarité à l'Uruguay et H. Chumbita militante péroniste. On évoqua les antécédents historiques de la répression et la situation actuelle en Amérique Latine. Comme il fallait l'attendre, apparut immédiatement la profonde opposition entre anarchistes et péronistes,



de même que les différentes façons de voir la « Lutte de Libération Nationale ». Le contenu émotif de ces thèmes maintient un échange, pas toujours paisible, débat qui se poursuivit même dans la rue, au-delà de 10 heures du soir, lorsqu'on éteignit la lumière du salon.

Par manque d'espace, je ne peux pas dans cet article rendre compte des longues journées de débat que j'ai citées aux invités de la CNT qui ont animé les tables rondes. Je dois dire cependant que le succès de ces débats a été dû en grande partie à la participation constante et aux nombreuses interventions du public qui a rempli la salle tous les jours.

Nous avons dit auparavant que la *Semana Cultural Internacional* a été ponctuée par trois feux d'attractions, dont le troisième a été la projection du « cinéma historique confédéral ». Avec la collaboration de la Cinémathèque de la Catalogne cette manifestation comptait parmi d'autres films, de long mé-

trages et des documentaires de la période 36-39 produits par la CNT. Une des premières mesures révolutionnaires en matière cinématographique en 1936 fut la collectivisation du cinéma. A Barcelone, les deux studios de tournage les plus importants et le laboratoire Sebastini (aujourd'hui Fotofilm) passèrent sous la dépendance du Syndicat de l'Industrie du Spectacle. Au total on produisit 200 films qui, à la fin de la guerre furent confisqués par le franquisme. Ce fut une rétrospective intéressante qui peut faire méditer beaucoup sur l'évolution de cette période qui s'exprime dans la force révolutionnaire des premiers films documentaires et qui se limite ensuite à la « propagande de guerre » pour maintenir le moral de l'arrière garde.

Il y eut quelques autres activités annexes comme le théâtre et la chanson...

Eduardo Colombo

Féminisme ET Libération

Traiter du féminisme est chose complexe et propice aux ambiguïtés : je dois admettre que mon secret souhait est que vous ne déformiez pas mes propos pour en faire autant de chaînes... Le sujet fut suffisamment galvaudé pour ouvrir la voix à toutes les interprétations.

Car de quoi s'agit-il au juste quand on parle de libération des femmes, et de féminisme ? L'image immédiate, mythique et abondamment répandue est celle d'un amour enfin moteur des rapports humains, et comme le croyaient de nombreux anarchistes du tournant du siècle, il suffirait de répandre les moyens contraceptifs et de propager l'idée de l'union libre pour qu'enfin l'oppression de la femme soit abolie. Or nous voilà en 1983 : un siècle et demi après les luttes revendicatives des féministes anglo-saxonnes essentiellement pour l'obtention du droit de vote pour les femmes ; presque 30 ans après sa généralisation dans tous les pays occidentaux ; après 20 ans de développement des moyens contraceptifs féminins et le « problème » des femmes plus vivant et aussi fort que jamais. Ni la pillule, ni le vote ne furent déterminants pour les femmes ; moins du tiers des femmes occidentales vote et utilise un moyen contraceptif quelconque. Les autres... les autres font des enfants et s'abstiennent de voter. Attitude réactionnaire crie-t-on partout.

Les féministes bon teint ont revendiqué pour elle plus de participation poli-

tique, une meilleure information sur leurs droits et leurs devoirs de femmes, de citoyennes. Le détournement majeur de cette lutte c'est que l'Etat consente à se pencher sur ce problème épineux que sont les femmes dans la société : une idéologie nouvelle a depuis la 2e guerre mondiale permis aux femmes d'accéder à ce mirage de la réussite sociale : l'entrée dans toutes les professions ouvrant ainsi plus largement les portes d'une prison comme celle du travail salarié ! Intégrées de tout temps à la production économique générale, les femmes ont redécouvert avec inquiétude les bas salaires, les discriminations, les harrassements sexuels, les partis pris syndicaux et politiques ; cette fois, on avait le discours en plus ; les féministes nous l'ont fait connaître, à grands renforts au besoin de ruptures de partis de gauche dénoncés eux aussi comme machistes dans les années 70. Ce qui s'en suit est simple : puisque la société patriarcale ne leur permettait pas de jouer un rôle égal aux hommes, elle demanderont à l'Etat, arbitre de tous les conflits, d'intercéder en leur faveur et d'établir des quotas pour qu'il y ait plus de femmes élues au Parlement, une juridiction pour l'égalité des salaires, des crèches pour mettre en garde leurs enfants, etc. Ce recours à la providence de l'Etat n'est pas une des moindres ambivalences du Mouvement de Libération des Femmes, il en résume cependant assez bien l'évolution actuelle. La perplexité des femmes est grande devant l'intérêt qu'on leur manifeste d'en haut pour les encadrer, leur montrer le droit chemin. Jus-

7 • Yael (2)*

Que penses tu du congrès (janvier 83) qui vient de se terminer ?

Je ne suis pas très « autorisée » à t'en parler car mon syndicat n'était pas au congrès.

Pourquoi ?

Un plénium national a voté la création d'un timbre obligatoire « pro-congrès » pour financer le congrès. Ici dans la région catalane, nous étions contre ce timbre à cause de son caractère obligatoire. Nous y aurions souscrit s'il n'avait pas présenté ce caractère-là.

Ensuite, pour assister au Congrès, il fallait d'une part que les cotisations du syndicat soient à jour, et sans compter le timbre « pro-congrès » que devait posséder chaque affilié, il fallait aussi posséder deux timbres de l'A.I.T. (Association Internationale des Travailleurs N.D.R.). Le syndicat devait remplir des « crédenciales » où figuraient les noms des délégués et des observateurs (signés par le secrétaire du syndicat).

Avec ces « crédenciales » il fallait aller à la fédération locale de Barcelone avec en plus les carnets de la confédération de tous les délégués et observateurs pour pouvoir obtenir un laissez-passer, ce que nous avons considéré comme un manque de confiance envers les syndicats. Nous n'acceptons pas que des contrôles soient exercés sur les syndicats. Nous avons donc refusé de présenter les carnets.

Ensuite le timbre « pro-congrès » obligatoire pour tous au départ s'est transformé, à cause d'énormes problèmes, en obligations seulement pour les délégués. On a assisté alors à des choses drôles : des délégations se prétaient le timbre, ce qui n'était pas sérieux !

Après une journée d'absence du congrès, on nous a dit qu'il était possible de s'arranger, au moins au niveau de la Fédération Locale et du Comité Régional de Barcelone, mais le Comité National et son secrétaire en particulier était opposé à ce que l'on nous donne le droit d'entrée.

Tu en connais quand même les résultats, alors qu'en penses-tu ?

Quelques mois avant le congrès, nous avons commencé à nous inquiéter sur ce qui pouvait en résulter, vu que deux positions très opposées co-existaient : l'une pensant que jusqu'à maintenant la CNT n'a pas réussi à s'implanter peut-être parce qu'elle ne participe pas aux élections syndicales et par conséquent elle devrait participer aux élections des comités d'entreprise ; et l'autre que le manque d'intérêt pour la CNT ne vient pas de là et que de toute façon participer aux élections syndicales et entrer dans les comités d'entreprise serait déjà s'intégrer dans le système.

Personnellement et en accord avec mon syndicat je pense que si nous acceptons de participer à des organismes qui nous intègrent dans la pratique de l'Etat et du patronat, nous n'aurions plus de raisons d'être en tant que syndicat anarcho-sindicaliste. Nous deviendrions un syndicat de plus comme C.C.O.O. et U.G.T.. L'histoire nous a montré tous les aspects négatifs de cette participation. De toute façon cela ne résoudrait pas les problèmes des travailleurs, car le fait de participer à un Comité d'Entreprise ne veut pas seulement dire que les travailleurs ont voté pour toi, mais qu'il faut y être actif.

qu'aux rapports sexuels, refuge suprême de l'individu, ils seront codés, vérifiés, mesurés par des équipes de spécialistes qui indiqueront la fréquence, la manière, les façons dont ils doivent se dérouler (Master's & Johnson, Rapports Hite, Dpts. de Sexologie,). Bref, on peut se demander si cette libération des femmes n'est pas illusoire et si elle ne remplace pas le contrôle d'un homme (son mari, son amant, son compagnon) par celui de l'Etat (de tous les hommes ?). Il me semble qu'à cette description quelque peu critique du mouvement féministe des années 70, je dois ajouter quelques nuances sinon rectifications. C'est que dans la foulée de cette levée de boucliers, contre la société machiste, apparaissent aussi les subassements d'une revendication non pas de l'Egalité à tout prix mais d'une reconnaissance de l'existence profondément différente des femmes. Niée par le mouvement égalitaire, parce que fondant et justifiant l'oppression des femmes, cette affirmation de la différence des femmes prend désormais l'allure d'une reconnaissance de l'existence d'une autre façon d'être, de vivre, de penser.

Je ne peux m'empêcher de voir dans l'abstention massive des femmes à la participation politique, une façon pour elles de résister à l'emprise d'un jeu qui ne les intéresse guère. Pourquoi devrait-on dire d'elles qu'elles sont a-politiques parce qu'elles ne votent pas et des autres, ceux qui « refusent » de voter qu'ils ont une autre conscience que les dés de la démocratie sont truqués ? Pour preuve que les affaires civiques intéressent les femmes c'est leur participation effective à tous les réseaux d'action municipale, éducatifs et sociaux de leur région : les femmes y sont en plus grand nombre. Nous découvrons aujourd'hui qu'elles ont développé des modes de sociabilité informels et durables, hautement valorisés aujourd'hui par une certaine mode, mais dont on attribue rarement le crédit aux femmes. Vivant dans un quotidien fait de ruses et de résistance, les femmes ont développé des moyens plus sûrs et plus durables qu'une politique aléatoire, pour exercer leur influence sur la société. Sans parler du contrôle plus ou moins grand qu'elles détiennent sur la reproduction et l'élevage des enfants - sujets délicats car

hautement soumis à l'emprise de l'Eglise et de l'Etat - elles détiennent les ficelles d'une transmission directe des savoirs domestiques, font et défont les alliances et pouvoirs des hommes par la médisance, les ragots et les bavardages, marquent enfin de façon indélébile, toute l'évolution du quotidien. Il s'agit désormais d'apprécier à sa juste valeur le rapport entre influence sociale et autorité politique. Il est évident qu'une échelle de valeur existe. Je n'ai pris que ces quelques exemples pour indiquer comment on peut faire désormais une relecture de la participation des femmes à la société à partir du moment où on les libère du joug de la lutte sacro sainte contre l'oppression et qu'on leur donne une place à part entière dans le fonctionnement social.

On peut presque conclure cette vision idyllique en disant qu'elles ont été les précurseurs de l'anarchisme, avant la lettre puisqu'elles pratiquaient sans le dire le mode de regroupement bénévole, fluide, informel, le refus de vote, etc.

Si je laisse à votre libre choix la façon de conclure, je dirai pourtant pour finir qu'aujourd'hui le problème qui me semble essentiel c'est l'élaboration des modalités du rapport homme/femme ; devons nous appréhender l'éternel conflit qui existe entre les sexes comme ne se posant pas uniquement en termes de pouvoirs de l'un sur l'autres ? Car s'il est une chose qui est utopique c'est de croire en l'égalité entre les sexes. La recherche/conquête de l'égalité ne peut qu'aboutir en la prise de pouvoir d'un sexe sur l'autre « en attendant » d'être réalisée.

Il me semble plutôt que révéler l'existence du conflit permet qu'il existe entre hommes et femmes nous permet d'entrevoir dans leur transformation, les changements sociaux.

Yolande COHEN
Barcelone - janvier 82

Ce texte d'humeur renvoie quant à ses assertions et propositions à une recherche que je mène sur la transmission des savoirs/pouvoirs par les femmes au XXe siècle depuis quelques années à l'université. C'est pourquoi elles ne sont pas plus étayées ici.

Or, toute action à partir des C.E. est impossible en dehors des limites que nous impose le patronat.

De plus, l'impossibilité d'élire des délégués révocables à tout moment, et la mise à l'écart des assemblées générales, créent des élites ouvrières privilégiées et une non-communication entre la base et le sommet.

Vous accepterez quand même les décisions du VI Congrès ?

Oui. Même si pour l'instant le problème principal sur la stratégie syndicale (élections) a été mis de côté en attendant le nouveau congrès, aussi avec l'espoir que le gouvernement socialiste adopte de nouvelles lois. Il semble qu'il soit en faveur des sections syndicales, non comme nous les concevons mais peut-être à partir de là nous pourrions voir les choses plus clairement car ces nouvelles lois prévoient que la section syndicale pourrait négocier directement avec le patronat si elle est représentative. Ceci nous intéresse car nos sections syndicales sont représentatives mais non reconnues jusqu'à présent. Donc, le problème des élections syndicales ne se posera plus.

* La première partie de cette interview est parue dans le numéro 49 de I.R.L.

Parallèlement au VIe congrès, ici à Barcelone s'est déroulée la semaine culturelle libertaire à laquelle ont participé beaucoup de gens. Est-ce que ce sont des militants de base, des étudiants ou autres qu'y ont participé ?

Cela dépendait des débats, mais il n'y a pas eu une très importante participation de la base. Cela a plus touché, j'allais dire, l'intelligentsia, non, ce n'est pas vraiment ça, mais enfin les étudiants et les gens plus ou moins intellectuels de la confédération et non, ont été les plus nombreux.

Lors de la discussion sur l'Amérique Latine, il y en a eu beaucoup, ainsi qu'à celle concernant l'organisation, l'individu et l'Etat, au moins au début, car ensuite le débat est devenu si universitaire que les gens sont partis. C'était intéressant, mais non conçu pour la base de l'organisation. De plus, les conférences se tenaient à des heures (12h-17h) lors desquelles normalement les gens travaillent.

Enfin, pour moi comme pour d'autres, cela a été l'occasion de rencontrer des gens venus d'ailleurs, d'échanger des impressions, de prendre contact au niveau international et plus solidement que nous ne l'avions fait jusqu'à maintenant. Tout cela est positif.

Vous logez dans un local (environ 400 m2) de la mairie, est-ce que vous payez un loyer ? Avez-vous des subventions ?

Lors d'un incident survenu dans nos anciens locaux à la suite d'un feu éclaté dans un appartement situé à côté de notre local, nous demandions à la mairie des locaux pour pouvoir sécher le matériel. En effet suite à l'intervention des pompiers nos locaux furent inondés. La mairie pour faire sécher notre matériel nous alloua ces locaux que nous occupons toujours et cela depuis trois ans. Nous pensons y rester encore quelques années (4 ou 5) car par la suite ils seront transformés en musée. Nous ne payons pas de loyer, ni d'électricité. En plus la Generalitat (gouvernement Catalan NDLR) nous donne 250 000 pesetas par an et l'aide d'une bibliothécaire, à condition que nous ouvrons tous les jours et que l'entrée soit gratuite.

Outre les locaux, la mairie, et cela après l'incident nous a donné 150 000 pesetas avec lesquelles nous avons acheté livres, machines, etc...

Ce centre de documentation fait partie de la fédération Internationale des Centres d'Etudes et de Documentation Libertaires. Une réunion de cette fédération s'est tenue les 24 et 25 octobre à 1982 à Barcelone. Pour en savoir davantage consultez le bulletin n. 19 du Centre de Propagande et de Culture Anarchiste, B.P. 21 - 94190 Villeneuve St. Georges.

(1) L'adresse est : C.D.H.S. Ateneo Enciclopedia Popular Montalegre, 5 Barcelona 1 Apartado 22212

9 • Miguel

Miguel Chicano de 22 ans adhère au syndicat des métaux (de la CNT). Il en est venu aux idées libertaires avec quelques camarades de son quartier. Il participe à l'Ateneo ENCI-CLOPEDICO dont une des principales activités est le « Centre de documentation Historico-Social » (1).

Je l'ai rencontré le jour après la fin du Congrès de la CNT du mois de janvier, il lisait dans une des immenses salles de cet Ateneo...

Comment as-tu connu l'Ateneo ?

A travers la presse confédérale. Au début je suis venu par curiosité et pour consulter des livres. Ensuite ils m'ont fait entrevoir la possibilité d'être adhérent et d'y travailler. Ce centre a été conçu par des gens autonomes, libertaires, anarchistes, marxistes qui avaient pour objectif la création d'un centre de documentation libertaire, mais aussi de politique en général, et cela dès l'époque franquiste et donc dans la clandestinité. Plus concrètement il s'est constitué après une assemblée tenue en 1978.

Comment fonctionne-t-il actuellement ?

Dans les statuts de l'association il est spécifié que le Centre diffuse les idées sociales à travers l'Ateneo et qu'il comporte un centre d'archives et une numérotique qu'il est possible de consulter librement.

Il y a 68 adhérents et parmi eux certains apportent un soutien financier par leurs cotisations. Ils font aussi un travail concret au Centre.

Quelles sont les activités du Centre ?

La classification du matériel, des expositions sur des thèmes historiques ou actuels et des conférences-débats.

Les trois prochaines expositions seront centrées une sur la carte postale de Barcelone, une autre en coïncidence avec l'anniversaire

de la mort de Salvador Seguí qui aura pour thème le syndicalisme à Barcelone de 1917 à 1923, et la troisième se déroulera en même temps que les rencontres internationales libertaires prévues pour le mois de juin toujours à Barcelone. Celle-ci sera consacrée à l'anarchisme dans la péninsule ibérique, depuis la 1ère internationale à 1934.

Le congrès extraordinaire de la CNT-AIT, la *historica*, s'est donc tenu les 31 mars et le 1 - 2 - 3 avril.

J'ai lu quelques quotidiens espagnols mais il n'y avait pas grande chose. De plus, *Diario 16* (quotidien de gauche), le premier jour, a fait un scoop en publiant un très grand article, non sur les problèmes et les idées de la CNT, mais sur les accusations du P.C.C. (Partido Comunista Catalan), scission pro-soviétique du P.S.U.C. (Partido Socialista Unificado Catalan), contre la CNT. En fait, ce syndicat anarchiste (*Diario 16* du 31-03-83) selon le P.C.C. est infiltré par des éléments d'extrême droite pour mener des actions violentes...

Le 5 avril, ce même quotidien, dans son éditorial en page 2, après un papier qui attaque le P.N.V. (Partido Nacionalista Vasco) et l'accuse de connivence avec les terroristes de l'E.T.A... , titre: **ADIOS A LA CNT**. Dans les 22 lignes consacrées à l'événement (il n'y a pas plus d'informations dans les pages intérieures), il affirme que la «vieja guardia» ayant gagné contre les propositions des jeunes, la CNT a signé sa condamnation à mort...

Muchas gracias, colega!

A la lecture de ce papier j'ai été un peu étourdi. J'ai pensé alors à téléphoner en Espagne, à Yael (militante du syndicat du textile de Barcelone) pour mieux comprendre la situation et en faire un bref compte-rendu.

Elle m'a dit que cette fois pour ce congrès extraordinaire (voir le dossier sur la CNT dans le numéro 49 de I.R.L.) son syndicat a participé aux travaux, et elle en était une des déléguées.

Tandis que tous le monde s'attendait à une majorité pour les élections (en janvier lors du Congrès ordinaire sur ce fameux point 8-11 - Représentation syndicale et négociation collective - un vote très majoritaire (80 %) s'était exprimé en faveur des élections) le resultat a été finalement contraire. Entre 65 et 70% se sont exprimés contre la participation aux élections des C.E.

Face à cette nouvelle majorité et pour éviter une fracture entre les deux «positions», il a été décidé de laisser 15 mois de temps à ceux-celles militant(e)s de la CNT. élus aux C.E. pour en sortir (le syndicat de Yael avait proposé 6 mois!).

Rien n'est résolu, donc, car il y a des syndicats, comme celui des banques de Madrid, qui sont décidés à ne pas respecter les accords...

De plus, le secrétaire actuel du C. N. de la CNT, A.P. Canales (36ans), est favorable à la participation aux élections (position minoritaire), et il sera difficile pour lui de défendre publiquement la position majoritaire...

Toujours selon Yael, qui était encore sous la pression de «cette dure semaine», il y a des espoirs pour la CNT. Par exemple, les syndicats métallurgistes de Barcelone et Madrid ont vu leurs nombre d'affiliés augmenter après avoir exprimé leurs position contraire à la participation aux C.E.

Enfin Yael, avec qui il n'était pas facile de parler au téléphone, m'a promis d'écrire un article plus fouillé pour le prochain numéro d'I.R.L., et a ajouté que finalement la CNT a sauvé la face, évité une scission, mais que les mois à venir seront très dures.

L'autre CNT, la *renovada*, attendait avec beaucoup d'intérêt les conclusions de ce congrès extraordinaire... que fera-t-elle maintenant? Mimmo

4

QUATRIEME VOLET DE NOTRE DOSSIER SUR
LE MOUVEMENT LIBERTAIRE DANS LES ANNEES 80.
DEUX PETITS TEXTES QUI TRAITENT LE PREMIER
DE LA QUESTION SYNDICALE ET LE SECOND
QUI EST UNE REPOSE A L'ARTICLE « REFLEXIONS
ANTI-ECONOMIQUES », PARU DANS LE NUMERO
PRECEDENT DE NOTRE REVUE.
A SUIVRE ?

La question syndicale

Le mouvement anarchiste bénéficie, fait unique dans son histoire, de la conjonction de deux tendances propices à un regain d'influence. La première, c'est le renouveau de la pensée libertaire depuis la fin des années 60. La seconde, plus récente, c'est la perte de substance et le déclin du marxisme en tant que concept « scientifique » comme parmi les organisations et les militants qui s'en réclament.

Cependant, il semble qu'il n'y a aucun rapport entre ces deux phénomènes car l'anarchisme se développe de manière diffuse, investissant plus le champ culturel que le champ social. Sa pénétration dans le mouvement ouvrier et les couches populaires reste faible et marginalisée. Ceci, bien sûr, trouve son explication dans notre propre histoire : tendances individualistes, culturelles, voire élitistes, éléments marxistes...

Les anarchistes, divisés, éparpillés, minoritaires, malgré la situation favorable, ne peuvent prendre une part active et autonome dans les luttes car il leur manque l'outil indispensable d'entraide et d'organisation qu'incarne l'anarcho-syndicalisme, et sans lequel la force de proposition qu'est le fédéralisme se trouve reléguée au rang d'idée généreuse mais utopique.

Malgré un débat théorique quasi-per-

manent, ponctué de tentatives éphémères, la question n'a jamais été résolue.

Qu'en est-il dans les faits ?

Certains compagnons pensent que cela est dépassé et ne correspondrait plus aux exigences du moment.

D'autres pensent qu'il est prématuré d'en débattre et attendent des jours meilleurs.

D'autres encore que la grande CNT existe et qu'il ne reste plus qu'à s'y affilier, en opposition avec ceux qui considèrent que la CNT est un édifice creux.

D'autres, enfin, se sont installés dans les syndicats réformistes et pensent y jouer un rôle important, tout en étant rarement dupes de ce qu'ils y laissent.

Une chose est claire : quelque soit le discours, les anarchistes cautionnent par leur présence et leur action, les syndicats réformistes, ou, pour les plus « purs », végètent dans l'ombre à l'affût d'un mouvement de rupture authentiquement radical.

Apparemment, chacun campe sur ses positions et toute entente semble impossible.

Pourtant il suffit de quelques débordements mal maîtrisés par les bureaucrates syndicaux pour que les anarchistes pointent l'oreille et s'agitent ; que quelque section syndicale autonome vienne à se créer et on les voit prêts à s'emparer de l'événement, n'hésitant pas à soutenir ces initiatives.

Y aurait-il contradiction entre ces deux comportements ?

Pour notre part nous ne le pensons pas, nous dirions même qu'il traduit une conception saine de l'organisation.

La question syndicale ne peut-être résolue sur la base d'un programme unificateur mais sur la base de pratiques réelles. Si d'aventure la première hypothèse était retenue, cela se traduirait aujourd'hui par le regroupement, au mieux de quelques milliers d'anarchistes loins des terrains de lutte et sans capacité mobilisatrice.

A l'inverse, en favorisant et en s'appuyant sur les expériences vécues et viables, en prise directe avec la réalité, nous posons les jalons d'une véritable centrale anarcho-syndicaliste. Ce que nous proposons, c'est, par des structures souples, de rendre efficace ce qui se réalise déjà à l'état embryonnaire. Si, en ce qui nous concerne, nous posons le problème dans le secteur santé, il va sans dire qu'il pourrait s'étendre à tous les secteurs d'activité.

Nous proposons donc la création dans chaque branche d'une coordination de tous les anarchistes qui le désirent, quelque soit leur opinion. Cette coordination, cadre informel, aurait pour but, dans un premier temps, de rompre l'isolement, d'être un lieu de réflexion, de confrontation d'idées et d'entraide. Nous disons cadre informel, car il ne s'agit pas de créer un lieu d'affrontement et de polémique stérile, mais un lieu d'activités pratiques sans pouvoir décisionnel.

Dans un second temps, si les compagnons le désirent, le but de ces coordinations serait d'aider la création, là où c'est possible de sections syndicales autonomes et d'œuvrer, par un vaste réseau de propagande et de solidarité, à ce qu'elles puissent être viables.

L'intérêt d'une telle coordination serait de pouvoir ressembler toutes les énergies, toutes les fraternités, sans que cela implique aux compagnons de rompre avec leurs pratiques respectives, ou même, de souscrire totalement aux expériences réalisées. En retour, nous pensons que les possibilités offertes par des syndicats pratiquant l'action directe, avec moins de risque de répression, de marginalisation ou même de récupération, serait un apport déterminant pour l'ensemble du mouvement anarchiste.

Coordination Santé :
c/o Max Nettlau
15 rue Gracieuse
75005 Paris

Note d'IRL

Il y a quelques années la C.N.A.S. (Coordination Nationale des Anarcho-Sindicalistes) avait tenté une sorte de regroupement de tous les anarchistes militants dans des structures syndicales (réformistes ou anarcho-syndicalistes). L'intéressant serait aussi d'analyser les raisons de l'échec de ce regroupement.

l'autoflagellation

CONTRE

Dans le dernier numéro d'IRL, le groupe Benevento soulève le problème des rapports de l'homme à l'économie. Projet ambitieux et certes intéressant, mais qui n'a certainement pas le mérite de l'originalité

Mais avant d'entrer plus dans le détail, à propos de ce texte qui révèle un grand nombre de lacunes, disons le tout de suite : la simple présentation du texte nous a déjà braqué par le fait même de sa formulation. Règlons lui donc un sort tout de suite : réduire le militantisme à la FA, à un simple combat de « colle affiche et de gueule slogan » nous semble pour le moins déplacé et relever de l'insulte la plus basse et la plus misérable. Les adversaires traditionnels de la FA ont largement mieux fait en leur temps, et force est de reconnaître que, à défaut de justesse, leurs arguments avaient un peu plus de style et de profondeur. Nous n'avons jamais tenu les calomnies et les insultes pour des arguments de choc, et il ne nous semble pas que de tels propos soient à l'honneur de ceux qui les utilisent.

Pour ce qui est du texte proprement dit, l'ésotérisme et l'intellectualisme du langage employé ne doit pas faire illusion : le problème soulevé est loin d'être nouveau, il est même aussi vieux que le mouvement anarchiste.

Soyons clairs : après l'article du groupe Benevento « Réflexion anti-économique », nous ne voyons toujours pas où ces camarades veulent en venir et on ressort de l'article le ventre aussi vide qu'on y était entré.

On nous y explique en gros que les sociétés modernes ont été menées par l'économie qui a dirigé ces sociétés ; on nous parle aussi que le mouvement socialiste et le mouvement anarchiste se sont fourvoyés dans ce culte de l'économie, développement économique considéré comme libérateur pour l'homme et participant à la marche de l'homme vers son émancipation. Si ceci n'est pas tout à fait faux en ce qui concerne le mouvement socialiste, il faut quand même se rappeler que le mouvement anarchiste a toujours au contraire prôné l'adéquation de la production économique avec les besoins REELS de l'homme. C'est la consommation réelle et utile de l'homme qui devait orienter la production des biens et non l'inverse, comme c'est le cas des sociétés industrielles capitalistes. Cette nécessité d'une production économique à la mesure des besoins réels des hommes, le mouvement anarchiste l'a toujours affirmée et c'est loin d'être une nouveauté. Ensuite, rappelons que contrairement au marxisme, pour qui les rapports de production sont les éléments moteurs et déterminants des sociétés, l'anarchisme a toujours in-

posant la société (culturels, idéologiques...) étaient également bien présents.

Même si nous ne saurions privilégier la chose économique au détriment de l'idéologie du culturel, il ne saurait être question non plus de reléguer l'économie au second plan de nos préoccupations.

Nous vivons dans une société donnée avec des individus donnés qui sont, qu'on le veuille ou non, les produits de cette société. Et s'il doit y avoir une transformation révolutionnaire de la société, elle s'opérera non pas avec un homme idéal tombé de la planète Mars, débarrassé de tous les vices de ce monde pourri, mais avec les hommes tels qu'ils sont aujourd'hui, ou presque. On sait bien que l'on ne déclenche pas les mouvements révolutionnaires ; ils surgissent le plus souvent pour des faits complètement imprévus, voire même parfaitement secondaires, et force est faite aux militants révolutionnaires de plonger dans ce mouvement, de le pousser le plus loin possible vers les idées qui sont les leurs. Qu'est-ce que cela implique en fait, concrètement ? Tout simplement qu'il faudra bien refaire tourner la machine économique, dans les jours qui suivront un éventuel soulèvement social, que tout bêtement les gens ne sont pas prêts à se passer de ce que nous, nous définissons comme des conneries illusives et qu'il faudrait même certainement continuer à produire, au moins dans un premier temps, un certain nombre de ces conneries. D'ailleurs, au passage, qu'est-ce qui aujourd'hui, est superflu et ne l'est pas ? Nous doutons fort d'un accord entre nous sur cette question. Et personne, et surtout pas les anarchistes, n'auront à imposer une conception des besoins humains.

Autogérer le complexe industriel actuel est une illusion ?

Il faudra pourtant bien, dans un premier temps que cela se fasse, bon an mal an, quitte ensuite à ce que les travailleurs des industries concernées dans leurs groupements, dans leurs fédérations, simplifient ou suppriment les aberrations technologiques inhérentes au système capitaliste et étatique.

Alors, en fait, au lieu d'ergoter sur l'économie, moteur ou non d'une société sur le fait que si l'économie avait effectivement une place importante dans la société, les autres éléments com-

té qui dépend ou non d'elle, il vaudrait beaucoup mieux que déjà, à notre niveau, individuel même, on se pose le problème de notre propre consommation, qu'on balaye un peu devant sa porte, comme dirait l'autre. L'économie, le mouvement anarchiste l'a depuis longtemps remise à sa place, actualisée, assez souvent maladroitement d'ailleurs, par le mouvement écologique de ces dernières années.

Définir nos besoins réels, réfléchir effectivement sur les rouages technologiques et technocratiques qui complexifient inutilement l'économie et les rapports de l'homme à cette économie, bien sûr. Quant au reste, cela sent le réchauffé.

Rappeler ceci n'est pas se fermer les yeux sur les nécessités pour le mouvement anarchiste d'actualiser ses analyses à partir de la société moderne dans laquelle nous vivons aujourd'hui. C'est ce que, à notre niveau, nous avons d'ailleurs tenté de faire au groupe FA d'Angers, sur les problèmes de l'énergie, et plus précisément sur le problème posé par l'utilisation de l'énergie électronucléaire (Cf brochure et montage audiovisuel).

Avant conclure, juste un petit mot au passage, sur le débat en cours dans IRL à propos de l'anarchisme aujourd'hui. Il n'est bien sûr pas niable que le mouvement dans son ensemble devrait aborder d'une façon plus sérieuse un certain nombre de problèmes de fond : l'énergie, l'informatisation, le Tiers-Monde, etc... Ça c'est un point. Maintenant, nous refusons de participer à l'autoflagellation généralisée développée par nombre d'articles sur les carences du mouvement, sur l'incapacité des anarchistes à ceci ou à cela...

Ça culpabilise dur les mecs. Si nous sommes effectivement pour une remise en cause de nos pensées et de nos actions quand cela s'avère nécessaire, il ne faudrait pas pour autant que cela tourne à la manie obsessionnelle. Si une partie des problèmes et du manque d'impact du mouvement anarchiste provienne d'un manque d'analyses et de propositions d'actualités, une autre partie, et balaise même, provient tout simplement du fait du manque patent d'intervention des anarchistes sur leur lieu de travail ou dans leur quartier. Il est souvent plus facile de palabrer des heures sur le sexe des anges que de se prendre par la main pour faire de la propagande et militer sérieusement là où on est, pour nos idées.

Mais nous allons retomber dans le colle affiche, alors on préfère s'arrêter là.

Salut à tous
Groupe F.A. d'ANGERS

Nous avons hésité avant de publier le texte qui suit. Non pas à cause de son argumentation qui pose des problèmes intéressants, même s'ils ont déjà été évoqués, mais, à plusieurs reprises, nous avons déjà dit que nous ne voulions pas qu'IRL serve d'organe à des polémiques, mais de lieu de discussion entre les différents groupes.

Cependant, le délai étant trop court pour faire part aux copains qui nous ont envoyé ce texte, de nos réserves, nous avons décidé de le passer tel quel, en souhaitant que soit pris en compte son aspect d'argumentation, et non son aspect polémique.

GROUPE BAKOUNINE GDANSK PARIS GUATEMALA SALVADOR

CHERS CAMARADES
 CI-JOINT L'INTERVIEW INTEGRAL DES
 HOOLIGANS INTERNATIONALISTES (CBGPCS).
 PARUE SEULEMENT EN PARTIE DANS LIBERA-
 TION DU 15-2-83 AINSI QUE L'ENSEMBLE DES
 COMMUNIQUES.
 EN VOUS FAISANT PARVENIR CES TEXTES
 NOUS POURSUIVONS 2 BUTS :
 - BRISER LE MONOPOLE DE L'INFORMATION
 - SPECTACULAIRE DES GRANDS MEDIAS : LIBERA-
 TION, LE MONDE, RADIOS, TELE...
 - SUSCITER UN DEBAT CONTRADICTOIRE AU
 SEIN DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE.
 EN ESPERANT QUE VOUS Y REPONDREZ, RECE-
 VEZ NOS SALUTATIONS ENRAGEES.
 ENVOIS EFFECTUES :
 FRANCE : CLASH
 SANS FRONTIERE
 COURANT ALTERNATIF
 LUTTER
 REBELLES
 MONDE LIBERTAIRE
 LE FRONDEUR
 ACCRA
 I.R.L. LYON
 BELGIQUE : POUR
 ESPAGNE : C.N.T.
 BICICLETA
 SUEDE : COMUNIDAD
 SUISSE : C.I.R.A.
 HOLLANDE : INSTITUT
 D'HISTOIRE SOCIALE
 R.F.A. : TAGESZEITUNG

Debut mars, nous avons reçu un courrier du « Groupe Bakounine Gdansk Paris Guatemala Salvador » comprenant huit communiqués ainsi qu'une auto-interview.

Le Groupe Bakounine etc... a revendiqué plusieurs attentats contre diverses sociétés, toutes liées économiquement à certains pays choisis pour leur politique de répression, d'impérialisme et d'exploitation du Tiers Monde: la Pologne, l'URSS, les USA, le Chili, l'Afrique du Sud, l'Argentine... et la France (pour ses exportations d'armes vers les pays du Tiers Monde). La presse s'est abondamment fait l'écho de ces attentats, insistant lourdement sur les destructions occasionnés par ceux-ci. Jusqu'à Libération qui a publié le 15 février 1983 une partie de cet interview.

Nous en passons l'intégralité, sans suivre pour autant totalement leur analyse. Il nous semble important d'écouter ce que ce groupe veut nous dire, même si nous trouvons que cette auto-interview est superficielle, claironnante et si les questions et les réponses sont trop bien préparées. Quoiqu'il en soit il n'est pas possible de réellement faire une interview de ce groupe; nous les laisserons donc parler.

IRL

En ce qui concerne le questionnaire, il est évident que nous ne répondrons pas à certaines questions qui relèvent carrément de préoccupations policières, et il est surprenant (!!!) que Libération se prête à ce jeu.

« Nos défaites d'aujourd'hui ne prouvent rien, sinon que nous sommes trop peu nombreux dans la lutte contre l'infâmie. Et de ceux qui nous regardent en spectateurs, nous attendons qu'au moins ils aient honte ». (Bertholt Brecht).

20 Dec. 1982 : une semaine après le coup d'état militaire en Pologne, explosion d'une société polonaise de transports Botrans. Naissance du G.B.G.P.. Nous saluons au passage la prestation d'une colonne Donbrowski qui s'attaqua à un concessionnaire automobile soviétique, ainsi qu'aux « éboueurs » qui rendirent au gazon du P.C.F., les poubelles de l'histoire.

10 Jan. 1982 : destruction d'une société d'état polonaise Metallex France, d'une société américaine ESMIL, des bureaux commerciaux d'une société de bijouterie soviétique (SLAVA) rue Beaubourg. La presse à ce moment passa sous silence l'histoire de son P.D.G. (ancien ambassadeur de France à Moscou, décédé le même mois).

11 Jan. 1982 : G.B.G.P.G.S. : Guatemala et Salvador sont rajoutés à Gdansk Paris. Complète destruction de la Lanchile (compagnie aérienne chilienne), et de la Sansinea, compagnie à capitaux argentins d'importation de viande. Un incendie détruit une filiale d'I.T.T., rue Lafayette.

14 Fev. 1982 : une multinationale américaine Bendix, et une société minière colombienne Acieras Paz Del Rio, perdent leurs bureaux après deux explosions dans le 8e arrondissement.

1er Nov. 1982 : la bijouterie soviétique SLAVA (Bd. St. Martin), perd sa devanture et des bijoux, mais gagne le devant de la scène médiatique grâce à son P.D.G. Dejean, ancien ambassadeur à Moscou. La presse se déchaîne pour narrer les ravages que font les blondes du K.G.B.

19 Nov. 1982 : les travaux de réfection et de protection de Outspan organisation (Afrique du Sud), rue de la Victoire, viennent de s'achever ce jour. Portes blindées interphones, caméras n'auront vécu que quelques heures, ainsi que l'ensemble des bureaux. Cinq minutes auparavant, une société Promochimie (8e arrondissement) représen-

tant des intérêts sud-africains fait appel aux pompiers pour éteindre un incendie provoqué par les « hooligans ».

21 Nov. 1982 : une explosion frappe les bureaux de la Coframet, compagnie française des métaux (8e arrondissement), qui fournit des prestations de service et de personnel aux racistes sud-africains.

26 Déc. 1982 : désireux de recentrer leurs actions sur la France, les hooligans s'en prennent au citoyen Empain, marchand de canons.

29 Fév. 1983 : à suivre...

Etes-vous nombreux ?

En chaque individu sommeille un hooligan.

Qu'est-ce qui vous a poussé à engager cette lutte ?

Le coup d'état de Krasuselski en Pologne a démontré une fois de plus que toute velleité d'organisation autonome, même majoritaire dans un pays, est systématiquement réprimée par le pouvoir. Pour nous, le meilleur moyen d'aider concrètement les travailleurs polonais nous a paru d'attaquer les intérêts économiques de la classe dirigeante des états polonais et russes. De même la situation des peuples latino-américains justifie toute intervention sur les intérêts U.S..

Pourquoi choisir le terrorisme comme forme de « propagande » et d'expression politique ?

Le terrorisme est une appellation du pouvoir (et en France, elle date du pouvoir Pétaniste) pour stigmatiser toute opposition illégale. Les résistants français puis algériens ont été des « terroristes ». La réponse des gouvernements aux « terroristes » à toujours été une politique de prise d'otages ; directe pendant la dernière guerre, indirecte aujourd'hui à travers les médias qui insistent pour faire croire que tout le monde est visé d'une action violente.

Que ceux qui sont opposés à la violence n'oublient pas que chacun est complice de la violence exercée en son nom par les gouvernements. On nous intoxique sur la violence formelle d'individus ou de petits groupes (forcenés ou hooligans) mais l'Etat baptise « devoir civique » la violence d'une guerre avec des millions de morts. Et que dire de la violence normalisée du travail salarié, de l'école, de l'armée, de la justice, de la publicité et de Guy Lux.

N'est-ce pas incarner le rêve terroriste cher à la droite et à toutes les forces de répressions ?

Libération aurait-il oublié que Mitterrand est un ancien ministre de l'intérieur.

et que les « gauches » s'illustrent régulièrement par des répressions aussi féroces que les « droites » contre les travailleurs : grèves de 46 dans le Nord, création des C.R.S., répression de Sétif en 45, bombardement d'Haiphong en 47. Aujourd'hui, le P.S., avec la création du fichier « anti-terroriste » et la promotion du criminel Broussard (l'assassin de Mesrine), est le changement de la continuité.

Au fond, le terrorisme n'est-il pas désuet, inutile et dangereux ?

Devons-nous attendre que Libération ou un autre journal reflet de la mode consacre comme « bon-chic-bon-genre » le fait de poser des bombes, pour s'exprimer ?

N'est-ce pas tout simplement permettre à l'Etat de renforcer le pouvoir policier sans en tirer le moindre bénéfice politique ?

Le concept de « bénéfique politique » est cher à tous ceux qui veulent le capitaliser pour des buts politicards classiques. Le pouvoir policier se rentre de façon autonome par et pour la survie de l'Etat. Bien au contraire, toute lutte radicale affaiblit ce pouvoir. La destruction de biens, bureaux, représentations économiques, ou lieux de fabrications nuisibles est très simple à réaliser. Si des individus veulent se transformer en « hooligans internationalistes » à peu de frais, l'essence, pour un rapport qualité-prix reste très abordable. L'incendie provoque des dégâts longs et coûteux à réparer (circuits électriques, fichiers, commandes, etc...). Les explosifs se fabriquent ou se volent. L'intérêt de ce moyen d'expression est dans un premier temps de nuire à ceux que l'on vise, puis d'obliger les médias à parler de ceux qui sont visés et de révéler un peu leurs activités, en troisième lieu de faire passer un message qui sera reçu par des milliards de personnes.

Quels sont vos buts ?

Etablir un seul mode économique défini par la production industrielle (productivité-consommation) comme fin et fin de la vie sociale, lie économiquement et de façon irrémédiablement les peuples entre eux, soumet les « petits » aux « grands », et permet aux grandes puissances le contrôle de la planète. Pour pouvoir perdurer, le régime s'appuie sur des valeurs territoriales universelles (propriété, connaissance des pouvoirs et de l'accumulation de biens) et sur le respect des différences des états antagonistes. Les régimes politiques « d'échanges commerciaux » en équilibre (U.R.S.S.-Iran, U.R.S.S.-Afrique) sont des exemples ne marchant pas. En 70, la livraison de pétrole à l'Espagne française provoqua une grève de mineurs.

Le régime est, rideau de fumée, la mise en place du mode de production de l'homme-blanc-cra-

vaté) ne peut se faire que par le génocide physique et culturel de tous ceux qui ne veulent pas se soumettre. Cette universalisation passe par l'imposition d'un même mode d'habillement, de nutrition (Nestlé en Afrique), de vie (citadine), de production (industrielle). Il n'existe de fait aucun espace libre pour l'individu qui se veut libre.

Que peut faire un ouvrier polonais, matraqué par une milice équipée de boucliers japonais (achetés par la bureaucratie grâce aux banquiers allemands). S'il se trouve expulsé à Vienne, il sera accueilli dans un camp (Traiskirchen) qui n'a rien à envier aux camps d'internement qu'il vient de quitter. Exploité chaque matin par les petits patrons autrichiens qui trouvent là une main-d'œuvre bon marché, il attendra des mois un visa pour une « démocratie » qui à sa manière, exploitera son désarroi. Un seul pays délivrera rapidement aux réfugiés polonais très qualifiés (ingénieurs, techniciens) des visas pour renforcer son régime raciste : l'Afrique du Sud. Que dire d'un Begin qui, profitant des bruits de bottes de son père Jaruzelski a pu sans bruit annexer le Golan ?

C'est pour cela que nous voulons voir ici le profit retiré par chaque acte de la révolte, puis de la répression des prolétaires et paysans de chaque avancée d'un camp, expériences, améliorations des conditions de vie, etc...)

Aucun pays ne peut offrir un espace libre pour la libre détermination des deux camps qui ont le droit aux peuples du Breton, afghan, irlandais, d'Amérique, érythrien, kurde, esquimaux, japonais, nouvelle-calédoniens, guadeloupéen, etc... l'indépendance coloniale ne se réalise si leurs luttes de libération se poursuivent à travers une organisation conservatrice, les raïes, les luttes pour sauvegarder les libertés culturelles et décident de leur avenir, sont qualifiés et devraient permettre le mouvement vers un internationalisme basé sur le respect des différences.

Comment vous situez-vous par rapport à d'autres groupes clandestins tels que l'Action Directe ?

Comme nous l'avons déjà dit nous n'avons aucun lien avec A.D.. Nous regrettons seulement que la séparation artificielle de ce monde se soit produite chez eux, et que leur alignement idéologique les ait amenés à rejoindre dans leurs luttes unilatérales (anti-U.S.A. - anti-sioniste), les organisations combattantes européennes marxistes-léninistes.. Cependant, nous voyons avec satisfaction s'instaurer un débat qui traverse aujourd'hui certaines organisations combattantes, notamment italiennes, sur le rôle hégémonique de l'U.R.S.S., et son caractère réactionnaire, et espérons que des actions à son encontre redonnent force à cette vérité : « L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier

bureaucrate sera pendu avec les du dernier capitaliste ».

Avez-vous des relations avec des groupes étrangers ?

Comme l'a dit Louis Reclus, les luttes sont formelles : nous sommes en plus d'étrangers dans le monde. De fait, nous nous sommes liés à plus d'étrangers dans ce monde.

Pourquoi Bakounine ?

Pour nous, ce n'est pas un théoricien anarchiste, mais un homme en soi, et Bakounine est le modèle pour Radio Liberté. Sa lettre déposée qu'eux se sont fait l'emprunt de son nom pour rendre plus précises nos actions dans les pays étrangers. Malgré tout, l'histoire de son rôle dans la production n'a pu être comprise sans les manuels de l'histoire des luttes plus au caractère de Gdansk-Paris-Guaté-

Empain ?

Empain pas ? C'est un marchand de guerre (aujourd'hui) dont l'enlèvement avait fait subir aux parisiens un véritable état de siège. Les pleurnicheries de la presse sur ses malheurs ne doivent pas nous faire oublier qu'il a dirigé un puissant groupe qui n'est pas étranger à l'exploitation économique du Tiers-Monde et qu'il s'est aujourd'hui recyclé dans la répression armée de ce même Tiers-Monde. Dans le communiqué n. 6, suite à notre campagne contre les intérêts Sud-Africains en France, nous avions cité le groupe Empain-Shneider ainsi qu'une autre vingtaine d'entreprises commerçant avec l'Afrique du Sud, invitant chacun à s'y attaquer. Nous regrettons que Libération n'ait pas fait paraître cette partie du communiqué. Par son mutisme, Libération veut-il épargner des tracas aux représentants sud-africains ?

Faut-il spécifier que nous ne nous sentons aucunement prisonniers des analyses et des modes de pensées que nous affichons ici. L'évolution de chacun et de la société dans laquelle nous vivons nous permettent de redéfinir, d'approfondir, d'élargir notre vision du monde et de ce que nous voulons vivre malgré tout. Robert Jaulin (ethnologue) a très bien décrit notre passé et notre avenir en disant : « Si les plaisirs de l'homme sont les échecs des autres, les jouissances hiérarchiques et l'accumulation de capital ou de connaissances fallacieuses, enfin bonheurs solitaires, non populaires par construction, sans doute est-il bien que nous perpétrions le meurtre des civilisations où il en va à l'inverse ; mais une telle proposition mérite-t-elle qu'on la prenne au sérieux et qu'on en poursuive l'application ? Armons-nous contre la mort de l'homme, la mort que l'homme occidental, depuis bien longtemps fabrique ».

Nous nous sommes décidés à nous fabriquer un avenir de vie.

Que certains tremblent, nous embrassons les autres !...

CHOLERA (NARCHISTE)

Le groupe communiste libertaire de Caen nous a fait parvenir deux exemplaires de leur journal - tract CHOLERA narchiste : le numéro 0 sur les Prud'hommes, lieu de collaboration de classe, et le numéro 1 sur les municipales.

ASTVEMU, BP 170, 14008 CAEN CEDEX.

DÉGEL

Le groupe anarchiste de Bordeaux vient de sortir DÉGEL, journal d'expression libertaire : les élections, le CORAL, Chaban et 35 ans de pouvoir, le VIe congrès de la CNT, l'affaire Papon, la B.D....

On peut le commander à Groupe Anarchiste de Bordeaux, 7 rue du Muguet, 33000 BORDEAUX.

COURANT ALTERNATIF

La livraison de Courant Alternatif numéro 25 d'avril 1983 nous a permis de lire entre autres articles : des réflexions post-électorales, Rock against Police, les Squatts, les lieux de vie, la scission de Solidarnosca en France, le système des clans en Corse et un dossier sur la lutte dans l'entreprise.

OCL/EGRECORE, BP 1213, 51058 REIMS CEDEX.

AGORA MENSUEL

Agora a sorti son premier numéro mensuel en avril, avec un dossier sur le congrès de la CNT.

AGORA, BP 1214, 31037 TOULOUSE CEDEX.

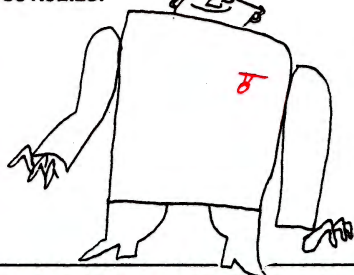
DEBATS A LA LIBRAIRIE LA GRYFFE

(sous réserves)

- 23 Avril : « histoire populaire » avec la revue Gavroche et les éditions Floréal.

- 14 Mai : « Makho, le cosaque de l'anarchie » avec Alexandre Skirida.

- fin Mai, début Juin : série de débats « déchiffrer l'économie » avec la revue « Alternatives Economiques » et François Partant (« la fin du développement naissance d'une alternative », Maspéro).
LA GRYFFE, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 LYON (Métro Saxe - Gambetta)
Tél (7) 861.02.25.



Le n. 6 de mars 1983 d'Iztok vient de paraître. Au sommaire, on y trouve :
Un débat sur la Pologne avec des textes de Charles REEVE, collaborateur de Spartacus et de AVRIL, collaborateur du Combat Syndicaliste et membre de la CNTf, ainsi qu'une interview de Piotr CHRUSZCZYNSKI, membre de la coordination de Solidarnosc à Paris.
La deuxième partie de l'interview d'Alexandru DANCIU sur le problème tzigane à l'Est.
Le résumé d'un texte de Jaroslav SUK sur l'histoire et les positions de la gauche radicale en Tchécoslovaquie de 1968 à aujourd'hui.

Deux textes de collaborateurs de la revue, l'un de M. ZEMLIAK sur la démocratie et l'autre de Nicolas TRIFON sur le mode de domination soviétique en Europe de l'Est.

Des notes de lectures et des nouvelles brèves de l'activité libertaire à l'Est.

Vous pouvez vous procurer ce numéro dans les librairies militantes ou en vous abonnant (c'est encore la forme de soutien la plus efficace). Tarifs :

Abonnement 4 numéros : 40 francs

Abonnement de soutien : 80 francs

Chèques à l'ordre d'IZTOK, 26 rue Piat, 75020 Paris.

OBJECTEURS INSOUMIS EN PROCES

Objections en Monde Rural et la Coordination Rhône - Alpes des Objecteurs Insoumis appellent à venir soutenir Emmanuel BROUAILLER qui passera en procès le 27 Avril à St ETIENNE (42) Ce doit être le procès de la militarisation, procès collectif où une dizaine d'objecteurs insoumis se déclareront co-accusés tandis que d'autres renverront leurs livrets militaires.

Une fête de soutien aura lieu le même jour à 19 H à la Bourse du Travail de St Etienne.

Coordination Rhône - Alpes des Objecteurs Insoumis, c/o J.L. DENIS, LES VERCHERES, 42140 GRAMMOND.

RENCONTRE NATIONALE ANTI SYMBIOSE ARMÉE-EDUCATION

70 personnes se sont retrouvées à Carmaux (Tarn) les 19 et 20 mars. Il a été décidé d'organiser une semaine d'action nationale du 16 au 22 mai, avec un temps fort le mercredi 18 mai. Une affiche commune a été éditée que l'on peut commander au Collectif d'Opposition au Protocole d'accord Hermu-Savary, c/o CEP, 44 rue St Georges, BP 5006, ST JEAN, 69245 LYON CEDEX.

PHILOSOPHIE DE LA MISERE

Le groupe Fresnes - Antony de la Fédération Anarchiste vient de publier « Philosophie de la misère » (P.J. Proudhon) ainsi que la réponse « Misère de la Philosophie » (K. Marx) en 3 tomes. Initiative courageuse et fort intéressante que l'on peut se procurer en écrivant à : Groupe Fresnes - Antony, 34 rue de Fresnes, 92160 ANTONY (60 F le volume, 150 F les 3).

Sur LYON, il n'est pas inutile de rappeler qu'à la librairie La Gryffe (librairie libertaire), on peut se les procurer, ainsi que la plupart des ouvrages, revues, etc... cités dans IRL.

La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 LYON (Métro Saxe - Gambetta).

Bonjour

Actuellement insoumis, j'ai auto-édité un bouquin « Dose létale ». D'un côté, je refuse l'armée, ce qu'elle est, ce qu'elle représente, ce qu'elle engendre, c'est-à-dire cette société de 1983 dans laquelle nous vivons. D'un autre côté, je tiens à proposer « autre chose » par ce bouquin. DOSE LÉTALE, textes rebelles et poésie insoumise, disponible contre 39 F franco de port en écrivant à :

Thierry MARICOURT c/o G.A.A. BP 7 80330 LONGUEAU

ou à : AVIS DE RECHERCHE BP 53 75861 PARIS CEDEX 18

RACISME ANTI - HOMO

Le Comité d'Urgence Anti-Répersion Homosexuelle (CUARH) continue de se battre contre les discriminations anti-homos : licenciements, écoles fermées à l'expression des différences sexuelles, appel à la haine dans une certaine presse, refus de vendre ou de louer, fichage, agressions, retrait du droit de garde ou de visite aux parents homosexuels.

Pour cela, ils font circuler une pétition ainsi qu'un dépliant d'information et invite à préparer activement les états généraux de l'homosexualité.

Pour tout contact : CUARH, BP 164, 75523 PARIS CEDEX 11.

et à Lyon : GILH, c/o CEP, BP 5006 ST JEAN, 69245 LYON CEDEX 5.

PARLOIRS LIBRES

Le groupe libertaire de Versailles demande à toutes les organisations touchant de près ou de loin à la prison, de se faire connaître afin de coordonner leurs efforts en vue de l'application sans restriction des décisions Badinter. A Rennes, les vitres ont sauté aux parloirs de la Maison d'arrêt des hommes : il faut demander la même chose pour tous.

contact : Groupe libertaire de Versailles, BP 15, 78151 LE CHESNAY CEDEX.

INTERROGATIONS SUR LA TECHNOLOGIE

L'ADIC (Association pour la Diffusion de l'information et de la Culture) organise les 21, 22 et 23 mai, au château de Ligoure (près de Limoges), une rencontre sur le thème « Interrogations sur la technologie ». Cette rencontre a pour but de :

« faire le point sur les mutations technologiques (informatique, robotique, etc) et sur les répercussions au niveau des travailleurs qui vivent directement les changements technologiques.

- confronter les différentes recherches sur l'élaboration et l'évolution de la technologie actuelle dans la perspective d'une société égalitaire. »

L'EMIGRATION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ET LES ANARCHISTES.

Le collectif parisien d'IRL organise un débat sur le thème « l'émigration des travailleurs étrangers et anarchistes » le samedi 30 avril à 14 H 30 au centre Max Nettlau, 15 rue Gracieuse 75005 PARIS (Métro Monge).

RENCONTRES ET REFLEXIONS ANTI - AUTORITAIRES

Des rencontres anti-autoritaires devaient avoir lieu à Paris les 24, 25 et 26 Juin. Des commissions de travail préparent les divers thèmes qui seront abordés lors de ces rencontres : travail et entreprise, expériences et luttes alternatives, résistances anti-étatiques et anti-capitalistes, crise des idéologies et du politique, Economie ...

Des permanences ont lieu tous les jeudis à 20 H 30 au Centre Garcia Lorca, 15 rue Gracieuse, 75005 PARIS (Métro Monge).

Pour informations complémentaires, contacter Jean Dupont, 70 avenue Jean Jaurès, 93310 LE PRÉ ST GERVAIS.